

DOSSIER
VERS UN MONDE
SANS ALCOOL



UKRAINE — CES COMBATTANTS
VENUS SE VENGER DE MOSCOU
ÉCONOMIE — LE PARI CHATGPT



Courrier international

N° 1682 du 26 janvier
au 1^{er} février 2023
courrierinternational.com
France : 4,50 €

Algérie 530 DA, Allemagne 6,30 €,
Andorre 5,50 €, Canada 7,95 \$CAN,
DOM 5,10 €, Espagne 5,50 €,
Grande-Bretagne 4,70 €, Grèce
5,50 €, Italie 5,50 €, Japon 850 ¥,
Maroc 45 DH, Pays-Bas 5,70 €,
Portugal cont. 5,50 €, Sénégal
3400 F CFA, Suisse 7,20 CHF,
TOM 900 XPF, Tunisie 7,90 DT,
Afrique CFA autres 3600 F CFA.

RETRAITES LE BRAS DE FER

*Pour la presse étrangère,
les manifestations
ne font que commencer.
Car c'est leur modèle
social que les Français
défendent.*





A 15 gCO₂/km

B

C

D

E

F

G

***Nouveau GLC 300 e 4MATIC en cycle mixte WLTP : Autonomie électrique : 108-122 km ; CO₂ : 12-15 g/km. Consommation de carburant : 0.5-0.6 l/100km.** Depuis le 01/09/18, les véhicules légers neufs sont réceptionnés en Europe sur la base de la procédure d'essai harmonisée pour les véhicules légers (WLTP), procédure d'essai permettant de mesurer la consommation de carburant et les émissions de CO₂, plus réaliste que la procédure NEDC précédemment utilisée. Mercedes-Benz France - RCS Versailles 622 044 287.

Pensez à covoiturer #SeDéplacerMoinsPolluer



NOUVEAU GLC HYBRIDE RECHARGEABLE

Jusqu'à 122 km d'autonomie électrique*

Avec son grand écran central animé par la dernière génération de MBUX,
notre nouveau SUV réunit les meilleurs atouts pour vous offrir
une conduite plus efficiente, connectée et sécurisée.





LES CHOIX DE "COURRIER"

CLAIRE CARRARD

Retraites : le bras de fer

Une déferlante d'indignation" (*El Mundo*), "le premier grand défi lancé par la rue à Emmanuel Macron" depuis sa réélection (*El País*), "le chantier le plus important et le plus sensible de son second mandat" (*Süddeutsche Zeitung*), la preuve persistante d'une certaine arrogance du président français et de la distance "qui s'est dessinée lors de son premier mandat" (*The New York Times*)... Au lendemain de la première journée de mobilisation contre la réforme des retraites, qui a réuni plus de 1,2 million de personnes en France le 19 janvier, la presse étrangère a largement commenté ce premier succès pour les opposants au projet. Une

bataille avant tant d'autres à venir. À commencer par la prochaine journée de manifestations, prévue le 31 janvier. Ce n'était pourtant pas gagné, malgré l'union affichée des syndicats, "une première en douze ans", souligne *El País*. Mais la méthode du gouvernement, de l'avis général, a montré ses limites. "Du point de vue des personnes concernées et des syndicats, les plans de Macron constituent une attaque frontale. Jusqu'à présent, chaque fois que le gouvernement a tenté de s'en prendre aux acquis sociaux, cela a débouché sur des conflits violents", explique *Die Tageszeitung*. Le quotidien allemand, connu pour son engagement à gauche, n'est pas le seul, loin de là, à prédire un long bras de fer et à mettre en cause la méthode du président français. C'est le cas du *Corriere della Sera*, pour qui la sacro-sainte pédagogie macronienne a fait pschitt. Ce qui se passe à l'étranger? "Les Français s'en fichent!" Selon le journal centriste italien, c'est tout l'objet de la contestation : "La

France est un pays qui se perçoit comme unique et spécial, et son 'modèle', qui propose une qualité de vie et des garanties sociales avec peu d'équivalents dans le monde, doit être défendu coûte que coûte." La presse étrangère, si prompte à s'émouvoir de la propension française à manifester ou à faire grève, semble cette fois beaucoup plus compréhensive. C'est une simple question de justice sociale, explique *La Vanguardia*. Et le contexte économique rend certaines choses inacceptables. "Les économistes ont trop tendance à oublier que la condition nécessaire à toute réforme est de préserver la confiance sociale", écrit le quotidien de Barcelone. On en est loin. Dans ce contexte de tensions, l'annonce, le week-end dernier, par Emmanuel Macron, d'une hausse de 40 % du budget des armées d'ici à 2030 (400 milliards d'euros prévus par la loi de programmation militaire) semble pour le moins discutable. "Autant jeter de l'huile sur le feu", écrit *La Vanguardia*. Parmi les seuls à soutenir

ouvertement la réforme, le site d'information *Politico* estime qu'il n'y a pas d'autre choix et reproche aux Français "leur tendance à faire l'autruche", leur "pensée magique" et leur habitude à "se battre sur des symboles plutôt que de s'engager sur des faits et des chiffres". Les faits et les chiffres ne disent pourtant pas tout, loin de là. "L'âge moyen du départ effectif est en France à peine plus bas qu'en Espagne, et pour partir avec une retraite complète, les actifs nés après 1973 doivent avoir cotisé quarante-trois ans chez nos voisins, contre trente-sept dans notre pays", explique ainsi *La Vanguardia*. Certes, Emmanuel Macron souhaite que les Français travaillent plus longtemps. Mais en France, les salariés de plus de 55 ans ont déjà bien du mal, aujourd'hui, à rester dans la vie active, relève *The New York Times* dans un article traduit sur notre site. Pour *La Vanguardia*, "cette réforme est au cœur de la plus grande bataille politique du moment en France, et même de la plus grande bataille

économique en Europe". Alors que l'Espagne est elle-même confrontée à une réforme similaire, ce qui se joue en France pourrait affecter le rapport de force chez nos voisins. D'où l'importance de la mobilisation à venir. Car c'est bien dans la rue et face à l'opinion, bien plus qu'au Parlement, que la bataille va faire rage. Comment sortir de cette crise? Dans le tabloïd suisse *Blick*, Richard Werly, fin connaisseur de la politique française, évoque les trois options envisageables pour Emmanuel Macron. La plus plausible selon lui? Un passage en force pour faire voter sa réforme au printemps. Le 31 janvier, on guettera la réponse de la rue.

En couverture :

Retraites : dessin de Joep Bertrams, Pays-Bas, pour *Courrier international*. No alcool : dessin de Xaviera Altona, Pays-Bas. Intelligence artificielle : dessin de Harry Haysom, Royaume-Uni, *Ikon Images*.



Sommaire

dossier



Vers un monde sans alcool p.28

Emmenée par une génération Z plus informée sur les dangers des addictions et plus soucieuse de son image, la sobriété gagne du terrain. C'est un "totem de la culture occidentale" qui est ébranlé, analyse la presse étrangère.

DESSIN DE XAVIERA ALTONA, PAYS-BAS

VOYAGE P.40

Málaga, l'aimant espagnol

La ville natale de Picasso connaît un nouvel essor, avec l'afflux de salariés de la tech adeptes du télétravail au soleil. Pourrait-elle y perdre son âme? s'interroge *El País Semanal*.

ÉCONOMIE p.34

Microsoft mise gros sur ChatGPT

Le géant américain va investir massivement dans OpenAI, qui a développé la star des chatbots, explique *The New York Times*. De quoi prendre la tête de la course à l'intelligence artificielle.



RDC p.24

Dans l'œil de Moscou

À Goma, *Die Tageszeitung* a enquêté sur la présence de mercenaires issus de l'ex-bloc soviétique. Après le Mali ou le Soudan, la République démocratique du Congo est-elle en train de tomber dans l'escarcelle russe?

LES SOURCES



Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

Americas Quarterly New York, trimestriel. *Ha'Aretz* Tel-Aviv, quotidien. *Blick* Zurich, quotidien. *Daily Maverick* (dailymaverick.co.za), Johannesburg, en ligne. *The Economist* Londres, hebdomadaire. *Financial Times* Londres, quotidien. *The Guardian Australia* (theguardian.com/au), Sydney, en ligne. *La Libre Belgique* Bruxelles, quotidien. *Los Angeles Times* Los Angeles, quotidien. *The New York Times* New York, quotidien. *The Observer* Londres, hebdomadaire. *El País* Madrid, quotidien. *El País Semanal* Madrid, hebdomadaire. *Le Pays* Ouagadougou, quotidien. *The Spectator* Londres, hebdomadaire. *La Stampa* Turin, quotidien. *Die Tageszeitung* Berlin, quotidien. *The Third Pole* (thethirdpole.net), New Delhi, en ligne. *La Vanguardia* Barcelone, quotidien. *Wakat Séra* (wakatsera.com), Ouagadougou, en ligne.

DESSIN DE GLEZ, BURKINA FASO, POUR COURRIER INTERNATIONAL

Une pureté unique
née au coeur des
Alpes françaises.


evian[®]
DRINK TRUE

Drink True = Source d'authenticité.
evian[®] est pure et naturelle comme toutes les eaux minérales
naturelles. S.A.E.M.E, Evian- R.C.S. 797 080 850 Thonon.

Plus d'informations sur :
evian.fr





SOMMAIRE

7 jours dans le monde

8. Burkina Faso. La France, persona non grata

D'un continent à l'autre

10. France. Retraites, le bras de fer

14. Ukraine. Ces volontaires qui se vengent de Moscou

16. Italie. La ville du boss mafieux retrouve la mémoire

18. Pérou. Jusqu'où ira le chaos ?

19. Brésil. Bolsonaro, perdant indigne

20. Inde. À Joshimath, dans l'Himalaya, le sol se dérobe

22. Nouvelle-Zélande. Jacinda Ardern, un modèle jusqu'au bout

24. RDC. Dans l'œil de Moscou

25. Mali. Divorce au sommet

26. Israël. Ohana, le premier président gay de la Knesset : un pionnier ou un traître ?

À la une

28. Vers un monde sans alcool

Transversales

34. Économie. Microsoft mise gros sur ChatGPT

36. Environnement. Pillage, trafic et botanique

37. Signaux. Le juteux commerce des espèces végétales

38. Sciences. Apprendre sans oublier

360°

40. Urbanisme. Málaga, l'aimant espagnol

44. Cinéma. Paul Mescal, un acteur nommé désir

46. Histoire. Des maisons de poupées ont bouleversé les enquêtes criminelles



SUR NOTRE SITE

Guerre en Ukraine. Grandes manœuvres autour des chars européens

Le débat est vif entre Européens sur la question de la livraison d'armement lourd à Kiev. Un geste qui pourrait changer le visage du conflit. À un mois du premier anniversaire de la guerre, retrouvez les commentaires, analyses et reportages de la presse étrangère sur notre site.

Vu du Royaume-Uni. À qui sont les épaves ? Une chasse aux trésors judiciaire

Jadis alliés, explorateurs et scientifiques se battent aujourd'hui devant les tribunaux pour trancher la question de la propriété des navires qui ont coulé... Et de leur butin, raconte **The Guardian**. Des millions d'épaves et de dollars sont en jeu.

Vu de Palestine. Farkha, "un îlot de féminisme et de communisme"

+972 Magazine raconte l'ambitieux projet d'un maire communiste de Cisjordanie, qui a mis au point un modèle économique tourné vers le développement durable.

L'horoscope de Rob Brezsky Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE

Face à la crise climatique, les pistes de la presse étrangère pour s'adapter, s'engager et lutter contre le défautisme ambiant.



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 

Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : Courrier international
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne pour :

- 1 AN (52 numéros) au prix de **129 €** au lieu de ~~218,80 €*~~
- 1 AN (52 numéros) + **6 hors-séries** au prix de **159 €** au lieu de ~~269,80 €*~~

RCO23BO01

Monsieur Madame

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CP VILLE

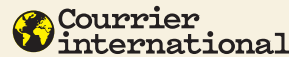
Je règle par chèque bancaire à l'ordre de Courrier international

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/ours2023>
ou téléphonez au 03 21 13 04 31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)


*Offre réservée aux particuliers jusqu'au 31/3/2024 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Pour les entreprises et l'étranger, nous consulter. Visuels non contractuels. En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et d'actions marketing sur ses produits et services.

Je ne souhaite pas recevoir les offres commerciales de Courrier international par voie postale. Je ne souhaite pas recevoir les offres commerciales des partenaires de Courrier international par voie postale.

Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, droit des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/donnees-personnelles> ou écrivez à notre délégué à la protection des données 67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris ou dpo@groupelemonde.fr. Vous avez le droit de formuler une réclamation auprès de la Cnil. Pour toute question, contactez notre service clients par e-mail abo@courrierinternational.com ou par téléphone au 03 21 13 04 31 du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures. Nos CGV sont consultables et téléchargeables en suivant ce lien : <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>



Avantages abonnés :

- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'édition abonnés du site Internet
- Nos archives, soit plus de 100 000 articles
- L'accès illimité sur tous vos supports numériques
- Les applications iOS et Android
- Réveil Courrier 

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique : (32) 2 744 44 33
abonnements@saipm.com
États-Unis/Canada : (1) 800 363 1310
expressmag@expressmag.com
Suisse : (41) 022 860 84 01
abonne@edigroup.ch



Édité par Courrier international SA, société anonyme avec

directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €

Actionnaire : La Société éditrice du Monde

Président du directoire, directeur de la publication :

François-Xavier Devaux

Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard

Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président

Dépôt légal Janvier 2023. Commission paritaire n° 0727 C 82101.

ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web

www.courrierinternational.com Courriel lecteurs@courrierinternational.com

Directrice de la rédaction Claire Carrard (16 58) Rédactrice en chef Virginie Lepetit (16 12) Rédacteurs en chef adjoints Raymond Clarinard (16 77), Claire Pomarès (web),

Matthieu Recarte Direction artistique Sophie-Anne Delhomme (16 31), Conception graphique Javier Errea Comunicación

ÉDITION Anouk Delpoit (16 98), Ioris Queyroi, Fatima Rizki (17 30) 7 JOURS DANS LE MONDE François Gerles (chef de rubrique, 17 48) EUROPE Gerry Feehily (chef de

service, 16 95), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 16 36), Marie Daouda (Allemagne, Autriche, Suisse alémanique, 16 04), Carole Lyon (Belgique, 17 36), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 19 74), Beniamino Morante (Italie, 19 72), Hélène Bienvenu (Pologne), Antoine Mouteau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) FRANCE Carolin Lohrenz (chef de rubrique, 16 93) AMÉRIQUES Béatrice Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16 14), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 16 57), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) ASIE Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 16 39), Christine Chauveau (Asie du Sud-Est, 16 24), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Carole Dieterich (Asie du Sud), Élisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corée) MOYEN-ORIENT Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abirama (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) AFRIQUE Hassina Mechaï (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Bousson (Afrique australe et Afrique de l'Est), Agnès Faivre (Afrique de l'Ouest) TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 16 47), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16 15), Annick Rivoire (Économie) MAGAZINE 360° Marie Bélouil (chef des informations, 17 32), Hugo Florent (16 74), Oumeïma Nechi HISTOIRE Mélanie Liffschitz (16 96)

SITE INTERNET Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondé (éditeur web), Antoine Cuny-Le Callet, Gabriel Hassan (éditeur web, 16 32), Carole Lyon (éditrice web, 17 36), Hoda Saliby (éditrice web, 16 35), Mélanie Chenouard (vidéo, podcasts, 16 65) COURRIER EXPAT Ingrid Therwath (16 51), Jean-Luc Majouret (16 42)

TRADUCTION Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Liffschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethon (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan), Leslie Talaga (anglais, espagnol) RÉVISION Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17 35), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Françoise Hérod, Julie Martin, Anne Romefort

PÔLE VISUEL Sophie-Anne Delhomme (responsable) WEB DESIGN ET ANIMATION Alexandre Errichello (chef de service, 16 17), Benjamin Fernandez, Jonathan Renaud-Badet, Pierrick Van-Thé ICONOGRAPHIE Luc Briand (chef de service, 16 41), Lidwine Kervella (16 10), Stéphanie Saindon (16 53), Céline Merrien (colorisation) MAQUETTE Alice Andersen (chef de service, 16 37), Denis Scudeller, Gilles de Obaldia CARTOGRAPHIE Thierry Gauthier (16 70) INFOGRAPHIE Catherine Doutey (16 66)

AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 17 37), Jessica Robineau (16 08), Alizée Marchal (17 38)

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 45 33) IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE : Maury, 45330 Malesherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Jean-Baptiste Bor, Etienne Bianchi, Emma Bougerol, Emmanuelle Bour, Geneviève Deschamps, Elisabetta Di Matteo, Mona Guichard, Mehdi Harmi, Lucie Hoarau, Marah Ibrahim, Astrid Mouget, Valentine Morizot, Florent Normand, Maélys Sourit, Yuta Yagishita

PUBLICITÉ MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11 469, 75707 Paris Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 Directrice générale Elisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39 68), Directeur délégué, directeur de Marque Courrier international Steve Dablin (01 57 28 38 84) Directeur délégué Activités programmatiques, AD Tech & Monétisation Sébastien Noel (sebastien.noel@mpublicite.fr, 37 00) Directeur délégué, pôle Agences François de Ren (francois.deren@mpublicite.fr, 30 21) Directeur délégué, pôle Opérations spéciales Steve Dablin (steve.dablin@mpublicite.fr, 38 84)

RESPONSABLE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellan (16 06) Lucie Madalena (gestion) Droits Blandine Mosnat (16 54) Comptabilité 01 48 88 4 551 Directeur de la diffusion et de la production Xavier Lothi Directrice des ventes Sabine Gude

Responsable commerciale internationale Saveria Colosimo (RM) (01 57 28 32 20) Chef de produits Valentin Moreau (01 57 28 33 99) Communication et promotion

Christiane Montillet MARKETING et PRODUITS Sophie Gerbaud (directrice, 16 18), Véronique Lallemand (16 91), Véronique Saudeumont (17 35), Martine Prévot (16 49), Mynn-May Vang, Anthony Pittavino Responsable du numérique Olivier Jolivet, Louise Dugeai (développement web)

Modifications de services ventes au numéro, réassortis 0805 05 01 47 Service clients Abonnements Courrier international, Service abonnements, A2100 - 62066 Arras Cedex 9 tél. 03 21 13 04 31 Fax 01 57 67 44 96 (du lundi au samedi de 9h à 18h) Courriel abo@courrierinternational.com. Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 129 €. Autres destinations : <https://boutique.courrierinternational.com>

Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>




Courrier international, USPS number 013-465, is published weekly 48 times per year (triple issue in Aug and in Dec), by Courrier International SA c/o Distribution Grid, at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals Postage paid at Secaucus, NJ, and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier International c/o ExpressMag, 8275, avenue Marco-Polo, Montréal, QC H1E 7K1, Canada.

Origine du papier : UK, Allemagne, 100 % de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. Émissions : Ptot - 0,0083 kg/tonne de papier. Papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. Ouvrage imprimé à 100 % avec des encres conformes à la norme Blue Angel.

Certifié PEFC

Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.

10-31-1282 pefc-france.org

ACPM   

Souhaite-moi bonne chance :
je réserve mon billet de train
pour ce week-end !

10:49



10:50



02:43



10:53

Te prends pas la tête :
va sur Trainline.

10:58



 **trainline**

**L'app de réservation de train
qui a un train d'avance.**

 Télécharger dans
l'App Store

 DISPONIBLE SUR
Google Play

Télécharger
l'app



De nombreuses compagnies de train sont disponibles sur www.thetrainline.com/fr,
ce qui vous permet de choisir la meilleure option et le meilleur prix.



Burkina Faso. La France, persona non grata

L'opération Sabre, qui œuvrait dans toute la région du Sahel, est priée de plier bagage. Après le Mali, c'est au tour du Burkina Faso de céder à "la vague anticolonialiste", analyse ce journal burkinabè.

→ Dessin de Balaban, Luxembourg.



Tout cela est critiquable, mais il ne faut pas oublier qu'aux termes des accords qui lient la France au Burkina le dispositif militaire basé à Kamboinsin n'intervient qu'à la demande des autorités locales, et que, dans le cas des otages d'Arbinda, la demande d'intervention n'a peut-être pas été faite. On a vu pourtant ces mêmes Français débarquer à Djibo, en 2020, pour sauver la ville de la menace terroriste, tout comme on les a vus intervenir lors de la première attaque terroriste à Ouagadougou en 2016. Ces opérations, menées sur notre sol à la demande ou avec le consentement de nos autorités, ont été saluées en leur temps, et c'est ce qui

—Le Pays (extraits) Ouagadougou

La vague anticolonialiste qui a commencé au Mali et qui a emporté l'ambassadeur de France accrédité dans ce pays ainsi que les forces françaises en opération sur le sol malien depuis 2013 semble avoir fait des émules au Burkina Faso voisin. Ce dernier a demandé, en milieu de semaine dernière, le départ, dans un mois, de la force Sabre, installée depuis 2018 à Kamboinsin, dans la zone périurbaine de Ouagadougou.

Ce retrait plus que probable se fera entre le soulagement de ceux qui soutiennent mordicus que les troupes françaises n'ont rien à faire ici, et la relative indifférence de la majorité des Burkinabè, qui sont plutôt préoccupés par la situation sécuritaire figée et l'avenir du pays, qui reste quotidiennement en proie aux atrocités commises par des hordes terroristes. Une chose est sûre, c'est un camouflet de plus pour la France, dont la politique paternaliste, hégémonique et ambivalente a fini par ancrer dans l'opinion publique burkinabè le sentiment que les objectifs de sa présence militaire au pays des Hommes intègres ont toujours été flous et n'ont jamais été conformes aux intérêts du pays.

À la veille de cette annonce, des centaines de manifestants hostiles à la métropole se sont réunis au centre-ville de Ouagadougou pour dénoncer l'inadmissibilité de l'ingérence de la France dans les affaires intérieures du Burkina, son incurie pour ne pas dire sa complicité avec des groupes terroristes responsables d'attaques ultraviolentes dans des zones

qu'ils ont placées de facto sous blocus. En toile de fond, il y a ce fort ressentiment des Burkinabè contre la France officielle, qui, de par sa présence quasiment inutile pour le Burkina, confirme plus que jamais la célèbre formule du général de Gaulle, selon laquelle "la France n'a pas d'amis, elle n'a que des intérêts".

Immobilisme. Comment peut-on en effet expliquer le fait que des forces spéciales françaises aient pu libérer, dans la nuit du 9 au 10 mai 2019, dans l'extrême nord du Burkina, trois otages dont deux Français, alors que leurs ravisseurs faisaient du rodéo avec eux en direction du Mali? Or on a assisté la semaine dernière à un rapt spectaculaire à la Boko Haram d'une soixantaine de femmes et d'enfants qui ont bravé l'insécurité dans une zone quadrillée par les katibas [unités de combattants des groupes djihadistes] pour aller à la recherche de la pitance sans que la France ne daigne faire décoller ses hélicoptères. La zone d'Arbinda [dans le nord du pays], où le kidnapping a eu lieu, n'est ni la province de Cabo Delgado, dans le nord du Mozambique, ni l'État du Borno, dans le nord-ouest du Nigeria, tous d'accès difficile, mais bien un endroit désertique où les terroristes peuvent être facilement repérés par les drones dont dispose la France. Combien de fois avons-nous vu des terroristes parader dans des villages sur des motos et en binômes, facilement localisables et traçables par les moyens technologiques dont dispose la France, et en repartir le plus tranquillement du monde dans leurs bases?

La crise qui vient

ÉCONOMIE — En proie à un "marché du crédit grippé" et à des taux d'intérêt qui montent à toute vitesse, le secteur de l'immobilier entre dans une phase de violentes turbulences, prévient **Bloomberg** le 23 janvier. "Certains prêteurs réclament aux emprunteurs de vendre leurs biens ou de risquer la saisie, tandis que les propriétaires exigent des capitaux supplémentaires", explique un expert à l'agence américaine. **Bloomberg** évalue les crédits immobiliers risqués à quelque 180 milliards d'euros dans le monde et met en garde : la crise est "imminente".

La provocation de trop



**S U È D E -
TURQUIE** — L'extrémiste de droite dano-suédois Rasmus Paludan s'est illustré le 21 janvier en brûlant

un coran devant l'ambassade de Turquie à Stockholm. Un geste que **Milli Gazete** résumait le 22 par le titre : "La barbarie européenne". Pour le journal turc, islamiste mais opposé au président Erdogan, "la Suède, qui mène avec la Turquie des négociations pour rejoindre l'Otan, a montré son vrai visage". En représailles, le président Erdogan a répété le 23 janvier que la Suède ne pourrait compter sur son soutien pour intégrer l'Otan.

fait dire aujourd'hui à certains Burkinabè qu'il ne faut pas jeter le bébé avec l'eau du bain. C'est vrai qu'avec l'expérience acquise par nos forces armées après huit ans de guerre asymétrique et le recrutement récent de dizaines de milliers de supplétifs on peut dire que le moment est venu, pour le Burkina, de s'assumer et de compter sur ses propres forces dans cette guerre contre le terrorisme. Mais le soutien de nos partenaires, d'où qu'il vienne, ne serait pas de trop pour rétablir au plus vite l'ordre et la sécurité, condition sine qua non pour la relance de l'économie et le développement du pays.

—**Hamadou Gadiaga**
Publié le 23 janvier

Et maintenant Wagner?

●●● "Le Burkina Faso n'entretient aucun lien avec le groupe militaire privé Wagner." La note, en date du 23 janvier, émane du ministère des Affaires étrangères burkinabè. Il y est réitéré que Ouagadougou mise sur sa "solution endogène" contre le terrorisme. Pourtant, la répétition d'un scénario à la malienne inquiète. Et parmi les premiers signaux, le voyage à Moscou, en décembre 2022, du Premier ministre burkinabè. Selon **Studio Yafa**, Apollinaire Joachim Kyélem de Tambèla, interviewé par **Russia Today France**, a "notamment invité la Russie à prendre plus de place dans son pays" et à devenir un "allié". "Comme tous nos partenaires", a-t-il souligné.

Retour controversé

MUSIQUE — Le 21 janvier, "Beyoncé a donné son premier concert en plus de quatre ans, dans un hôtel de luxe à Dubaï", écrit **The Guardian**. La star américaine a chanté 19 chansons, mais aucune de son dernier opus, *Renaissance*. "Cet album est censé être une lettre d'amour adressée aux pionniers des communautés LGBTQI et africaine-américaine", souligne le quotidien, qui rappelle que l'homosexualité est un crime aux Émirats arabes unis. Selon **TMZ**, Beyoncé aurait perçu un cachet de 24 millions de dollars pour ce show d'une heure et demie.

ÉTATS-UNIS

La presse en deuil



CAMEROUN — Directeur de la radio privée *Amplitude FM*, il présentait chaque jour l'émission *Embouteillage*, dans laquelle il n'hésitait pas à dénoncer des affaires de corruption et à pointer du doigt des personnalités. L'animateur vedette *Martinez Zogo* a été retrouvé mort le 22 janvier, son corps mutilé. Il avait été enlevé cinq jours plus tôt. "Avec cet assassinat, écrit l'hebdomadaire *Forum Libre*, le Cameroun vient de franchir la ligne rouge en matière de liberté de la presse."

Miner les mers

AUSTRALIE — Canberra entend consacrer 1 milliard de dollars australiens (640 millions d'euros) à l'achat d'armes sous-marines de haute technologie, dont des mines sous-marines, rapporte le *Sydney Morning Herald* le 23 janvier. Ces engins, dits "intelligents", sont supposés pouvoir faire la différence entre "les cibles militaires et les autres navires". Après l'achat de sous-marins nucléaires et, plus récemment, de lance-roquettes *Himars*, l'Australie continue de s'armer face à l'expansionnisme chinois dans l'océan Pacifique.

À toutes les sauces



ALIMENTATION — Le grillon domestique est autorisé à la vente en Europe depuis un an, mais uniquement sous forme congelée, séchée et en poudre. Depuis le 24 janvier, il peut être incorporé sous forme de farine dégraissée à toutes sortes de préparations culinaires (biscuits, sauces, confiseries ou bières). "À table!" lance en une le journal *Tageszeitung*, qui précise que *Cricket One*, une société vietnamienne, commercialisera très bientôt de tels produits.

Arrêtons ce suicide national!

La liberté implique-t-elle de transformer les lieux publics en stands de tir? Non! répond le *Los Angeles Times* après la tuerie qui a ensanglanté les célébrations du Nouvel An lunaire à Monterey Park, en Californie.

— *Los Angeles Times* Los Angeles

Débarquer dans une école de danse et tirer sur 20 personnes... Mais qui fait un truc pareil?" a interrogé le responsable de la police de Los Angeles, Robert Luna, quelques heures après que 10 personnes ont été tuées et au moins 10 autres blessées le soir du samedi 21 janvier à Monterey Park [en périphérie de Los Angeles. Le dernier bilan faisait état de 11 morts]. Des millions de personnes se posent la même question après chacune de ces tueries, dont la fréquence donne la nausée. C'est la cinquième tuerie de masse aux États-Unis en 2023 [le 23 janvier, 7 personnes ont été tuées dans deux nouvelles fusillades près de San Francisco], trois semaines à peine après le début de l'année, en pleines festivités du Nouvel An lunaire. Mais qui a fait ça?

Lors d'une conférence de presse, le 22 janvier au soir, Robert Luna a déclaré qu'un suspect, *Huu Can Tran*, avait été retrouvé dans une camionnette; il s'était suicidé par balle. Un pistolet-mitrailleur a été retrouvé. Dans les prochains jours, nous en saurons sans doute plus sur le suspect et les victimes de ce crime odieux.

Mais au-delà de ce dernier massacre, motivé par d'obscures raisons, peut-on déceler un modèle récurrent?

Puissant lobby. Les tueries se suivent et ne se ressemblent pas. On compte parmi les meurtriers des psychotiques, des coupables de violences intrafamiliales, des racistes, des théoriciens du complot, des gens qui avaient une rancune personnelle et des terroristes étrangers. Ils sont parfois jeunes, parfois dans la force de l'âge, parfois âgés. Ils se livrent à leur funeste besogne dans des écoles de danse, des écoles élémentaires, des universités, des cinémas, des salles de concert, des supermarchés, des lieux de culte, des cortèges.

Les tueurs ont des profils hétéroclites, mais ils ont un point commun : ils possèdent des armes à feu. Et, d'une manière ou d'une autre, nous leur confions ces armes. Les États-Unis sont le seul pays où le lobby des armes est aussi puissant. Ce lobby et les fabricants qui encaissent les revenus de la vente de millions d'armes se sont employés à imprégner la droite politique d'une idéologie qui assimile la

prolifération des armes à la liberté, et un encadrement même modeste des armes à un État répressif.

De ce fait, le Congrès a, pendant des années, empêché la collecte de données attestant du lien négatif entre la possession d'armes et la sûreté publique; la Cour suprême interprète un texte sur des "milices bien organisées" [le deuxième amendement] — rédigé à une époque où les mousquets à tir unique chargés par le canon étaient la norme — comme un droit constitutionnel de se procurer des armes, d'y charger des munitions et de les apporter dans n'importe quel lieu traumatisé à jamais par de multiples homicides.



ÉDITO

Avec son génie perfide, le lobby des armes a réussi à convaincre des millions d'Américains que le seul moyen de se défendre contre la violence d'une populace trop lourdement armée était de se procurer davantage d'armes. Et le seul moyen de vivre cette curieuse version de la liberté consiste à garantir que toutes les écoles, boutiques, églises et soirées puissent à tout instant devenir des stands de tir.

Mais la liberté ne se paie pas forcément d'un suicide national. Les droits relatifs au deuxième amendement ne sont pas moins sujets à des limitations que les droits relatifs au premier amendement [sur la liberté d'expression]. Notre système fait en sorte, par exemple, d'éviter blessures ou décès aux Américains en limitant le "droit" d'une personne à crier "Incendie!" à tort dans un cinéma bondé. Le système pourrait aussi nous protéger — si nous insistions vraiment — contre ceux qui ouvrent le feu dans ce même cinéma. Ou dans un festival à Gilroy, un bar à Thousand Oaks, une soirée à San Bernardino ou une synagogue au nord de San Diego. Ou dans une école de danse à Monterey Park.—

Publié le 22 janvier



d'un
continent
à l'autre.

france

Europe	14
Amériques.....	18
Asie	20
Afrique	24
Moyen-Orient...	26



Retraites. Le bras de fer



FOCUS

Pourquoi la réforme de leurs retraites révolte-t-elle autant les Français? Certes, analyse la presse étrangère, l'ambiance est inflammable dans l'Hexagone, qui vit des jours difficiles sur le plan économique, et le marché de l'emploi présente toujours des faiblesses structurelles, mais surtout le projet du gouvernement remet en question le modèle social français. À travers des rencontres, les journaux du monde décrivent une population qui proteste aussi – et principalement – contre les injustices sociales. Comment sortir de l'impasse?



✓ Dessin d'Alex paru dans
La Liberté, Fribourg.

C'est une question de justice sociale

Il y a la logique des chiffres. Et il y a ce qui est jugé acceptable face à la conjoncture actuelle, très sensible, fait remarquer ce journaliste espagnol.

— La Vanguardia (extraits)
Barcelone

Fin 2022, Bernard Arnault, à la tête de l'empire du luxe LVMH, était sacré homme le plus riche du monde : *Forbes* évalue sa fortune autour de 180 milliards de dollars, légèrement devant Elon Musk, l'énarrable propriétaire de Tesla et de Twitter. C'était il y a un mois, et cela faisait une très mauvaise introduction symbolique à la proposition de réforme du régime public des retraites à laquelle Emmanuel Macron mettait alors la dernière main. Cette réforme est aujourd'hui au cœur de la plus grande bataille politique du moment en France, et même de la plus grande bataille économique en Europe.

Ce choc social de haut vol en France survient alors qu'en Espagne une réforme similaire entre dans sa dernière ligne droite. Entre cette coïncidence, et la place prépondérante qu'occupe la France en Europe, force est de constater que le conflit autour du projet de Macron dépasse les frontières de l'Hexagone. Et son dénouement marquera aussi l'issue du rapport de force dans le contentieux espagnol.

Or il est bien difficile de prévoir ce qu'il adviendra de la réforme voulue par le président français. N'oublions pas qu'il a dû retirer un projet semblable en 2019 en raison de la pandémie, projet qui lui avait déjà valu une énorme mobilisation sociale. Les réformes des retraites sont souvent présentées comme un sujet purement technique, un chantier de comptabilité publique, pré carré des hauts fonctionnaires et des spécialistes des finances et de l'investissement. Mais il est difficile en général, voire impossible en France en particulier, d'en minimiser la portée politique et sociale. Les économistes ont trop tendance

à oublier que la condition nécessaire à toute réforme est de préserver la confiance sociale.

D'où notre référence initiale à la fortune personnelle de Bernard Arnault, qui s'inscrit dans un contexte de perte de pouvoir d'achat pour la majorité des Français et de dégradation relative de leurs conditions de vie. Le concept d'inégalités n'est plus cantonné à la description analytique : c'est un moteur de la contestation politique. Dans ce contexte toujours, on peut juger bien audacieuse l'annonce faite par Macron ce week-end d'une dotation de 400 milliards d'euros prévue par la loi de program-

**La condition
nécessaire
à toute réforme
est de préserver
la confiance.**

mation militaire 2024-2030, soit une hausse de 40 % du budget des armées. Autant jeter de l'huile sur le feu.

Les conditions de la retraite en France, avec un départ à 62 ans, peuvent paraître généreuses comparées à l'ensemble des pays développés. Mais comme toujours, les chiffres seuls se prêtent à différentes lectures, et il faut les analyser avec prudence, sur deux points en l'occurrence. D'abord, l'âge moyen du départ effectif est en France à peine plus bas qu'en Espagne, et pour partir avec une retraite complète, les actifs nés après 1973 doivent avoir cotisé quarante-trois ans chez nos voisins, contre trente-sept dans notre pays. De plus, le déficit du régime public des retraites est de proportions semblables dans nos deux pays à l'heure actuelle, au-dessous de 1 % du PIB.

Ensuite, il faut tenir compte de la réalité sociale de la France, sous le coup d'une décadence économique indéniable qu'ont déjà mis

→ Dessin de Sondron paru dans L'Avenir, Namur.

en relief, en 2018, les mobilisations des “gilets jaunes” contre la hausse des prix des carburants. Un précédent dont le spectre plane sur la réforme voulue aujourd’hui par Macron.

La France, contrairement à l’Allemagne, l’autre grande puissance de l’UE, a déjà depuis plusieurs décennies désindustrialisé son économie et centralisé le secteur des services, qui offre des emplois plus précaires et moins rémunérés, autour des grandes villes. Paris et sa région, l’île de France, concentrent ainsi 31 % de l’économie française. Le luxe le plus scandaleux y côtoie les banlieues les plus défavorisées. Avec la perte de poids économique et la chute du niveau de vie dans le reste du pays, la France rumine de plus en plus sa colère. Est-ce le sort qui attend Madrid et l’Espagne ?

Dans ce contexte, la volonté d’orthodoxie de Macron d’assainir les finances publiques de la France se heurte à la réalité d’un profond mécontentement et à la peur du déclassement de la majorité de la société française. Sur huit actifs, seulement un travaille dans l’industrie, deux sont au chômage, deux sont dans la fonction publique et les trois restants dans le secteur des services. En outre, plus de 3 millions de jeunes entre 14 et 35 ans ne sont ni étudiants ni dans la vie active, comme les “ninis” espagnols. La grandeur de la France appartient désormais au passé. Mais attention, n’oublions pas que le revenu par habitant des Français dépasse de 40 % celui des Espagnols.

—Manel Pérez
Publié le 22 janvier

SOURCE



LA VANGUARDIA

Barcelone, Espagne
Quotidien, 97 000 ex.
lavanguardia.com
“L’Avant-Garde” a été fondée en 1881 à Barcelone par la famille Godó, qui en est toujours propriétaire. Ce quotidien est le deuxième du pays en matière de diffusion, et le numéro un en Catalogne, juste devant *El Periódico de Catalunya*. Le journal prône un régionalisme modéré.

Non, les Français n'exagèrent pas !

S'ils résistent ardemment au report de l'âge de la retraite, c'est parce que les Français tiennent à leur État providence, explique ce quotidien de gauche.

—Die Tageszeitung Berlin

Prendre sa retraite à taux plein à 64 ans, voilà une chose dont beaucoup d’Européens ne peuvent que rêver. Pourtant, en France, le passage progressif de l’âge de la retraite de 62 à 64 ans est vécu comme une offense. Sauf que cette simple comparaison avec l’âge légal de la retraite en Allemagne ou dans d’autres pays de l’Union européenne (UE) est boiteuse. On ne considère que le chiffre brut, isolé de son contexte. Pour comprendre la contestation actuelle contre le projet de réforme d’Emmanuel Macron, il faut prendre en compte la réalité française.

Depuis que, en 1981, le président socialiste François Mitterrand a abaissé l’âge de la retraite à 60 ans, la possibilité de prendre sa retraite relativement tôt est vue en France comme une conquête, au

Depuis 1981, la possibilité de prendre sa retraite assez tôt est vue comme une conquête.

cœur de l’ensemble de la politique sociale du pays. Depuis longtemps déjà, les travailleurs acceptent que leurs bas salaires soient compensés par des prestations sociales assez généreuses et un système qui fonctionne.

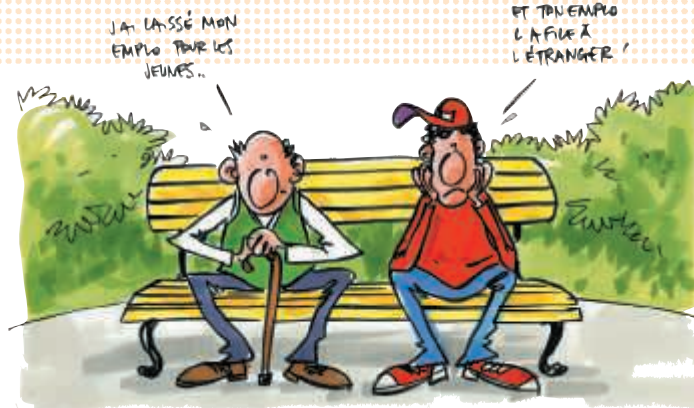
En France, les pensions de retraite font partie de la Sécurité sociale, dont dépendent également les assurances maladie et accident, et les allocations familiales. Quiconque souhaite détacher un pan de cet ensemble doit s’attendre à des réactions d’autant plus vigoureuses. Beaucoup redoutent en effet qu’à la suite d’une défaite dans ce combat pour l’âge de la retraite ce soit le reste du système de sécurité sociale qui se trouve compromis.

Le report à court terme de l’âge de la retraite pour les gens nés après 1961 revient donc en quelque sorte à tuer la vache sacrée. Du point de vue des personnes concernées et des syndicats, les plans de Macron constituent une attaque frontale. Jusqu’à présent, chaque fois que le gouvernement a tenté de s’en prendre aux acquis sociaux, cela a débouché sur des conflits violents. En 1995, à l’issue de plusieurs semaines de manifestations, le gouvernement d’Alain Juppé avait dû retirer un projet de réforme des retraites. À cela s’ajoute aujourd’hui le fait que, ces dernières années, la colère a enflé dans de nombreuses couches de la population contre les privilégiés et le système, ce qui peut très vite aboutir à une escalade.

En France, aussi, l’espérance de vie a augmenté, et beaucoup de seniors seraient encore en assez bonne forme pour continuer à exercer une activité professionnelle au-delà de 65 ans. Les futurs retraités français doivent déjà travailler et cotiser pendant quarante-deux ans. Mais comme il y a souvent de grands écarts de temps – les années d’études ne sont généralement pas prises en compte, par exemple –, ils continuent souvent à travailler au-delà de la limite officielle des 62 ans.

Dans le même temps, la moitié des actifs cessent de travailler à 55-60 ans – et ce n’est pas forcément toujours de leur fait. Sur le marché du travail, l’offre d’emplois pour les seniors reste maigre. Par conséquent, dans ce contexte, beaucoup estiment que la volonté de Macron de les faire travailler plus longtemps a quelque chose d’hypocrite. En réalité, dans bien des cas, le report de l’âge de la retraite et l’augmentation du nombre d’années de cotisation se traduisent par des pensions réduites.

—Rudolf Balmer
Publié le 20 janvier



Les manifestations ne font que commencer

Ce Britannique, qui s’amuse de la culture française de la contestation, constate malgré tout que la résistance contre la réforme traverse toute la société.

—The Spectator (extraits)
Londres

Samedi [21 janvier], Paris a connu une nouvelle manifestation. Selon les organisateurs, à savoir La France insoumise de Jean-Luc Mélenchon, 150 000 personnes s’étaient rassemblées dans le froid vif pour protester contre la réforme des retraites d’Emmanuel Macron. Le président français veut repousser l’âge légal de départ à la retraite de 62 à 64 ans. Selon des analystes indépendants, seuls 14 045 manifestants auraient participé à la mobilisation. Ce chiffre est plus près de la vérité. Je peux témoigner, j’y étais.

Je suis devenu un observateur chevronné des manifestations en France. Depuis les “gilets jaunes” jusqu’au pass sanitaire, depuis l’extrême droite jusqu’à l’extrême gauche, j’ai défilé coude à coude avec toutes sortes de mécontents. La manif de samedi était la plus joyeuse. Je n’irais pas jusqu’à parler d’ambiance de carnaval, mais tout le monde était de bonne humeur, y compris les deux jeunes antifas en sweat à capuche derrière qui j’ai fait la queue au food truck. Bien sûr, gastronomie française oblige, on nous proposait bien davantage qu’un simple steak haché. Au menu, des saucisses de Toulouse, des merguez et de l’andouillette.

Ayant avalé ma merguez et mes frites, j’ai déambulé autour de la

place de la Bastille. Des affiches avaient été fixées aux grilles qui ceignent la colonne de Juillet, au centre de la place, juste à côté du lieu où se dressait autrefois la prison de la Bastille. Sur l’une d’entre elles, on pouvait lire “Vive la Commune”, référence au soulèvement populaire de 1871, brutalement réprimé, et sur l’autre “Borne : 64 nuances de Thatcher”. J’ai du mal à croire qu’Élisabeth Borne, la Première ministre, qui fut socialiste avant de rallier le parti centriste de Macron, ait jamais imaginé se voir comparer à la Dame de fer.

Ce n’était pas le seul clin d’œil à ma mère patrie. Parmi les nombreux tracts distribués, il y en avait un du Courant communiste international (CCI). Son titre : “Comment développer un mouvement massif, uni et solidaire ?” Il commençait par saluer la récente mobilisation des travailleurs britanniques : “Enough is enough”, proclamait-il. On m’a aussi tendu un formulaire d’adhésion au syndicat des “gilets jaunes”. Le montant de la cotisation variait en fonction du salaire mensuel de l’adhérent.

Les “gilets jaunes” étaient très présents à la Bastille ce samedi-là. Le plus souvent, ils affichaient la liste de leurs griefs au dos de leur gilet. La réforme des retraites n’est que l’un des nombreux dossiers sur lesquels ils sont très remontés contre leur président. La majorité des “gilets jaunes” étaient des gens



d'un certain âge, le plus souvent des cols bleus, visiblement. Pour la plupart, ils arrivaient de province et avaient bien l'intention de profiter de leur journée.

Il y avait aussi pas mal d'étudiants – pas autant que ce à quoi je m'attendais, vu le nombre d'associations de jeunes parmi les organisateurs –, ainsi que toute une cohorte de "boomeurs" grisonnants des classes moyennes, venus semble-t-il pour ranimer la flamme de Mai 68. Cette date figurait en bonne place sur les livres et les pin's en vente sur les étals autour de la place de la Bastille. Manifestement, à 4 euros le pin's de mauvaise

La détermination est intacte dans les deux camps. Il faut s'attendre à une guerre d'usure.

qualité, tout le monde n'est pas réfractaire au capitalisme.

Les premiers orateurs ont pris place sur le podium à l'heure dite. Le plus impressionnant a sans doute été François Ruffin, député de la Somme. Les enseignants et les étudiants qui se sont également exprimés n'avaient certes pas la même faconde que Ruffin, mais ils avaient le même niveau d'enthousiasme. Et il en fallait pour couvrir la musique assourdissante qui sortait des haut-parleurs du camion du Nouveau Parti anticapitaliste.

Le cortège a fini par démarquer pour se rendre de Bastille à Nation. Un certain nombre de dirigeants politiques se trouvaient dans les rangs des manifestants, notamment Mélenchon, sans doute déçu par la faible participation. Cela ne l'a pas empêché de se lancer comme à son habitude dans une diatribe haute en couleur contre Macron, l'accusant de vouloir "transformer toute notre existence en marchandise [...], tout salir, tout gâcher, tout réduire, tout quantifier". Peut-être n'est-ce pas une coïncidence si cet appel à manifester a été lancé le jour même où Louis XVI est monté à l'échafaud, en 1793 ?

La faible mobilisation de samedi est la preuve que l'opposition à la réforme des retraites n'est pas l'apanage de la gauche. Plus d'un million de personnes sont descendues dans la rue le

jeudi précédent, et elles venaient de tous les horizons de la société française. Il y avait des ouvriers et des cadres, des jeunes comme des vieux, et cette colère couve depuis des années. Le rejet du report de l'âge de départ à la retraite à 64 ans est certes une cause qui fédère une bonne partie des Français mais leur ras-le-bol est bien plus profond. Aujourd'hui, c'est au tour des 33 000 boulangers de France de manifester pour exprimer leurs inquiétudes face à la hausse de leur facture d'électricité, qui menace leur activité. Comme tant d'autres en France, ils ont le sentiment que le déclin inexorable de la République est en marche et que les années à venir seront des périodes de vaches maigres. Macron n'a d'ailleurs pas dit autre chose en août dernier en affirmant la "fin de l'abondance".

Le président a raison. Les temps changent et le confortable niveau de vie des Occidentaux de ces cinquante dernières années est voué à disparaître. Macron veut donc préparer la France à se serrer la ceinture, et beaucoup de gens soutiennent sa réforme des retraites. Mais l'opposition au projet de loi est mobilisée et déterminée. Le gouvernement lui-même aurait été surpris par l'ampleur de la manifestation de jeudi, ce qui n'a pas empêché Sylvain Maillard, vice-président du groupe Renaissance de Macron, de promettre de "tenir."

Pour le moment, la détermination est intacte dans les deux camps. Et il faut s'attendre à une guerre d'usure et à un printemps de grèves et de manifestations. Les propriétaires de food trucks se frottent les mains.

—Gavin Mortimer
Publié le 22 janvier

SOURCE

THE SPECTATOR

Londres, Royaume-Uni
Hebdomadaire, 101 554 ex.

spectator.co.uk

Fondé en 1828, "Le Spectator" est le journal de référence des conservateurs britanniques, mais aussi des eurosceptiques. Réputé pour ses analyses et son ton incisif, il appartient depuis 1989 au même groupe que *The Daily Telegraph*.



Peu importe ce qui se fait ailleurs

Les Français sont bien décidés à défendre ce qu'ils chérissent comme un acquis social. Et restent imperméables aux comparaisons chiffrées avec l'international, constate la presse étrangère.

La confrontation sera longue. La mobilisation du 19 janvier a dépassé les attentes, et de nombreux Français paraissent résolument opposés à une réforme pourtant souvent jugée prudente à l'étranger. Dès le lendemain, **La Vanguardia**, depuis l'Espagne, apportait des éléments de comparaison : "Les Français sont, avec les Suédois, les Européens qui partent en retraite les plus jeunes, et avec l'un des meilleurs rapports entre cotisations versées et pension perçue – un avantage qu'ils défendent comme l'une de leurs grandes conquêtes sociales. Les Allemands, les Italiens ainsi que nous Espagnols avons déjà accepté un recul progressif de l'âge de départ de 65 à 67 ans." Mais les régimes réformés à l'étranger

ne sont pas un argument dans l'Hexagone. "Les caisses de retraite n'étant pas encore déficitaires, une majorité de Français jugent que cette réforme n'est pas nécessaire", explique par exemple **Die Welt**, à Berlin. "Les arguments mettant en avant la solidarité intergénérationnelle et l'allongement de la durée de la vie sont balayés du revers de la main. Les comparaisons avec les pays voisins – où l'âge de la retraite est plus élevé – ne valent pas." Ce genre d'argument

est en effet inaudible, et le premier à l'avoir balayé est Thomas Piketty, explique le quotidien conservateur. L'économiste a exposé dans *Le Monde* (titre appartenant au même groupe que *Courrier international*) le peu d'intérêt qu'il voyait à s'inspirer des voisins, dont

aucun ne semble avoir trouvé un système reflétant une justice sociale suffisante : "Chacun connaît aujourd'hui ces réalités et ces injustices, au moins aussi bien qu'à l'époque de la Révolution et des privilèges de la noblesse."

"Ce genre de déclaration va droit au cœur de nombreux Français", remarque **Die Welt**, avant de citer les derniers sondages, selon lesquels 80 % des Français se disent opposés à un recul de l'âge légal de départ à la retraite, et où une majorité préfère payer davantage de cotisations que de travailler plus longtemps.

La même analyse est faite dans le **New York Times**, qui a envoyé deux correspondants prendre le pouls de l'opinion dans la rue.

Si l'inflation est responsable d'une certaine morosité en France, la réforme des retraites révèle "des conceptions très ancrées dans les mentalités, où la vie active est considérée comme une corvée, et la retraite comme une libération permettant enfin de profiter de l'existence", rapporte le quotidien américain.

Et c'est ce que semblent corroborer les manifestants rencontrés dans le défilé parisien par le journaliste du **Washington Post**. Interrogé par le quotidien proche du Parti démocrate aux États-Unis, un professeur de lycée



REVUE DE PRESSE

↓ Dessin de L'Épée,
Suisse.



Trois scénarios pour sortir de la crise

Face à la France en colère contre son projet de réforme des retraites, il reste trois options à Emmanuel Macron, explique ce journaliste suisse.

—Blick Zurich

Accélérer. Caler. Négocier. Les possibilités d'Emmanuel Macron face à la mobilisation sociale massive déclenchée par son projet de réforme des retraites se résument à ces trois verbes. Rien de surprenant en soi. Mais pour chacune de ces options, tout peut aussi dépendre des modalités d'action et des choix effectués par le chef de l'État français qui présentait, ce vendredi 20 janvier, ses vœux aux armées. Avant d'être à nouveau défié dans la rue ce samedi [21 janvier] par la "Marche pour les retraites" de La France insoumise, de Jean-Luc Mélenchon. Explications.

Première option : accélérer et imposer sa réforme

Emmanuel Macron n'est pas en première ligne sur ce dossier de la réforme des retraites. Il est celui qui bat la mesure et tranche, mais l'intendance et le suivi du dossier au quotidien incombent à la Première ministre, Élisabeth Borne, haute fonctionnaire autrefois proche du Parti socialiste.

Pourquoi cette précision? Parce que s'il choisit d'accélérer, en mobilisant la majorité présidentielle à l'Assemblée nationale et en s'assurant du soutien de la soixantaine de députés des Républicains pour faire voter son texte au printemps, le président français va envoyer au feu sa chef de gouvernement. C'est elle qui devra verrouiller le texte, une fois le débat parlementaire engagé, d'abord à l'Assemblée (qui a en France le dernier mot), puis au Sénat.

Le casting est pour cela assez bon : Élisabeth Borne est pugnace. Elle a, en plus, l'avantage de ne pas avoir de fief électoral à défendre, même si elle a été pour la première fois élue députée du Calvados en juin 2022. Mais elle a un énorme problème : son manque de charisme, sa raideur,

sa méconnaissance de la France profonde (même si elle a grandi en Normandie), son manque de réseau politique.

L'accélération est néanmoins possible, d'autant qu'en cas d'impasse parlementaire l'article 49.3 peut permettre au gouvernement de passer en force en engageant sa responsabilité. Le calendrier d'une réforme des retraites qui entrerait en vigueur d'ici à l'été sera alors tenu. Mais Emmanuel Macron n'aura plus qu'une solution pour achever son quinquennat : se rapprocher de la droite. Il pourrait même être tenté de nommer un Premier ministre issu de ce camp politique. Pour ses détracteurs, la "trahison" de cet ancien collaborateur du président socialiste François Hollande serait alors totale. Ceux qui estiment qu'une réforme est indispensable n'auraient plus qu'à espérer que le calme social revienne après la tempête.

Pronostic : 7/10. Le baromètre sera la prochaine manifestation des syndicats annoncée pour le 31 janvier et la paralysie, ou non, du pays par les grèves.

Deuxième option : caler et en tirer les conséquences

C'est juste impensable, vu l'importance que le président français accorde à cette réforme qu'il présente comme "indispensable" pour sauver le modèle social français, qui accumule les déficits et nourrit l'endettement. Mais en politique, on le sait, rien n'est impossible.

Un scénario permettrait à Emmanuel Macron, aujourd'hui dos au mur face au million de manifestants de ce jeudi 19 janvier, d'être cohérent et fidèle à sa promesse de référendum : le retrait du projet actuel et le retour aux urnes. En théorie, deux choix s'offrent à lui dans ce cas.

Le premier choix est celui de la dissolution de l'Assemblée nationale. Possible. Immédiat.

Imparable. Avec, en ligne de mire, l'hypothèse d'une possible cohabitation si le camp présidentiel devait être battu. On sait que les Français ont, dans le passé, plutôt bien supporté la coexistence d'un président issu d'un camp et d'une majorité issue de l'autre. Ce fut le cas de la cohabitation Mitterrand-Chirac entre 1986 et 1988. Puis à nouveau avec Chirac-Jospin de 1997 à 2002. Dans les deux cas, le président sortant en a été le vainqueur, puisqu'il fut réélu. Sauf qu'Emmanuel Macron, lui, ne peut pas se représenter après deux mandats.

Reste l'autre hypothèse : un référendum sur quelques réformes clés, dont celle des retraites. La Constitution donne au chef de l'État le pouvoir de consulter directement les électeurs. Macron miserait ainsi sur une présumée majorité silencieuse qui accepte le changement mais n'ose pas le défendre dans la rue. Le risque, c'est que ce vote se transforme en plébiscite pour ou contre lui. Mais après tout, n'est-ce pas déjà le cas dans le dossier des retraites? **Pronostic : 4/10.** Tout va dépendre des sondages d'opinion très précis qui sont sans doute sur le bureau présidentiel, à l'Élysée, et aussi du contexte international, qui peut permettre à Macron de jouer "c'est moi ou les extrêmes".

Troisième option : négocier et désavouer sa Première ministre

Il est encore trop tôt pour que cette option soit prise au sérieux. Mais après tout, pourquoi ne pas mettre les syndicats et les partenaires sociaux au pied du mur et leur dire : "L'avenir des retraites, c'est vous. À vous de jouer."

En France, où la politique ignore le plus souvent la concertation et où les décisions tombent d'en haut, ce choix serait audacieux. Il aurait pourtant du sens. Macron et son gouvernement fixeraient les paramètres avec leurs interlocuteurs. Un nouveau calendrier serait acté. Un négociateur indépendant et respecté serait nommé, en lien par exemple avec le Conseil national de la refondation, créé... par le même Macron.

Ce choix reviendrait à désavouer la Première ministre, Élisabeth Borne. Et alors? Pour Emmanuel Macron, son renvoi



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

L'angoisse des salariés seniors

●●● Certes, Emmanuel Macron souhaite que les Français travaillent plus longtemps. Mais en France, les salariés de plus de 55 ans ont déjà bien du mal, aujourd'hui, à rester dans la vie active, relève **The New York Times**. Le quotidien américain a notamment suivi la bataille d'une cadre commerciale qui a perdu son emploi à 59 ans. Toujours désireuse de travailler, elle cherche un nouvel emploi. Lasse, après plus de 70 candidatures refusées, elle a fini par fonder son entreprise. Son cas symbolise un problème "gênant et complètement négligé en France", mais que l'actuel affrontement sur les retraites met bien en lumière, écrit le journal : "Le sujet souvent tabou de l'âgeisme, dans un pays où des millions de seniors veulent travailler, mais se retrouvent écartés de la population active avant même d'atteindre l'âge légal de départ". **Un article à lire en intégralité sur notre site Internet.**

n'aurait pas de conséquences politiques, car celle-ci n'a pas de troupes. Pas sûr d'ailleurs que l'intéressée abandonne. Elle pourrait défendre son maintien sur le thème de la transformation sociale indispensable. Impératif : si ce choix est fait, il faut aller vite. Avant que toute discussion ne devienne impossible et que la rue réclame la tête du gouvernement. **Pronostic : 4/10.** Mais peut changer rapidement. Les syndicats, qui ont retrouvé leur crédibilité avec cette bataille, gagneraient dans cet exercice une image de responsabilité.

—Richard Werly
Publié le 20 janvier

affirme : "Je mesure à quel point nous sommes chanceux, et je veux défendre notre modèle social parce que je suis convaincu que nous sommes un exemple pour l'Europe, et pour le monde."

Les électeurs, constate aussi le site britannique **Reaction**, sont "totalement butés sur cette question" et semblent davantage disposés à léguer le problème des retraites à la génération suivante qu'à accepter d'allonger la durée des cotisations aujourd'hui. "En matière de retraites, les Français n'ont aucun doute sur ce qu'il faut faire – ou plutôt ne pas faire, en l'occurrence [...]. Si réforme il doit y avoir, cela doit être pour ramener l'âge de la retraite à 60 ans et augmenter les pensions. Et peu importe que la France se retrouve de ce fait isolée dans l'UE – pourquoi chercher des exceptions dans l'exception française?"

En Espagne, **El Mundo** publie un témoignage qui abonde dans ce sens. Défilant à Paris le 19 janvier, un ancien professeur de 73 ans, retraité à 61 ans, raconte : "Ces années sans travailler ont été les plus belles [de ma vie]. Je veux que mes enfants aient droit eux aussi. Je me suis battu pendant trente ans pour obtenir des droits, je refuse qu'ils soient perdus."

—Courrier international



europa

Ukraine.

Ces volontaires de Russie et d'Asie centrale qui se vengent de Moscou

Tchéchènes, Tatars de Crimée ou Géorgiens viennent grossir les rangs des bataillons de volontaires sur le terrain. Leur rêve : renverser Poutine et son gouvernement.



—The New York Times
New York

Région de Kiev, Ukraine.

La détonation sèche d'un fusil de précision retentit dans la vallée enneigée. Des soldats camouflés de blanc s'accroupissent et ouvrent le feu vers la hauteur qui leur fait face pour couvrir quatre hommes en train d'évacuer un blessé.

Cet exercice à balles réelles, destiné à de nouvelles recrues, a lieu un matin près de Kiev, la capitale ukrainienne. Mais l'affaire a quelque chose d'inhabituel. Si c'est un officier de l'armée ukrainienne qui donne les ordres, les hommes à l'entraînement sont membres d'un bataillon de volontaires tchéchènes, accompagnés de quelques Tatars de Crimée et d'Ukrainiens.

Depuis longtemps déjà, l'état-major ukrainien affirme ne pas manquer de soldats, ce qui ne l'a pas empêché d'accueillir dans les rangs de son armée des milliers

de volontaires, dont des ressortissants étrangers. Beaucoup d'entre eux, comme les Tchéchènes, sont des réfugiés qui ont fui la Russie elle-même. D'autres viennent de pays environnants, comme la Géorgie, connus pour leur opposition à Moscou et au régime du président Vladimir Poutine. *“On a vu ce qui était en train de se passer; explique Mouslim Madiyev, adjoint au commandant du bataillon tchéchène à la barbe grisonnante, qui porte un protège-oreille pour atténuer le bruit des tirs tandis qu'il observe l'exercice. L'Ukraine ne manque pas d'hommes, mais nous devons nous engager et participer à cette guerre.”*

Beaucoup de volontaires vivaient déjà en Ukraine, que ce soit pour travailler ou pour échapper à la répression politique dans leur pays d'origine. Quelques-uns ont peine à obtenir un visa et un permis de séjour, et leur désir de se battre a éveillé les soupçons de certains officiers et représentants des autorités ukrainiennes,

qui se méfient particulièrement des tentatives d'infiltration.

Mais les volontaires semblent avoir trouvé leur place. Mouslim Madiyev, vétéran des deux guerres tchéchènes contre Moscou, était un proche de Djokhar Douaïev, l'ancien général soviétique qui avait gouverné la Tchétchénie lors de sa tentative d'indépendance dans les années 1990. En exil, il s'est installé en Ukraine en 2016. Son bataillon, qui porte le nom du défunt dirigeant tchéchène, compte parmi les différentes unités tchéchènes qui ont rallié l'Ukraine dans son combat contre la Russie ces dernières années, dans le sillage du soulèvement des séparatistes soutenus par Moscou dans l'est du pays et de l'annexion de la Crimée en 2014. Madiyev refuse de dire combien de combattants il commande, et se contente de répondre : *“Nous en avons assez.”*

Il parle de l'invasion russe comme le font beaucoup d'Ukrainiens, affirme que si l'on n'arrête pas le Kremlin en

Ukraine, il menacera bien d'autres pays d'Europe. Les combattants plus jeunes de son bataillon vont plus loin. *“Notre objectif, c'est de libérer la République tchéchène d'Itchkérie, déclare l'un d'eux en utilisant le nom de l'ancienne république auto-proclamée, et d'aider toutes les nations qui le veulent à obtenir leur liberté.”* Conformément au protocole militaire, il ne nous donne que son nom de code, “Maga”.

Les Tchéchènes ne sont qu'un exemple parmi les divers bataillons et régiments ethniques qui ont été créés en Ukraine depuis l'invasion russe en février dernier. Des combattants biélorusses ont formé un régiment fort de plusieurs milliers d'hommes. D'autres volontaires sont issus du Caucase et d'Asie centrale, ainsi que des minorités dont les

“Notre objectif, c'est d'aider toutes les nations qui le veulent à obtenir leur liberté.”

UN COMBATTANT TCHÉTCHÈNE

populations sont importantes en Russie : Tchéchènes, Tatars et groupes turcophones.

La plupart sont là pour des raisons historiques, ils en veulent à Moscou de les avoir dépossédés et opprimés. Les Tchéchènes et les Tatars font partie des nombreux groupes qui ont été décimés par les déportations stalinienne dans les années 1940. On trouve aussi une poignée d'exilés russes, dont des nationalistes et des néonazis hostiles à Poutine. Le régiment biélorusse inclut beaucoup d'opposants au président du pays, Alexandre Loukachenko.

Si leur participation est utile à l'Ukraine, elle constitue aussi un sujet épineux pour Kiev, car presque tous nourrissent des ambitions politiques à long terme, ils rêvent de rentrer chez eux et de renverser les gouvernements russe et biélorusse.

Les responsables militaires ukrainiens se sont abstenus de tout commentaire quant au déploiement d'unités de volontaires. Le contrôle de ces



REPORTAGE

↙ Lors d'un entraînement du bataillon de volontaires tchéchènes, qui compte également quelques Tatars et Ukrainiens. Photo David Guttenfelder/The New York Times



Ukrainiens pour défendre les valeurs de l'Europe avait des avantages idéologiques et politiques. De plus, les soldats étrangers acquéraient une expérience non négligeable, a-t-il ajouté : *“L'expérience de la guerre moderne qui se déroule ici, la guerre des technologies, la guerre des drones et la guerre électronique, je pense que c'est profitable pour tout le monde.”*

De bien des façons, les volontaires des anciennes républiques soviétiques sont encore plus utiles. Ils disposent d'un avantage linguistique parce que presque tous parlent russe, langue très usitée en Ukraine, et parfois ukrainien, ce qui facilite la coordination avec les militaires ukrainiens. Et quelques-uns, comme un groupe de Géorgiens dans la Légion Kavkaz, ont l'expérience du combat, ayant servi au sein de la force multinationale sous commandement de l'Otan en Afghanistan.

Leur connaissance de la Russie et des Russes, et leur haine de Moscou, font que ces volontaires sont des recrues de choix pour les opérations clandestines, du point de vue de Kiev. En octobre, le Parlement ukrainien a d'ailleurs voté une motion reconnaissant la République tchéchène d'Itchkérie comme un territoire occupé par la Russie.

Mais ils prennent aussi de grands risques, compte tenu de la nature de leurs actions derrière

les lignes ennemies. Tout soldat en opération clandestine capturé par les forces russes serait traité sans merci, et cela ne vaut pas que pour les citoyens de la Fédération de Russie.

Le bataillon Touran, une des unités les plus récemment constituées, se compose de membres de groupes ethniques turcophones du Caucase, d'Asie centrale et de Russie. Il est commandé par Almaz Koudabek, un réfugié du Kirghizistan qui a travaillé comme coiffeur sur des bases américaines

“Tout ce qu'on veut, c'est se battre contre les Russes. On sait ce qu'ils sont.”

Almaz Koudabek,
RÉFUGIÉ DU KIRGHIZISTAN

dans son pays d'origine et dans la ville afghane de Kandahar. Il raconte qu'il a recruté des Azéris, des Tatars et des Ouïgours de Chine dans son groupe, et dépeint avec émotion la marginalisation et l'oppression dont sont victimes les minorités turcophones en Russie.

Il dit que Moscou a envoyé au combat de façon inéquitable des conscrits principalement venus des régions les plus éloignées et les plus pauvres de Russie, dont celles peuplées de minorités ethniques turcophones. Ces conscrits ont subi des pertes beaucoup plus lourdes que les Russes ethniques.

Mais, souligne Almaz Koudabek, les membres de son unité pourraient retourner cette injustice à leur avantage, en infiltrant le territoire occupé par les Russes pour des missions de sabotage, allant même jusqu'à se faire passer pour des soldats russes. *“Tout ce qu'on veut, c'est se battre contre les Russes, lâcheté. On sait ce qu'ils sont.”*

En dépit de leur valeur manifeste pour l'armée ukrainienne, les commandants de ces bataillons se plaignent du manque de soutien de Kiev. Mouslim Madiyev, l'adjoint au chef du bataillon tchéchène, indique qu'outre leurs armes et leurs munitions, ces unités doivent se procurer leurs propres vivres, carburant et équipement.

Le commandant d'un régiment russe, un nationaliste d'extrême droite qui a pour nom de code “White Rex”, dit s'être heurté à de nombreux obstacles quand il a formé son unité peu après l'invasion russe. Bien que ses camarades volontaires et lui aient vécu depuis des années en Ukraine, ils ont d'abord fait l'objet de la méfiance des Ukrainiens, sur les dents à cause des saboteurs russes. *“Ils nous ont braqués avec leurs armes, se souvient-il. Nous avons vécu beaucoup de moments drôles et moins drôles, mais je tenais à créer ce régiment.”*

Et ils ont quand même été soutenus par des Ukrainiens. Bratstvo, un groupe de volontaires ukrainiens, a fini par aider le régiment russe à endosser un rôle assez proche de celui dévolu aux autres bataillons ethniques : les opérations derrière les lignes russes et les missions de reconnaissance et de sabotage pour l'armée ukrainienne.

Alors qu'il se prépare à partir pour une mission de nuit, White Rex déclare que son but a toujours été de trouver un moyen de rentrer chez lui, en Russie. Mais, ajoute-t-il, la guerre lui a appris que, pour rentrer en Russie, ce qu'il faut, c'est renverser Poutine et son gouvernement. *“Le corps des volontaires russes entre en Russie et détruit le gouvernement actuel – c'est la seule solution, commente-t-il. On ne peut pas convaincre un tyran de partir, et toute autre force serait considérée comme des envahisseurs.”*

— **Carlotta Gall**
Publié le 8 janvier



Un cafouillage sans égal

● *“On peut penser ce qu'on veut de la livraison de chars Leopard à l'Ukraine, estime Die Tageszeitung. Mais avec son incapacité à formuler une position claire sur le sujet, le gouvernement allemand s'est retrouvé plongé dans un cafouillage diplomatique sans égal ce week-end.”*

Attendu sur le sujet le 20 janvier, le nouveau ministre de la Défense allemand, Boris Pistorius, avait évité de se prononcer sur la livraison de ces chars lourds. Le social-démocrate avait seulement annoncé vouloir faire un inventaire des chars de la Bundeswehr. Mais, deux jours plus tard, la ministre écologiste des Affaires étrangères, Annalena Baerbock, assurait à la chaîne française LCI que Berlin *“ne s'opposerait pas”* à Varsovie, si le gouvernement polonais choisissait d'envoyer de tels engins en Ukraine. En tant que fabricant, l'Allemagne a en effet un droit de veto sur leur transfert.

Au gouvernement, *“il n'y a pas la moindre trace de clarté”*, commente la Tageszeitung. Et les développements politiques du début de semaine semblent lui donner raison. Le chancelier Olaf Scholz n'a pas confirmé les déclarations d'Annalena Baerbock. Le lundi 23 janvier, en marge d'une réunion de l'Union européenne, la ministre a soigneusement évité le sujet. Le lendemain, la Pologne a officiellement demandé l'autorisation de livrer des Leopard 2 au gouvernement allemand, tout en faisant savoir qu'elle enverrait de tels engins aux Ukrainiens quelle que soit la réponse de Berlin.

dernières n'incombe pas au SBU, le service de renseignements ukrainien, nous a assuré son porte-parole. Les volontaires, eux, affirment qu'ils agissent avec la bénédiction et sous les ordres de l'armée ukrainienne et des services de renseignements. Beaucoup de leurs opérations sont secrètes, notamment des missions dangereuses de reconnaissance ou de sabotage derrière les lignes russes.

En réponse à un appel lancé par le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, au début de la guerre, des milliers de volontaires sont également venus des pays occidentaux, dont les États-Unis et la Grande-Bretagne. La plupart ont rejoint les rangs de la Légion internationale, qui a été reconnue par l'armée ukrainienne, laquelle l'a, dans une certaine mesure, intégrée dans ses formations.

Le mois dernier, lors d'une conférence de presse, le ministre de la Défense ukrainien, Oleksiy Reznikov, a expliqué que la présence de soldats étrangers qui se battent aux côtés des



ITALIE

La ville du boss mafieux retrouve la mémoire

Le parrain de Cosa Nostra Matteo Messina Denaro, qui a été arrêté le 16 janvier, était en cavale depuis trente ans. Durant tout ce temps, l'homme a vécu une existence quasi normale.

— La Stampa (extraits) Turin

Il n'était pas vraiment caché dans un trou. On l'a aperçu chez le concessionnaire Chiofalo Auto, à l'église évangélique, à la boutique de cosmétiques Acqua e Sapone, à la station-service IFC Petroli, au supermarché Qui Risparmio. Chez les marchands de fruits et légumes aussi. Et puis dans deux bars et chez un glacier. Au restaurant La Zagara.

“Oui, c'est vrai. Maintenant qu'il a été arrêté et que son image a été diffusée sur toutes les chaînes, beaucoup de gens reconnaissent l'avoir vu ici ou là, dans le coin”,

s'afflige Giuliano Panierino, commandant de la police municipale de Campobello di Mazara.

Toute cette histoire tient du cauchemar. Parce que soit les gens savaient, soit ils n'avaient pas compris. Il n'existe pas d'autres possibilités. “Tous ceux qui m'ont dit le reconnaître aujourd'hui jurent qu'ils n'avaient jamais soupçonné que ça pouvait être lui.”

Ils l'ont vu acheter des produits de beauté juste ici, l'ont vu faire ses emplettes au supermarché. Ils l'ont vu en voiture, seul, au volant de sa Giulietta noire. Mais Matteo Messina Denaro avait aussi un

chauffeur qui passait le prendre chez lui quand il devait se rendre à Palerme pour faire soigner son cancer du côlon.

Il ne se cachait même pas : il mangeait au restaurant. Depuis au moins un an, le mafieux le plus recherché du monde allait et venait dans les rues de Campobello di Mazara, à 10 kilomètres de Castelvetrano, sa ville natale, le centre de son empire criminel. “Je ne l'ai jamais vu”, jure le pompiste. “Je n'ai pas fait attention”, assure un habitant de la rue. “Ça ne m'étonne pas qu'il se soit fait arrêter, glisse en revanche Vita Accardi, professeure d'éducation physique à la retraite. On savait bien qu'il pouvait vivre dans le coin.” Il habitait la rue principale. Allait et venait librement. Au milieu des 12 000 habitants. “Pour nous, toutes ces révélations, c'est une honte profonde, soupire le maire, Giuseppe Castiglione. D'abord le chauffeur, puis la fausse identité, aujourd'hui le repaire. Tout ça ici. À Campobello di Mazara. Ça me laisse un goût terriblement amer.”

Aides. Le soir de l'arrestation, le maire a écrit sur Facebook à ses administrés pour les inviter à une manifestation impromptue devant l'Istituto Pirandello, la seule école de la commune. “Un flashmob [rassemblement éclair] en soutien à l'État de droit. L'occasion de nous montrer proches de nos jeunes, parce que ce sont eux qui nous sauveront.” Mais son appel a résonné dans le vide.

Il y avait bien les élèves, munis de banderoles colorées, mais aucun parents. “Ça aussi, ça fait mal”, se désole l'édile. “Personne n'a rien vu ? Personne ne savait ? s'interroge la directrice de l'établissement, Giulia Flavio. Les informations qui nous parviennent me laissent sans voix.”

Une de ces informations concerne le médecin de la commune, connu comme le loup blanc, Alfonso Tumbarello, aujourd'hui à la retraite.

Par deux fois, il avait échoué à se lancer dans une carrière politique. Mais Tumbarello est surtout connu pour avoir été, quarante années durant, le médecin généraliste vers lequel tout le monde se tournait dans la ville. Y compris Matteo Messina Denaro.

Ces derniers mois, le boss en cavale lui avait demandé de l'aide pour son traitement, après l'ablation de sa tumeur. Certes, il s'était présenté au médecin muni d'une fausse carte d'identité où apparaissait le nom d'Andrea Bonafede. Mais Tumbarello connaissait aussi le véritable Andrea Bonafede. Dès lors, comment faisait-il pour soigner deux patients possédant les mêmes papiers et un visage différent ? C'est ce que cherchent à comprendre les enquêteurs.

Hier, le généraliste a donc été visé à son tour par une enquête pour complicité, comme deux autres personnes. La première est Andrea Bonafede (le vrai),



Qui est Matteo Messina Denaro ?

●●● Originaire de Castelvetrano, dans l'ouest de la Sicile, Matteo Messina Denaro, 60 ans, était considéré comme le dernier grand boss en cavale de la mafia sicilienne. Condamné par contumace à la prison à vie, l'homme appartient à l'époque des grands attentats mafieux du début des années 1990. Le plus sanglant est celui qui a causé la mort du juge Giovanni Falcone, de sa femme et de son escorte, tués par une bombe posée sous une autoroute, en 1992. Matteo Messina Denaro est également accusé d'avoir donné l'ordre de tuer Giuseppe Di Matteo, 15 ans, fils d'un repent. Volatilisé depuis juin 1993, le boss mafieux a été arrêté le 16 janvier, dans une clinique de Palerme où il était soigné pour un cancer du côlon.

qui est en train de parler. La deuxième est le chauffeur du boss, Giovanni Luppino, qui, lui, a choisi de se taire.

Voilà pour un tour d'horizon des complications. Ce sont tantôt des silences, tantôt des soutiens concrets. Il ne se cachait même pas, notre fugitif. Ici, à Campobello di Mazara, il se sentait en sécurité. Il se promenait à visage découvert. Il n'y a guère qu'à Palerme, avant d'entrer dans la clinique – où il se savait filmé par les caméras de vidéosurveillance –, qu'il portait une casquette et avait l'idée de dissimuler son visage derrière un masque.

“Je crains que ce ne soit que le début des enquêtes sur le réseau de soutiens de Matteo Messina Denaro, commente le maire de Campobello di Mazara, Giuseppe Castiglione. Mais c'est bien comme ça. La moindre complicité doit être mise au jour. Cette commune doit se révolter. Ici, il n'y a pas que des mafieux.”

— Niccolò Zancan
Publié le 18 janvier

Le Monde | L'Obs | Télérama | Courrier international

Quelles études après un Bac +3/4 ?

LE SALON DES MASTERS & MS SAMS

SAMEDI 28 JANVIER 2023

Paris Montreuil Expo | 10h-18h

Conférences Le Monde et L'Obs • 75 exposants
• 2 000 formations • Coaching

INSCRIPTION GRATUITE
SAMS.GROUPELEMONDE.FR

LA VOITURE DU FUTUR EST DÉJÀ CHEZ SPOTICAR.

Être leader français* de l'occasion,
c'est rendre disponibles dès aujourd'hui
les véhicules et les services de demain.

C'est vous permettre d'avoir le choix
entre 5 000 modèles électriques et hybrides,
parmi plus de 50 000 occasions
parfaitement révisées.

C'est faire le choix de rouler
dans des véhicules fabriqués hier,
pour penser sereinement à demain.

DES OCCASIONS PLEINES D'AVENIR

SPOTICAR
spoticar.fr

* Réseau de véhicules d'occasion détenu par les marques du groupe Stellantis, comptabilisant le plus grand nombre de points de vente en France en 2022 selon L'argus (étude réalisée en mai 2022).

AU QUOTIDIEN, PRENEZ LES TRANSPORTS EN COMMUN #SeDéplacerMoinsPolluer



amériques

Pérou. Jusqu'où ira le chaos?

Les manifestations incessantes et la répression policière pourraient ouvrir la voie à un régime autoritaire, redoute ce chroniqueur péruvien.



—Americas Quarterly
(extraits) New York

D'Arequipa (sud du Pérou)

J'allume la radio et me branche sur la station appelée "La Decana de Juliaca" : je tombe immédiatement sur des voix éraillées et furieuses qui exigent la démission de la présidente, Dina Boluarte. La revendication est la même de la part de gouverneurs de plusieurs régions [du Sud], notamment Puno, Cuzco et Apurímac, après que 17 civils ont été tués par la police et qu'un policier a été brûlé vif dans son véhicule de fonction [à Juliaca, dans la région de Puno, les 9 et 10 janvier].

À la fin de 2022, le Pérou a basculé de l'instabilité à la brutalité. Les manifestations organisées depuis la destitution de Pedro Castillo [désormais détenu pour "rébellion"], qui a tenté de dissoudre le Congrès le 7 décembre 2022, dégénèrent. Le soulèvement et la répression s'expliquent par la déconnexion entre les manœuvres politiques à Lima et le climat qui règne dans le reste du pays – à dominante amérindienne, rurale et pauvre –, et par un tissu social

abîmé risquant d'être exploité par des personnalités politiques aux velléités autoritaires.

Dina Boluarte, devenue la première femme à assumer la présidence péruvienne après la destitution de Castillo, a rapidement déclaré son intention de rester au pouvoir jusqu'à la fin prévue du mandat de son prédécesseur, en 2026. Le Congrès, branche la plus impopulaire du pouvoir national, l'a soutenue, afin de prolonger la législature et de repousser une campagne électorale coûteuse.

Trahison politique. Il a toutefois échappé à Dina Boluarte et au Congrès que la décision de ne pas avancer les élections serait vue comme une trahison par beaucoup dans les régions rurales, qui, malgré les accusations de corruption et d'incompétence, avaient une forte affinité pour Castillo (qui nie tout méfait).

Boluarte avait été élue vice-présidente comme colistière de Castillo, candidat du parti de gauche Pérou libre, grâce au soutien des zones rurales et notamment du sud du pays. Mais elle a été expulsée du parti

en janvier 2022 et s'est distancée des autres partis de gauche au Congrès. Aujourd'hui, en sa qualité de présidente, elle fait face à un Congrès connu pour son hostilité et, à défaut de coalition, elle semble solliciter le soutien de la droite.

Pedro Castillo s'était maintenu au pouvoir grâce notamment à son statut d'instituteur originaire du département andin pauvre de Cajamarca, ce qui était vu comme un symbole fort dans de nombreuses régions andines. Au lieu de garantir à ces populations qu'elle veillerait à leurs intérêts, Dina Boluarte semble, d'après ses premiers discours, avoir plutôt cherché le soutien du Congrès.

Pour beaucoup, dans le sud du Pérou, la conclusion s'est révélée évidente : non seulement Dina Boluarte donnait l'impression de vouloir rester au pouvoir, mais elle les avait aussi trahis. Les manifestants ont fait connaître leur courroux dans les départements d'Ayacucho, d'Arequipa, d'Apurímac, de Cuzco et de Puno. À la date où la présidente a rétro-pédalé et proposé des élections en avril 2024, le mal était fait. La violence et la répression se sont intensifiées.

Les racines du malaise sont profondes dans le sud du pays ; les revendications politiques de la région sont négligées depuis de nombreuses années. Mais les grandes questions sociales, comme la gestion des ressources minières ou la répartition des

richesses, ne font pas partie des exigences actuelles des manifestants. La majorité d'entre eux réclament l'organisation d'élections nationales anticipées, la démission de Dina Boluarte et la suspension de la législation. Certains exigent aussi une assemblée constituante chargée de rédiger une nouvelle Constitution.

Le pays manque de figures politiques crédibles, capables de canaliser les énergies populaires.

Pendant ce temps, à Lima, le Premier ministre, Alberto Otárola, cherche à décrocher des soutiens en dénonçant vertement les manifestations. Dans un discours prononcé au Congrès, il a promis de défendre la démocratie "à tout prix" et s'est abstenu d'assumer la responsabilité politique des homicides. Le Congrès semble peu disposé à reculer et à avancer les élections pour apaiser le mouvement social.

Le gouvernement de Dina Boluarte et le Premier ministre Otárola ont annoncé un programme de soutien et d'indemnisation des victimes, et la création d'une commission pour les identifier. Néanmoins, les immenses processions accompagnant les cercueils des défunts ont montré que les manifestants n'accepteraient pas de dialoguer tant que le gouvernement actuel resterait au pouvoir.

Parallèlement, le Congrès est déterminé à poursuivre des réformes sur des sujets éminemment impopulaires – notamment l'autorisation de la réélection. Il veut d'ailleurs les mener exclusivement au moyen de recommandations d'experts, ce qui les déconnecte de l'opinion publique. Par conséquent, les manifestations ont toutes les chances de s'intensifier.

À mesure que l'instabilité s'aggrave, la vie politique du Pérou demeure fracturée. Le pays est dénué depuis quelque temps de partis politiques fonctionnels, mais la situation s'est encore détériorée : outre l'absence de partis, il faut aussi souligner l'absence de figures politiques crédibles, capables de gouverner concrètement, de canaliser les énergies populaires et de recréer du lien.

Démocratie en sursis. Si la crise nationale n'a pas encore touché le fond, c'est parce que l'économie tient bon malgré tout. La banque centrale reste indépendante et les gouvernements technocratiques antérieurs ont mis le pays sur les rails de la croissance économique. Mais ça n'a pas de avantages.

Le Pérou est mieux préparé aux crises économiques qu'aux crises politiques. La pandémie a révélé toute l'incapacité de l'État à aider ses citoyens dans les périodes difficiles, et des millions de Péruviens gagnent leur vie dans le secteur informel ou à la marge des exploitations minières clandestines et de la contrebande.

Le pays est en passe de devenir ingouvernable. Dans les années 1990, le chaos a permis l'essor d'un dirigeant autoritaire, Alberto Fujimori, élu sur la promesse de rétablir l'ordre. Depuis 2001, la démocratie survit malgré l'incompétence de la classe politique qui la sape, plutôt que grâce à ses fondations solides.

Et si la prochaine figure autoritaire était plus dégourdie ? Le gouvernement de Dina Boluarte incarne la volonté, à Lima et au sein de la classe dirigeante péruvienne, de serrer la vis. Reste à voir si une figure à la fois autoritaire et compétente émergera pour profiter de la situation.

—Gonzalo Banda
Publié le 12 janvier

Pour la présidente, "la situation est sous contrôle"

●●● Partis des régions andines du sud du pays, les manifestations se sont étendues jusqu'à la capitale, Lima. Elles ont culminé le jeudi 19 janvier, souvent marquées par des heurts violents avec la police. La présidente, Dina Boluarte, a répété qu'elle ne démissionnerait pas, soutenant que "la situation [était] sous contrôle." Pendant ce temps, les troubles continuaient dans le Sud, où plusieurs aéroports ont dû être fermés. Le 21, quelque 400 touristes – péruviens et étrangers – ont été évacués de l'ancienne cité inca du Machu Picchu, où ils étaient bloqués. À Lima, la police a investi dans la matinée l'université San Marcos, pour en expulser quelque 200 manifestants qui y logeaient depuis plusieurs jours. À propos du gouvernement, le quotidien de centre gauche **La República** écrit : "Plus ils affirment que la situation est sous contrôle, plus ils s'enfoncent dans l'aveuglement." Lundi 23 janvier, le bilan de la répression était de 46 morts et de 770 blessés.

BRÉSIL

Bolsonaro, perdant indigne

Comme Trump aux États-Unis, le président sortant brésilien a instillé le doute sur le résultat de la présidentielle. Une attitude antidémocratique.



—El País (extraits) Madrid

L'attaque du Capitole aux États-Unis en 2021 et celle des lieux de pouvoir à Brasilia en 2023 présentent de nombreuses similitudes. Dans les deux cas, c'est la colère des vaincus qui est à l'œuvre, attisée par d'anciens élus venant de perdre le pouvoir, qui ne savent pas bien comment le reprendre et qui risquent ainsi de saper toute chance de le faire. S'il s'agissait de coups d'État, ils sont manqués, et ils ont moins mis en péril les institutions démocratiques qu'affaibli une potentielle alternance politique.

On parle beaucoup des qualités que nous exigeons de nos gouvernants, mais c'est tout juste si nous pensons à ce que nous pouvons exiger de ceux qui perdent aux élections. L'opposition est un de ces trous noirs de la démocratie, que nul n'observe, auquel aucune demande précise n'est adressée, dont nous ne savons pas tellement l'utilité, mais sans lequel la machine démocratique ne peut fonctionner correctement.



OPINION

En politique comme dans bien d'autres domaines, il n'existe que des manuels pour réussir, et nul n'est préparé à bien gérer une défaite. La démocratie a besoin de gouvernants compétents et de gouvernés critiques, mais il lui faut aussi des perdants à la hauteur. Le bon perdant ? Il reconnaît la légitimité du vainqueur et joue son rôle dans l'opposition sans mettre en danger les mécanismes en place qui pourraient l'aider à revenir au pouvoir.

Certaines victoires peuvent être illégitimes, en cas de fraude électorale ; certains gouvernements commettent des actes illégitimes, voire sabordent eux-mêmes leur légitimité. Dans tous ces cas, il existe des organes compétents pour en juger, et le rôle de l'opposition se cantonne en l'occurrence à déposer un recours. Aux États-Unis et au Brésil, les instances chargées de certifier les résultats des élections ont donné la victoire à Biden et à Lula.

Les insurrections survenues par la suite ne se justifient ainsi par aucun trucage avéré, mais uniquement par l'insatisfaction de certains devant l'issue

des scrutins. Tel est le paradoxe actuel : dans de larges franges de la société, la méfiance envers le fonctionnement ordinaire des institutions grandit, en même temps qu'augmente la crédulité devant toutes les thèses complotistes. Voilà qui illustre la tendance paranoïaque de nos sociétés, qui mettent en doute la normalité démocratique et sont plus portées à croire l'incroyable qu'à penser que les choses aient pu fonctionner normalement.

On pourrait donner à l'analyse des événements de Washington et Brasilia un tour moralisateur, rappeler à quel point les méchants sont méchants, dénoncer leur fanatisme et leur inclination à la violence – si tout cela est vrai, il me semble plus pertinent de les analyser dans le contexte plus large de la culture politique du moment.

Tout d'abord, ces événements n'auraient pas été possibles sans la perversion qu'ont subie les concepts et le discours politiques. La prétention qu'ont les populistes à parler au nom du peuple les rend au fond incapables d'accepter les mécanismes démocratiques, pensés précisément pour empêcher

quiconque (majorité triomphante ou minorité vaincue) de représenter le peuple dans sa totalité, ou pour toujours.

En démocratie, le peuple est souverain certes, mais il est souverain dans sa diversité, représenté en partie par les acteurs politiques, actif aussi bien dans les majorités au pouvoir que dans les minorités qui construisent une alternative au gouvernement en place.

Ensuite, il faut souligner l'impatience qui règne désormais, nourrie par l'accélération structurelle de nos sociétés. Auparavant, quand le rythme politique était plus lent, on perdait une élection en sachant qu'on aurait à l'avenir de nouvelles occasions. Aujourd'hui, nos exigences de réussite sont si pressantes que les partis comme les électeurs n'accordent guère de deuxième chance. Nous vivons dans une

Le débat politique dégénère aisément en disqualification totale de l'autre.

culture de l'urgence et de la satisfaction immédiate telle que la vie politique des candidats s'en trouve impitoyablement abrégée.

Cette précipitation peut expliquer les erreurs que commettent parfois les vainqueurs, qui gouvernent comme si demain n'existait pas, et celles de l'opposition, qui confond construction d'une alternance et destruction de la majorité au pouvoir.

D'où ce sentiment qu'on peut faire n'importe quoi au cours d'un mandat électif, sentiment qui crée des attentes démesurées envers les gouvernants et qui fait vivre l'opposition dans la peur. Les uns comme les autres semblent oublier les limites inhérentes de l'action gouvernementale dans une société complexe sur laquelle pèsent toutes sortes de contraintes.

Le débat politique, acharné, dégénère donc aisément en disqualification totale de l'autre, qui n'est plus simplement une option certes moins bonne, mais légitime. Or la charge de la preuve, dans un procès en illégitimité, devrait retomber sur ceux qui accusent, et non sur ceux qui respectent la loi et ont rassemblé une majorité des voix.

Si l'analyse morale me semble peu utile, je doute également que des exhortations suffisent à ramener à la modération les politiques séduits par l'extrémisme ou mis sous pression par celui-ci. Il n'y a qu'une seule solution : que les conservateurs découvrent par eux-mêmes les dangers de certaines postures. À qui bénéficie la radicalisation de la droite ? En l'occurrence, à Biden et à Lula, probablement.

Un gouvernement résiste au fond assez bien à une mauvaise opposition ; l'opposition elle-même en revanche pâtit de sa propre médiocrité. Le premier devoir d'une opposition est de faire en sorte que l'opinion trouve déplacé le gouvernement en place et, au contraire, tout à fait appropriée l'idée que le désastre supposé puisse être réglé par l'opposition.

L'opposition fait partie du système : en pensant ou en agissant selon le même raisonnement que ceux qui sont hors système, elle se neutralise elle-même. Voilà qui devrait avoir un effet disciplinaire sur la confrontation démocratique.

Une opposition qui, sans aucune modération, déclare illégitime un gouvernement, risque de finir par manquer d'arguments crédibles pour rejeter les déclinaisons les plus injustifiables de la confrontation politique (à commencer par la violence) et, ce faisant, par se priver elle-même de la crédibilité politique nécessaire pour revenir au pouvoir.

—Daniel Innerarity
Publié le 12 janvier

SOURCE



EL PAÍS

Madrid, Espagne

Quotidien, 113 000 ex.

elpais.com

Fondé en 1976, six mois après la mort de Franco, ce quotidien de centre gauche est le journal le plus lu en Espagne. À la fin de 2013, Elpais.com a lancé deux nouvelles éditions pour ses lecteurs d'Amérique latine, dotées de leurs propres rédactions, *El País Brasil* et *El País América*. Depuis 2020, *El País México* a également son propre site et sa propre rédaction.



asie

Inde. À Joshimath, dans l'Himalaya, le sol se dérobo

Des milliers d'habitants de ce lieu de pèlerinage du nord de l'Inde ont dû être évacués. Leurs maisons se fissurent et les fondations s'affaissent. Une catastrophe qui était prévisible : le sol, déjà peu stable, a été fragilisé par une série de grands chantiers.



→ Dessin de Medi, Albanie.

—The Third Pole New Delhi

Les habitants de Joshimath, site ancestral de pèlerinage situé dans l'extrême nord de l'Inde, ont dû fuir de chez eux début janvier, en pleine saison hivernale. Les murs de leurs habitations s'étaient gravement fissurés et les fondations d'un quart des 2500 bâtiments de la bourgade s'affaissaient. Les autorités du gouvernement central indien et de l'État d'Uttarakhand ont réinstallé des milliers de personnes dans des hôtels et suspendu tous les travaux liés à l'élargissement des routes et à la construction d'une centrale hydroélectrique. Les spécialistes soulignent que cette catastrophe était prévisible, dans la mesure où les pouvoirs publics ont négligé de multiples avertissements liés à ce type de chantiers ces dernières décennies.

Le Premier ministre, Narendra Modi, s'est entretenu avec le ministre en chef de l'Uttarakhand, Pushkar Singh Dhami, pendant le week-end du 7 janvier, afin de faire le suivi de la réhabilitation. Le cabinet du Premier ministre a désigné Joshimath comme "zone de glissement de terrain" et demandé à des experts d'élaborer des plans à court et long terme pour gérer la situation.

Boom immobilier. Ce n'est pourtant pas les conseils ou avertissements de spécialistes qui ont manqué ; ils ont simplement été régulièrement ignorés avant que ne survienne la catastrophe.

Récemment, une délégation d'habitants de Joshimath s'est rendue à Dehradun, la capitale de l'Uttarakhand, pour se plaindre des fissures qui lézardaient leurs logements à cause des chantiers en cours. Ils n'auraient pu

s'entretenir que cinq minutes avec le ministre en chef. Un membre de la délégation a témoigné auprès de *The Third Pole*, sous couvert d'anonymat : "Il nous a dit que nos craintes étaient infondées et nous a renvoyés sans nous écouter."

C'était le 4 janvier. Les jours suivants, les fissures se sont amplifiées si rapidement, en si grand nombre sur les murs et sur les routes, que des habitants ont contraint les gestionnaires du projet hydroélectrique local de Tapovan-Vishnugad à suspendre le percage d'un tunnel. Ce soir-là, des fonctionnaires locaux ont recensé le nombre de constructions concernées. Quatre jours plus tard, le 8 janvier, ce chiffre avait encore augmenté.

Kalachand Sain, directeur de l'Institut Wadia de géologie himalayenne, à Dehradun, a affirmé à la chaîne de télévision NDTV que Joshimath – située à 2000 mètres

au-dessus du niveau de la mer – avait toujours été vulnérable, car elle a été construite sur les résidus d'un ancien glissement de terrain. Cet état de fait n'a aucunement empêché un boom immobilier ces dernières années, et les constructions conçues à la hâte ont déstabilisé les sols et obstrué les nappes, créant une accumulation d'eaux sous les fondations.

Ce processus a été encore accentué par les travaux d'élargissement de la route vers Badrinath, autre site de pèlerinage, à plus haute altitude. Cet axe fait partie du projet d'élargissement routier dit de "Char Dham" (quatre centres de pèlerinage). De nombreux signalements ont fait état d'arbres abattus et de voies d'eau naturelles bouchées, le projet ne respectant pas les principes définis par le gouvernement sur la construction d'une route en zone montagneuse. Ce chantier a maintenant été suspendu.

L'autre grande menace est la future centrale hydroélectrique de Tapovan-Vishnugad de NTPC, premier fournisseur d'électricité en Inde. Il s'agit d'un projet hydroélectrique dit "au fil de l'eau" [la production d'électricité est fonction du débit de la rivière, il n'y a pas de retenue d'eau] qui nécessite de percer un tunnel de 12 kilomètres dans la montagne et d'y réorienter l'eau de la rivière Dhauri Ganga pour produire de l'électricité. NTPC s'est empressé de souligner, le 5 janvier, que son tunnel ne passait pas sous Joshimath et ne pouvait donc pas être jugé responsable de la catastrophe. En revanche, le tunnel traverse la nappe aquifère qui se trouve sous Joshimath.

Piyooosh Rautela, aujourd'hui directeur exécutif du Centre

de gestion et de prévention des catastrophes au sein des autorités de l'Uttarakhand, a coécrit un courrier à la revue *Current Science* [de l'Académie indienne des sciences]. Dans ce texte rédigé le 24 décembre 2009, il avertissait que la foreuse utilisée par NTPC avait percé une nappe aquifère, détournant l'eau souterraine et asséchant les sources d'approvisionnement en eau dont dépendent de nombreux habitants de Joshimath. Piyooosh Rautela a depuis déclaré que l'affaissement de Joshimath avait "probablement été provoqué par des brèches dans les nappes phréatiques, car nous observons l'épanchement d'eaux boueuses". Toutefois, ajoute-t-il, "aucun élément de preuve ne permet à ce jour d'attester ou de démentir la responsabilité du tunnel".

Une des grandes menaces est la future centrale hydroélectrique de Tapovan-Vishnugad.

Selon Hemant Dhyani, un autre expert, "seule une analyse de l'eau permettra de déterminer si les ruissellements qui s'écoulent dans la ville proviennent de ce tunnel", a-t-il déclaré à *l'Indian Express*. Il estime que NTPC s'est dédouané prématurément de tout lien avec la catastrophe de Joshimath.

C'est dans le cadre de ce même projet hydroélectrique qu'environ 200 ouvriers ont été noyés après une montée soudaine des eaux dans le tunnel, le 7 février 2021. Cette crue éclair a été provoquée par l'effondrement d'une paroi de glace, ce que les scientifiques ont attribué aux effets du changement climatique, sur



✎ Dessin de Faber, Luxembourg.

les pentes au-dessus de la Rishi Ganga, un affluent de la rivière Dhauli Ganga.

Pendant que les autorités tentent de réinstaller les habitants de l'Uttarakhand qui se sont retrouvés à la rue et qu'elles attendent les recommandations de la nouvelle commission d'experts, les premiers concernés s'impatientent. "Nous exigeons de l'État qu'il agisse sur-le-champ, a affirmé Atul Satti, militant écologiste local, à Third Pole. C'est notamment la suspension immédiate du projet de NTPC, la fermeture de la route de Char Dham, la mise en œuvre d'un accord de NTPC pour sécuriser les habitations, la création d'une commission de réhabilitation de Joshimath associée à un calendrier précis, une aide immédiate à toutes les personnes touchées, c'est-à-dire une indemnisation, de la nourriture, un abri et d'autres équipements fondamentaux, et, enfin, la participation locale [aux décisions liées à des projets de développement]."

"Écosystème fragile". Anjal Prakash, directeur de recherche et professeur à l'Institut Bharti de politiques publiques, et coauteur des rapports du Giec (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat des Nations unies), a déclaré dans un communiqué : "Le problème de Joshimath est double. Tout d'abord, la construction anarchique d'infrastructures dans un écosystème très fragile comme celui de l'Himalaya... Ensuite, les manifestations du changement climatique dans certains des États montagneux d'Inde sont sans précédent. Par exemple, l'Uttarakhand a connu des catastrophes en 2021 et 2022. Il y a eu de nombreux phénomènes climatiques dangereux, comme des pluies diluviennes qui ont provoqué des glissements de terrain. Nous devons d'abord comprendre que ces régions sont très fragiles et que des transformations ou perturbations modestes de l'écosystème mèneront à de graves répercussions, ce dont nous sommes témoins à Joshimath." Il a souligné la nécessité de mettre en place "un robuste dispositif de planification" avant tout projet de développement dans ces écosystèmes si fragiles, ajoutant : "Joshimath est l'exemple type de ce qu'il ne faut pas faire dans l'Himalaya."

YP Sundriyal, responsable de la faculté de géologie à l'université HNB Garhwal [à Srinagar, dans

l'Uttarakhand], a souligné que Joshimath ne disposait pas d'un véritable système de drainage, c'est pourquoi "l'infiltration de l'eau a fragilisé le socle rocheux au fil du temps. C'est ce qui provoque des glissements de terrain, ce qui lézarde les maisons. Le dérèglement climatique aggrave d'autant plus les choses, car les phénomènes météorologiques extrêmes se multiplient. Il est indispensable que des réglementations strictes soient établies et, surtout, qu'elles soient appliquées systématiquement et sans délai."

Joshimath est un site ancestral de pèlerinage, et son malheur est très médiatisé, mais ce n'est pas le seul endroit en difficulté dans l'Himalaya. Des maisons fissurées sont signalées près des sites de nombreux projets hydroélectriques dans les États d'Uttarakhand et de l'Himachal Pradesh. Même le Bhoutan, qui présente ses centrales hydroélectriques au fil de l'eau comme respectueuses de l'environnement, compte des villes où les bâtiments sont lézardés.

Outre l'impact de centrales hydroélectriques de grande ampleur, il faut souligner que les recommandations et avertissements d'experts, souvent affiliés aux pouvoirs publics, sont écartés pour construire au plus vite des infrastructures dans le paysage himalayen fragile. Les entreprises du bâtiment en tireront peut-être des revenus à court terme, mais les risques et les coûts sont supportés par les populations de ces régions ainsi que par les finances publiques. Il est grand temps que les spécialistes soient écoutés avant les catastrophes, au lieu de les solliciter pour remédier aux désastres qu'ils avaient anticipés.

—Joydeep Gupta
Publié le 9 janvier

SOURCE



THE THIRD POLE

New Delhi, Inde
thethirdpole.net
Lancé en 2007 à l'initiative du site Chinadialogue.net, spécialisé dans l'environnement, en partenariat avec le réseau Earth Journalism, The Third Pole est une plateforme qui traite de la question de l'eau dans l'Himalaya.

JAPON

La nouvelle ère nippo-américaine

Confrontés aux menaces chinoise et nord-coréenne, le Japon et les États-Unis ont procédé à un renforcement de leur alliance militaire.



Pour faire face au risque d'un conflit militaire dans le détroit de Taïwan et à la nucléarisation de la Corée du Nord, le Premier ministre japonais, Fumio Kishida, a pris ces derniers mois des décisions marquant un changement de cap de la stratégie de défense du pays. Le budget de la défense sera augmenté à 2 % du PIB, et le gouvernement prévoit de doter le pays de la capacité d'attaquer les bases de missiles étrangers visant l'archipel.

La rencontre avec son homologue américain Joe Biden à la Maison-Blanche le 13 janvier était donc une autre occasion pour lui de réitérer sa volonté de renforcer la défense du pays. "Le contexte de sécurité internationale dans lequel le Japon et les États-Unis se trouvent aujourd'hui n'a jamais été aussi sévère et complexe. Afin de contribuer à la paix et à la prospérité régionale, nous avons adopté une nouvelle stratégie de défense nationale", a lancé le Premier ministre en parlant des initiatives déjà adoptées, cité par la chaîne publique japonaise NHK.

Ces dernières "vont renforcer l'efficacité et la capacité de dissuasion de l'alliance entre le Japon et les États-Unis", a-t-il souligné.

Dans la déclaration commune publiée par le quotidien **Nihon Keizai Shimbun**, le président américain, Joe Biden, a promis un "engagement inébranlable" de son pays dans la défense du Japon, y compris "le recours à l'arme nucléaire". "En nous basant sur l'augmentation du budget historique et la nouvelle stratégie japonaise de défense, nous modernisons notre alliance militaire", a-t-il également affirmé.

Selon le journal, l'un des points centraux de la déclaration commune est la participation du Japon à la stratégie américaine de "dissuasion intégrée", visant à contenir de potentielles menaces par le renforcement de la collaboration entre Washington et ses alliés. "Dans la déclaration commune, ils [les deux pays] ont affirmé un 'renforcement de la capacité [de défense] individuelle et collective du Japon et les États-Unis'", rappelle le titre.

Le Japon peut, pour frapper les bases de missiles ennemies, compter sur l'aide des satellites américains. De son côté, Tokyo a commencé, le 12 janvier, la construction d'une base militaire située sur l'île de Mageshima,

afin d'accueillir des avions de chasse américains dans le cadre d'exercices militaires, rapporte **The Japan Times**. Les travaux sont supposés durer quatre ans et également permettre le stockage de munitions.

"Pour mieux se défendre contre les cyberattaques, Tokyo procédera à un aménagement juridique nécessaire pour se défendre et identifier les agresseurs. Le 13 janvier, [les deux pays] ont signé un traité de coopération pour l'exploitation spatiale", note d'autre part le **Nihon Keizai Shimbun**.

Dans une interview accordée à l'**Asahi Shimbun**, Kenichiro Sasae, ancien ambassadeur du Japon aux États-Unis, explique que la collaboration entre les forces japonaises et américaines sera beaucoup plus étroite qu'avant. "Jadis, on comparait l'alliance entre Tokyo et Washington à la relation entre le bouclier et la lance [allusion au fait que, en raison de la très pacifique Constitution japonaise, la stratégie de sécurité nipponne se focalisait sur la défense]. Désormais, le Japon tiendra en partie le rôle de la lance."

Pour les journaux nippons, il s'agit donc d'un véritable changement de cap. "Ces initiatives dépassent les cadres de la stratégie de défense japonaise existante", écrit encore le **Nihon Keizai Shimbun**, qui avance que "l'alliance entre Tokyo et Washington est entrée dans une nouvelle phase".

Beaucoup jugent que Tokyo navigue désormais dans des eaux inconnues, d'autant que la Chine reste un partenaire économique indispensable pour l'archipel. "Comment moderniser l'alliance avec Washington pour contenir la menace chinoise sans faire fi de la stratégie de sécurité défensive et de la non-

nucléarisation [deux doctrines de base de la politique nipponne]? Et comment affronter le fait que les deux pays sont en réalité profondément liés à la Chine en matière économique? En prenant en compte les facteurs économiques et diplomatiques, il faudrait réfléchir à une stratégie active pour fonder un ordre international permettant à ces trois pays de coexister", écrit Hirotsugu Mochizuki, correspondant à Washington du quotidien **Asahi**.

—**Courrier international**



NOUVELLE-ZÉLANDE

Jacinda Ardern, un modèle jusqu'au bout

La Première ministre néo-zélandaise a annoncé le 19 janvier qu'elle était trop épuisée pour rester au pouvoir. Pour cette journaliste australienne, cette démission empreinte de dignité et d'intégrité conclut un mandat exemplaire.



—The Guardian Australia (extraits) Sydney

Jacinda Ardern a présenté sa démission. Elle quittera le 7 février son poste de Première ministre de Nouvelle-Zélande. Le monde a connu peu de dirigeants comme elle. La dignité et l'intégrité de son départ sont paradoxalement des éléments puissants, d'autant plus à une période où les transitions démocratiques, notamment aux États-Unis et au Brésil, sont entachées de violences et d'insurrections.

Celle qui a grandi dans l'Église mormone et a dirigé l'Union internationale de la jeunesse socialiste a été élue à la tête du Parti travailliste néo-zélandais en 2017. Jacinda Ardern est ensuite devenue, à 37 ans, la plus jeune dirigeante élue d'un pays. Pendant ses cinq années au pouvoir, elle a accompagné les Néo-Zélandais après le terrible massacre de

Christchurch, elle a géré une pandémie qui non seulement menaçait des vies, mais a aussi ravagé des secteurs essentiels de l'économie locale, et elle a pris des mesures contre la crise climatique dans son pays, déjà exposé aux catastrophes naturelles.

Sur le plan de la politique intérieure, son gouvernement a fait face à une crise du logement, à la nécessité de renouer avec le milieu des affaires, à la dégradation des services et à la pression inflationniste post-Covid. Elle a également eu un enfant pendant son mandat. Dans son discours de démission, Jacinda Ardern s'est dite "complètement vidée".

Au-delà de son image de dirigeante humaine et cosmopolite qui a porté un foulard pour pleurer avec les survivants de Christchurch et une cape maorie ornée de plumes lors de sa visite à Buckingham, Jacinda Ardern a été une femme politique

particulièrement rusée, dont on dit qu'elle règle leur compte à ses rivaux de l'intérieur comme de l'extérieur avec un sourire acéré.

Elle a certes mis en place les célèbres "budgets du bien-être" de Nouvelle-Zélande et fait l'éloge de la gentillesse en politique, mais

Reconnaître que le pouvoir doit changer de main fait la force et la solidité de nos systèmes politiques.

elle a fait preuve d'une férocité indissociable de l'accession au pouvoir lorsqu'un ministre de la Santé de son gouvernement a enfreint les restrictions du confinement pour faire une balade à vélo. Après l'avoir publiquement démis de ses fonctions, Jacinda Ardern l'a contraint au purgatoire de la fonction publique en le forçant à faire son travail et

à terminer des tâches ministérielles avant de quitter les hautes sphères de l'État.

Pour la *Harvard Political Review*, "l'authenticité, l'empathie et l'audace" définissent la personnalité politique rare de Jacinda Ardern, ainsi qu'un redoutable mélange de qualités politiques autrefois attribuées aux hommes. "Tout au long du xx^e siècle, les dirigeants ont accédé au pouvoir en mettant en avant des qualités traditionnellement masculines, telles que l'agressivité et l'entêtement, pour asseoir leur domination sur l'opposition", écrit le journal, qui explique que Jacinda Ardern a su bouleverser avec finesse les catégories genrées.

Les vidéos en direct depuis chez elle avec son conjoint et leur bébé, où elle n'hésitait pas à exprimer ses frustrations face aux restrictions sévères du confinement alors que c'était elle qui avait choisi de les imposer, étaient si percutantes que de nombreux Australiens les préféreraient aux déclarations de leurs propres dirigeants.

D'ailleurs, il n'est pas impossible que la place occupée par Jacinda Ardern dans l'imaginaire politique australien ait eu des conséquences sur nos dernières élections [remportées par le Parti travailliste]. Tout d'abord, elle a su renouer avec la marque de fabrique traditionnelle du Parti travailliste en Occident : en menant une action politique nourrie d'empathie pragmatique et mesurée qui, malgré tous les efforts de l'opposition, a su rester digne et irréprochable. Ensuite, sa capacité toute féminine à diriger avec volonté et détermination a fait voler en éclats les vieux stéréotypes selon lesquels les femmes au pouvoir faisaient forcément preuve de tiédeur ou de faiblesse.

La vie politique d'un dirigeant politique est définie par le caractère inévitable de sa fin. Les temps changent, les demandes des populations évoluent, des événements imprévus viennent bouleverser

✓ Jacinda Ardern. Sur le fusil : Notoriété. Dessin de Pat Bagley paru dans The Salt Lake Tribune, États-Unis.

les attentes les plus raisonnables. Et c'est savoir reconnaître que le pouvoir n'est pas éternel et qu'il doit changer de main qui fait la force et la solidité de nos systèmes politiques.

La démission de Jacinda Ardern, toujours dans le respect de ses électeurs, vient couronner l'ensemble de sa contribution à la vie politique du pays et scelle son destin de femme capable d'incarner les idéaux démocratiques modernes en Occident et au-delà. Son avenir politique est peut-être derrière elle, mais elle restera à jamais un modèle de dirigeante politique.

—Van Badham
Publié le 19 janvier

À la une



"HIPKINS POURRA-T-IL STABILISER LE NAVIRE?"

C'est la question que pose le 22 janvier le *New Zealand Herald* à la une. La veille, le ministre de la Police et de l'Éducation de 44 ans a été choisi par le Parti travailliste pour remplacer Jacinda Ardern. Pour tenir la barre du navire Nouvelle-Zélande, le nouveau Premier ministre sera secondé par Carmel Sepuloni, qui deviendra la première vice-Première ministre d'origine pasifika (un peuple indigène des îles du Pacifique) de l'histoire. Chris Hipkins, qui s'est illustré en mettant en œuvre la politique "zéro Covid" du pays, devra désormais s'atteler à mener le Parti travailliste à la victoire aux élections d'octobre.



L'actualité racontée par les langues étrangères. Un podcast de Courier international.
À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE

Hier, on vous a aidés à éclairer vos communes. Aujourd'hui, on vous aide à les éclairer seulement au bon moment.

Avec Linky, Enedis permet
aux communes d'éteindre
les lampadaires au cœur de la nuit*.
46 %, c'est l'économie d'électricité
réalisée par la commune d'Aurons,
dans les Bouches-du-Rhône**.

**Bienvenue dans
la nouvelle France électrique**



* Mon éco-éclairage public, une solution développée
par Enedis et mise en œuvre par les fournisseurs.

** Données fournisseur calculées sur le périmètre
de l'expérimentation du 01/01/2022 au 05/10/2022.



afrique

RDC. Dans l'œil de Moscou

Après le Mali ou le Soudan, la République démocratique du Congo est-elle en train de tomber dans l'escarcelle russe ? La présence de mercenaires issus de l'ex-bloc soviétique laisse penser à un intérêt de Moscou pour ce riche pays minier en lutte avec des groupes armés.



— Die Tageszeitung Berlin

Le cadavre d'un homme blanc en treillis camouflé gît au bord de la route. "Voilà ce qui arrive aux Russes de Wagner", lit-on sous cette photo prise en République démocratique du Congo (RDC) qui a fait le tour de Twitter. Wagner, c'est-à-dire ce groupe de mercenaires au service de la Russie qui est accusé d'horribles crimes contre les civils non seulement en Ukraine, mais aussi au Mali et en République centrafricaine.

Les Russes seraient-ils aussi présents en République démocratique du Congo pour aider l'armée à lutter contre les rebelles du Mouvement du 23 mars (M23) ? Cette perspective suscite une inquiétude profonde chez les diplomates occidentaux. Félix Tshisekedi, le président de la RDC, excluait pourtant cette éventualité en octobre. "Je sais que c'est

à la mode en ce moment mais non, nous ne sommes pas obligés de faire appel à des mercenaires", avait-il déclaré lors d'un entretien accordé au *Financial Times*.

Interrogée par nos soins, la direction du M23 soutient que le Blanc qu'on voit sur la photo [évoquée ci-contre] a bien été tué au combat, le 30 décembre, dans le village de Karenga, juste sur la ligne de front qui s'étend au nord de Goma, une ville de [plus de] 2 millions d'habitants. C'est un combattant du M23 qui a pris la photo. Le mort n'avait pas de drapeau ni même d'insigne de Wagner sur son uniforme, sa nationalité était "difficile à déterminer". Quatre autres mercenaires

La Russie a livré à l'armée congolaise du matériel moderne : des chars, des hélicoptères...

blancs ont été tués, affirme un chef du M23, mais sans apporter aucune preuve.

L'hôtel Mbiza, dans le centre de Goma, non loin de l'aéroport et à quelques pâtés de maisons de la frontière du Rwanda, est rempli de Blancs armés. "Il y a des dizaines, peut-être une centaine d'hommes blancs en uniforme", rapporte un journaliste local qui a étudié les lieux pour nous et dont nous ne pouvons pas citer le nom pour des raisons de sécurité. "Ils portent des uniformes différents, sans drapeau national, et ont un pistolet à la ceinture." La plupart d'entre eux parlent couramment français.

L'entrée de l'hôtel est gardée par des soldats de la garde présidentielle congolaise. L'établissement a selon eux été loué par des étrangers pour une longue durée. "C'est le quartier général des Blancs maintenant", conclut l'un d'entre eux. Il ne veut pas en dire plus.

✓ Vladimir Poutine, Evgueni Prigojine.
Dessin de Glez, Burkina Faso,
pour **Courrier international**.

Un bref coup d'œil à la salle de conférences de l'hôtel révèle un drapeau de la RDC déployé et des officiers congolais qui entrent et sortent. Nous avons reçu des photos montrant de gros tas de muscles aux cheveux coupés court et aux lunettes de soleil réfléchissantes qui circulent dans Goma dans des voitures aux vitres teintées – escortés par des soldats congolais en armes.

Les Congolais de Goma appellent les mercenaires les "Russes", faisant ainsi référence aux hommes de Wagner, qui sont tristement célèbres en Afrique. S'agit-il bien de Russes ou d'autres Européens de l'Est ? "La plupart des Congolais sont incapables de faire la différence", tempère le journaliste local.

Ces militaires blancs sont arrivés à Goma le 22 décembre dans un Boeing 737 charterisé par la compagnie aérienne roumaine Hello Jets, nous confie un employé de l'immigration de l'aéroport. Il a tamponné des passeports roumains. Une autre photo mise en ligne le 2 janvier donne des indices concrets.

On y voit un homme blanc d'un certain âge aux cheveux coupés court, en vêtements civils mais avec un fusil d'assaut AK-47 dans les mains, qui se tient entre deux soldats congolais sur une route au nord de Goma. L'intéressé reconnaît être un mercenaire roumain et s'appelle Horatiu Potra.

Né en 1970 à Medias, en Transylvanie, Potra a servi dans la Légion étrangère française [de

1992 à 1997], puis est devenu le chef des gardes du corps personnels de l'émir du Qatar à la fin des années 1990. Depuis l'an 2000, il est surtout actif en Afrique : il a formé les gardes du corps d'Ange-Félix Patassé, qui était à l'époque président de la République centrafricaine [1993-2003], et des rebelles au Tchad.

À partir de 2002, il a également fréquenté Jean-Pierre Bemba, le chef du Mouvement pour la libération du Congo (MLC), un mouvement rebelle congolais qui donnait un coup de main à Patassé en République centrafricaine. Il aurait en 2016 formé les gardes du corps de Faustin-Archange Touadéra, l'actuel président centrafricain, à la demande de Moscou.

Nous avons demandé à quantité de spécialistes du groupe de mercenaires russes ainsi qu'àux experts de la Mission des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (Monusco) si Potra faisait partie des instructeurs rémunérés par Wagner : rien ne permet de l'affirmer pour le moment.

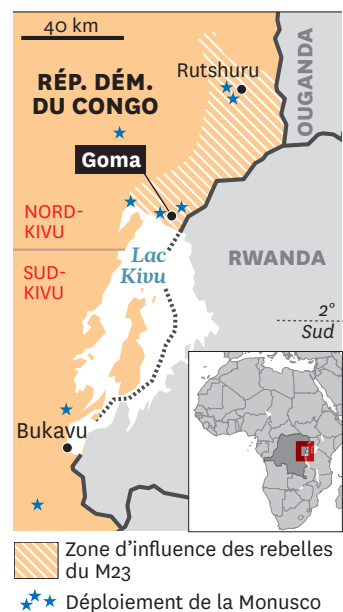
Légion étrangère. Horatiu Potra est le directeur de Ralf, une société roumaine dont le siège est à Sibiu, en Transylvanie, et qui, d'après son site, forme des gardes du corps pour VIP, protège des "zones sensibles", par exemple des mines en Afrique, et forme des unités spéciales. Son code s'inspire expressément de celui de la Légion étrangère. La société et son directeur n'ont pas répondu à nos questions.

Le gouvernement congolais a intensifié ses relations avec la Russie l'année dernière. Invité à une conférence sur la sécurité qui s'est tenue à Moscou en août, Gilbert Kabanda, le ministre de la Défense de la RDC, a salué dans son discours le "soutien" apporté par la Russie dans la lutte contre les rebelles dans l'est du pays. La Russie a livré à l'armée congolaise du matériel moderne : des chars, des hélicoptères et des avions de combat.

Ce genre de chose était loin d'être simple auparavant. L'embargo sur les armes à destination de la RDC décidé dans le cadre de l'accord de paix de 2003



ENQUÊTE



avait certes été en partie levé en 2008, mais toute livraison de matériel ou fourniture d'instructeurs à l'armée ou la police congolaise devait toujours être signalée au Conseil de sécurité des Nations unies.

Cette obligation de notification n'a été supprimée que le 20 décembre 2022, principalement parce que la Russie est membre du Conseil de sécurité. Deux jours après, les mercenaires blancs au passeport roumain débarquaient à Goma.

L'armée de l'air de la RDC est essentiellement équipée de matériel russe, parmi lesquels quatre hélicoptères [polyvalents] Mi-8

Des mercenaires roumains assurent la protection de l'aéroport de Goma.

et huit hélicoptères [d'attaque] Mi-24. Elle comptait également deux hélicoptères de transport Mi-26, mais l'un d'entre eux s'est écrasé au cours d'une mission l'année dernière. L'appareil restant, qui intervient en permanence dans la lutte contre le M23, doit être révisé d'urgence si on veut éviter un autre accident. Or la Russie a besoin de son matériel pour la guerre contre l'Ukraine. L'offre est donc limitée sur le marché mondial et très chère de surcroît.

Viktor Tokmakov, [le numéro deux] de l'ambassade de Russie à Kinshasa, a passé les derniers mois à rencontrer des représentants du conseil de sécurité congolais ainsi que les membres des commissions sénatoriales responsables de la sécurité. Tokmakov a été en poste à Bangui, la capitale de la République centrafricaine, de 2015 à 2021 – un pays dont l'armée a été formée et équipée par le groupe Wagner et le GRU, les services de renseignements militaires russes, et où les sociétés de l'entourage de Wagner ont reçu des droits d'exploitation minière.

La Russie espérait-elle un accord similaire en RDC ? L'armée et le gouvernement ne s'expriment pas sur la question. Des membres des unités spéciales en poste à Goma nous ont confié que les Russes demandaient trop cher et que le gouvernement centrafricain s'est

tourné vers d'autres partenaires d'Europe de l'Est. Le ministre de la Défense, Gilbert Kabanda, a assisté en mai à une démonstration sur l'aérodrome de l'armée de l'air à Kinshasa. Plusieurs Européens de l'Est revêtus d'uniformes portant l'insigne de la société privée Agemira étaient présents. Kabanda les a félicités d'avoir remis les vieux hélicoptères russes en état de voler en cinquante-deux jours seulement.

Pilotes géorgiens. D'après les enquêteurs des Nations unies, Agemira, une société bulgare dont le siège se trouve à Sofia, a fondé à Kinshasa une filiale qui assure l'entretien des hélicoptères et des avions de l'armée de la RDC. La société a envoyé une quarantaine d'ingénieurs et de techniciens à l'aéroport de Goma pour effectuer les réparations sur place. Ces techniciens ne sont pas tous bulgares, on trouve aussi des Géorgiens et des Biélorusses, qui connaissent les appareils russes. L'armée de l'air de la RDC emploie des pilotes géorgiens.

Tous ces hommes venus de pays de l'ancien bloc soviétique sont ouvertement cantonnés avec les Roumains à l'hôtel Mbiza. D'après le site français spécialisé *Africa Intelligence*, Potra ne prend pas officiellement ses ordres auprès du ministère de la Défense congolais mais de Congo Protection, une société qui appartient à l'homme d'affaires Bijou Eliya et au député Patrick Bologna. Ce dernier est le fondateur et président d'Avenir du Congo (ADC), le petit parti du Premier ministre Sama Lukonde.

Les mercenaires roumains assurent donc la protection de l'aéroport de Goma et les techniciens de la société bulgare Agemira veillent au bon fonctionnement des appareils. Pas question que ce site au rôle stratégique important, qui n'a été remis en état que récemment grâce à des fonds allemands, tombe aux mains du M23. C'est ce qui s'était produit en 2012 et les rebelles avaient pillé les dépôts – qui contenaient notamment des missiles de moyenne portée que l'armée de RDC venait d'acheter aux Russes.

—**Simone Schlindwein**
Publié le 9 janvier

MALI

Divorce au sommet

À Bamako, l'imam Dicko et ses fidèles ont été visés par des tirs de gaz lacrymogène. Un accueil qui révèle de possibles tensions avec le pouvoir.



—**Wakat Séra** (extraits)
Ouagadougou

Que représente le gazage, samedi 14 janvier, du cortège de l'imam Mahmoud Dicko au retour de ce dernier de l'Arabie saoudite, dans le tableau des relations entre [ceux qui ont fait tomber] feu Ibrahim Boubacar Keïta [dit "IBK", président du Mali de 2013 à 2020] ? Un divorce consommé ou juste un épiphénomène à vite ranger aux oubliettes ? Interrogations légitimes, quand on sait que des nuages s'amoncellent depuis lors au-dessus de la tête des alliés de circonstance d'hier.

Les premiers, c'est-à-dire le très influent imam Mahmoud Dicko et ses ouailles, ont commencé le job en fragilisant, par de véritables raz-de-marée [les 5 et 19 juin 2020, à l'appel de l'imam, des dizaines de milliers de manifestants ont réclamé dans les rues la démission d'IBK], le pouvoir d'Ibrahim Boubacar Keïta, ce qui a abouti à la chute de l'ancien président malien. [Il a été arrêté le 18 août 2020 et, dès le lendemain, Assimi Goïta est devenu président du Comité national pour le salut du peuple.] IBK a été cueilli comme un fruit mûr par les seconds.

Le colonel Assimi Goïta et les hommes de Kati [ville située à 15 kilomètres de Bamako, qui abrite la principale base militaire

du pays] ont donc fini le boulot, en mettant en avant ce rôle d'arbitre qu'aiment jouer tous les militaires putschistes. L'ennemi commun anéanti, les objectifs divergent aujourd'hui.

Il y a un certain temps déjà que le feu couve. Entre la junte militaire au pouvoir à Bamako et le M5, le Mouvement du 5 juin [fondé en juin 2020 pour incarner l'opposition au gouvernement d'IBK et soutenu par l'imam] qui, avec le Rassemblement des forces patriotiques, a constitué le fer de lance de la chasse à IBK, ce ne sont pas les frictions qui ont manqué, même si

le leader religieux charismatique avait dit déposer les armes pour retourner à son tapis de prière. Sorti de sa réserve face aux dérives des putschistes, l'homme de Dieu a même traité les nouveaux patrons de Bamako de "dirigeants arrogants".

La dernière pomme de discorde ? La Coordination des mouvements, associations et sympathisants de l'imam Mahmoud Dicko (CMAS) est vent debout contre le projet de nouvelle Constitution que la junte tient mordicus à faire passer au forceps. Le religieux et ses partisans ne font pas mystère de leur hostilité à l'initiative, conscients qu'en Afrique le référendum et les élections ne sont organisés que pour être remportés par ceux qui les ont organisés.

↙ L'imam Mahmoud Dicko (à gauche) lors d'une rencontre publique, le 28 novembre 2021.

Photo Florent Vergnes/AFP

C'est ainsi que la candidature du colonel Assimi Goïta pour la prochaine présidentielle est déjà réclamée par un certain Collectif pour cinq ans ou plus. Pour ce rassemblement aux desseins très peu voilés, cette requête visiblement suscitée par ceux à qui elle profite entre dans la logique de "préserver la souveraineté retrouvée".

Le mot est lâché. Cette "souveraineté" dont se vante la junte, alors qu'en plus d'autres réalités une bonne partie du territoire national, paradoxalement censé être défendu par Assimi Goïta et ses soldats, est aux mains des terroristes qui sèment au Mali larmes et désolation au quotidien.

Et le constat est là, implacable. La junte, au nom de la souveraineté selon Assimi Goïta, fait le vide autour d'elle et persiste dans l'isolement du Mali : musellement de la presse nationale, RFI et France 24 hors jeu [suspensives en avril 2022], chasse aux diplomates [dont l'ambassadeur de France en janvier 2022], sans compter les interminables pressions sur la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (Minusma)...

La stratégie est simple : les observateurs à cheval sur les principes démocratiques et le respect des droits humains, on les met dehors, on se barricade et on opère ! Silence, on mate !

La junte du colonel Goïta ne fait donc pas dans la dentelle pour parvenir à ses fins, le tout savamment drapé sous le manteau d'un nationalisme et d'une souveraineté éculés qui, au final, ne trompent personne : cette junte a fini de convaincre les plus sceptiques qu'elle n'a d'autre visée que de garder le pouvoir pour longtemps encore ! Quitte à se refaire une virginité par les urnes !

Mais attention au retour de manivelle ! Car l'affront fait au célèbre imam peut changer la donne. Des populations entières au Mali ne jurent que par Mahmoud Dicko. Jusque-là, elles ont supporté bien des avanies et volontiers avalé les couleuvres servies par la junte. Toutefois, gare à l'humiliation de trop qui mettra hors des cordes l'imam Mahmoud Dicko et les siens. On est en plein dans le *wait and see* des Anglo-Saxons !

—**Morin**
Publié le 16 janvier



Israël. Ohana, le président gay de la Knesset: un pionnier ou un traître?

Membre du parti de Nétanyahou, Amir Ohana détonne au sein de la coalition au pouvoir dominée par une extrême droite nettement homophobe. Et il est loin de faire l'unanimité au sein de la communauté LGBTQI.



—Ha'Aretz (extraits) Tel-Aviv

ATel-Aviv, dans la rue populaire de Nahalat Binyamin, en face du bar gay Shpagat, se trouve une porte en acier couverte de graffitis. On y lit une phrase, écrite en calligraphie hébraïque classique et dégradée aux couleurs de l'arc-en-ciel : "Ohana est gay". Elle est apparue en 2020, quand Amir Ohana (Likoud) était ministre de la Sécurité publique. Avant cela, il avait été ministre de la Justice, devenant ainsi en 2019

le premier ministre ouvertement homosexuel en Israël.

Depuis, Ohana est devenu la première personne ouvertement homosexuelle à assumer la présidence de la Knesset, le Parlement israélien. Il fait partie d'une coalition qui est aussi entrée dans l'histoire car elle constitue le gouvernement le plus conservateur sur les plans politique et religieux qu'ait connu Israël.

L'un des partis de cette coalition au pouvoir, Noam, a fait preuve d'une homophobie et d'une transphobie décomplexées

pendant sa campagne, allant jusqu'à dresser la liste des personnes LGBTQI qui travaillent dans les médias israéliens.

Ohana est-il un pionnier ou un traître ? La question fait débat au sein de la communauté LGBTQI d'Israël. Au début de sa carrière politique, beaucoup l'ont d'abord vu comme un pionnier. "Quand j'ai appris que nous avions un représentant de la communauté LGBTQI à la Knesset, dans un parti très à droite qui plus est, j'étais ravie, affirme Kayla Tannenbaum, une conseillère à

la clientèle âgée de 26 ans. Enfin de la visibilité, quelqu'un pour nous défendre de l'intérieur, même sans que ce soit activement, rien que par sa présence à la Knesset."

Elle ajoute toutefois que les prises de position et les convictions politiques d'Ohana ont douché son enthousiasme et que les questions liées aux personnes LGBTQI étaient devenues "un fardeau pour lui, voire pire". "Il n'est là que pour servir de caution 'progressiste' [à Benjamin Nétanyahou]", affirme-t-elle.

Cette analyse semble répandue. Quand Ohana fait de brèves apparitions aux Marches des fiertés en Israël, il est escorté de plusieurs gardes du corps. Son parcours est marqué par le rejet des stéréotypes et normes associés au fait d'être de droite et d'être homosexuel, tout en se disant fier de ces étiquettes. Il a cofondé Likud Pride, groupe de membres LGBTQI au sein de son parti, avant de diriger cette formation. En 2018, il a présenté un amendement dans le cadre d'une loi sur la gestation pour autrui (GPA) afin de permettre aux couples de même sexe de recourir à la maternité de substitution en Israël. Cette clause a été rejetée par des alliés de son propre parti.

Loi discriminante. "Ohana est une personnalité qui divise", explique Gali Ofer, président du LGBT Sports Club en Israël et adhérent de la Coalition des organisations LGBTQI. "D'autres facettes de son identité ont pris le pas sur le fait qu'il soit gay. Il s'est abstenu lors de votes [concernant] la communauté LGBTQI ou a quitté la Knesset pendant ces votes. Il a aussi participé à la coalition qui a adopté la loi sur la GPA discriminante pour les hommes homosexuels."

Rotem Sorek est plus indulgente. Elle dirige Ma'avarim, une association qui soutient et défend la communauté transgenre d'Israël. "C'est un homme politique qui a des principes. Il sait écouter et il sait défendre ses convictions. Il l'a prouvé." Et d'ajouter : "À titre personnel, je pense que sa contribution à la visibilité de la communauté LGBTQI en Israël est immense. Je suis plus sereine de le savoir à un poste puissant au Likoud."

Roy Freeman, fondateur de LGBT Olim (organisation pour



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Une "guerre civile entre occupants"

Pour la population arabe d'Israël, le bras de fer actuel entre la coalition au pouvoir et la Cour suprême est un différend "interne" entre deux pôles d'une même entité occupante et ségrégationniste, dénonce le média panarabe **Al-Quds Al-Arabi**.

des personnes LGBTQI qui viennent de s'installer en Israël), est partagé au sujet du nouveau poste d'Ohana. "Ça devrait être une franche réussite pour la communauté LGBTQI, mais beaucoup considèrent qu'Ohana n'est pas un membre ou même un allié de la communauté. Et il n'a certainement pas fait usage de sa position pour améliorer la situation de la communauté dans son ensemble, estime Roy Freeman. Faire avancer sa carrière a toujours été plus important pour lui que soutenir la communauté."

Né dans la ville de Beersheba, dans le sud du pays, de parents qui avaient immigré du Maroc, le nouveau président de la Knesset est avocat de formation. Lui et son conjoint, Alon Hadad, ont des jumeaux qu'ils ont eus par une GPA à l'étranger, ce qui représente un coût prohibitif pour de nombreux couples de même sexe.

"Je ne crois pas qu'il ait beaucoup d'empathie pour la communauté ou la moindre idée de l'inquiétude dans laquelle nous plonge cette coalition, poursuit Roy Freeman. Il mène une existence privilégiée et ne connaît pas grand-chose des questions qui concernent la communauté LGBTQI, voire la population israélienne dans sa globalité."

Selon Gali Ofer, beaucoup reprochent à Ohana d'être "le genre de personne qui a profité de la lutte de nombreuses personnes gays au fil des ans et qui, maintenant que ça l'arrange, est prêt à renoncer à son obligation de faire avancer la lutte et à abandonner le

✍ Amir Ohana.
Dessin de Mysh, Israël.

reste de la communauté LGBTQI. Et en ce sens, il est un 'bon homosexuel'. Quelqu'un qui ne met pas en avant son identité, qui est avant tout un politique de droite, qui ne s'apitoie pas sur son sort et ne parle pas d'inégalités – un gay convenable.”

Si cette position a créé un fossé entre Ohana et nombre de militants LGBTQI, le fait qu'il mette au second plan son homosexualité est un point commun avec beaucoup de membres de la communauté.

Mohammed Zoabi, étudiant de 24 ans originaire de Nazareth aujourd'hui installé à Tel-Aviv, explique que c'est quelque chose qu'il apprécie chez cet homme politique. “Il dit franchement qu'être gay ne dicte pas tout dans sa vie. C'est une facette parmi d'autres de son identité, [...] c'est clairement quelque chose que nous respectons.”

“Faire avancer sa carrière a toujours été plus important pour lui que soutenir la communauté.”

Roy Freeman,
FONDATEUR DE LGBT OLIM

“Aucune tolérance de façade ne peut nous faire oublier que ce gouvernement est sous le contrôle majoritaire d'un groupe de politiques racistes, fascistes et procolonisation”, tempère-t-il.

Pour Gali Ofer, “il diffuse l'idée que la situation de la communauté LGBTQI en Israël est bonne, que la lutte LGBTQI est terminée – c'est une phrase scandaleuse prononcée par son conjoint –, et que d'autres questions sont beaucoup plus urgentes, comme la sécurité, le statut des tribunaux ou le caractère juif de l'État. Il accepte donc de rejoindre un gouvernement dont certaines personnalités veulent du mal à la communauté, mais partagent ses objectifs politiques à lui.”

Il continue : “Dans la mesure où il est membre d'une minorité, il devrait chercher à l'aider davantage, y compris aux dépens d'autres sujets. La communauté n'a pas les mêmes droits sociaux et juridiques [que les autres] en Israël, ce qui dépend de décisions prises par la Cour suprême, qu'Ohana cherche à neutraliser.”

Dans son premier discours à la Knesset après sa nomination, à la fin de décembre 2022, Ohana a

évoqué celui qui est son conjoint depuis près de dix-huit ans et leurs deux enfants, Ella et David. “Cette Knesset, sous l'autorité de ce président, ne leur fera pas de mal, pas plus qu'à tout autre enfant ou famille. Point.” L'assemblée a poliment applaudi. “Et si un jeune garçon ou une jeune fille regarde l'investiture d'aujourd'hui, sachez que peu importe qui vous êtes ou d'où vous venez, vous avez le pouvoir d'aller où vous le souhaitez.” Il a ensuite mis une kippa et récité une prière.

“Infecté par la maladie”.

Pendant son discours, quelques élus très pieux ont baissé les yeux, comme pour refuser d'admettre sa présence ou ses déclarations. [En dehors de la Knesset], le rabbin Meir Mazouz, chef médiatisé de la communauté juive tunisienne d'Israël, a récemment déclaré à ses étudiants à Bnei Brak qu'Ohana était “infecté par la maladie”. Il a sous-entendu que c'est ce qui avait provoqué le mouvement de foule au mont Méron en 2021, qui avait fait 45 victimes parmi les fidèles.

L'ancien grand rabbin séfarade de Jérusalem Shlomo Amar a, de son côté, condamné les membres de la coalition ultraorthodoxe qui ont soutenu la nomination historique d'Ohana. Elkana Babad, président du parti Noam, a déclaré à des militants dans un groupe WhatsApp que la cérémonie à la Knesset avait été pénible et insultante.

Malgré l'exaspération de membres de la communauté LGBTQI, tous conviennent que sa nomination est historique. “Le rôle du président de la Knesset est l'un des symboles du gouvernement d'Israël, et il n'est pas anodin qu'un homme ouvertement gay occupe ce poste, maintient Gali Ofer. C'est la preuve que la communauté LGBTQI est progressivement acceptée dans la société, et je suis très heureux que de plus en plus de plafonds de verre soient brisés.”

Mohammed Zoabi est du même avis. “C'est historique qu'une personne LGBTQI préside [le Parlement]. Mais on voit le vrai visage du gouvernement à la réaction d'une grande partie de la coalition à son discours – ils baissent les yeux pour ne pas entendre le discours de l'homo'.”

— Linda Dayan
Publié le 8 janvier

Plus de 100 000 manifestants à Tel-Aviv

●●● C'est un démarrage tortueux pour le nouveau gouvernement du Premier ministre Benjamin Nétanyahou, investi il y a près d'un mois.

Le 21 janvier, plus de 100 000 Israéliens ont de nouveau battu le pavé contre le projet de réforme judiciaire visant à réduire les prérogatives de la Cour suprême au profit du pouvoir exécutif, rapporte **The Jerusalem Post**. Un projet perçu comme une menace pour la démocratie israélienne. Le 14 janvier, 80 000 personnes avaient déjà défilé à Tel-Aviv, et 30 000 une semaine auparavant. Cette nouvelle démonstration de force s'est accompagnée, le 22 janvier, de la disqualification officielle par Nétanyahou de son ministre de l'Intérieur et de la Santé, Aryeh Deri, après la décision de la Cour suprême d'annuler sa désignation au cabinet. Un vrai “revers”, selon la presse israélienne. “Nous ne devons pas faire de compromis sur ce coup d'État. Avec ce gouvernement fou et dangereux, il n'y a pas moyen de négocier. Il n'y a pas de compromis sur les choses qui détruisent Israël et sa démocratie. Dans cette lutte, nous devons unir nos rangs”, a lancé à cette occasion Merav Michaeli, la chef du parti travailliste HaAvoda, citée par **Ha'Aretz**.

SOURCE



HA'ARETZ

Tel-Aviv, Israël
Quotidien, 70 000 ex.
haaretz.co.il

Premier journal publié en hébreu sous le mandat britannique, en 1919, “Le Pays” est le titre de référence chez les politiques et les intellectuels israéliens. Aujourd'hui au centre gauche, Ha'Aretz a toujours cultivé une ligne éditoriale libérale indépendante du mouvement travailliste et davantage encore de la droite nationaliste.



VISAGES

D'UNE RÉVOLUTION

Vida Movahed, l'icône antivoile

En 2017, cette Iranienne avait défié les autorités en posant tête nue et en brandissant son hidjab au bout d'un bâton. Un geste devenu le symbole de la résistance des femmes en Iran.

Longtemps avant le début de la contestation en cours, Vida Movahed avait gravé, par un simple geste, son nom dans l'histoire de la lutte féministe en Iran. “Tout a commencé avec elle”, écrit la **BBC Persian**, à propos de cette femme âgée aujourd'hui de 37 ans. Fin décembre 2017, elle apparaissait, à la surprise générale, dans une vidéo devenue alors virale, debout sur une armoire électrique, tête nue, et brandissant au bout d'un bâton un hidjab blanc, afin de manifester contre le port du voile imposé depuis quatre décennies. Arrêtée une heure plus tard par la police, elle avait été condamnée à un an de prison.

Après sa libération, elle avait de nouveau été arrêtée pour être apparue tête nue dans la rue Enghelab (“Révolution” en persan), agitant son voile ainsi que des ballons rouges. Vida Movahed était alors devenue l'égérie d'un mouvement de contestation contre le port du voile en lançant “l'une des actions les plus remarquables menées par les Iraniennes”, écrit **IranWire**.

Son geste de défi a inspiré de nombreuses femmes, et même des hommes, à travers le pays, dont au moins une vingtaine ont été arrêtés et placés derrière les barreaux pour avoir reproduit son geste.

“Le mouvement des femmes de la rue Enghelab, lancé par Vida Movahed, a été à l'origine de la production de nombreux graffitis et peintures”, rappelle **BBC Persian**.

Dans le sillage du mouvement de contestation commencé en septembre 2022 après la mort en détention de Mahsa Amini, son nom est réapparu sur les réseaux sociaux, note **BBC Persian**. Une internaute rappelait ainsi son acte de bravoure : “Il y a cinq ans, une femme s'est réveillée et a décidé de réaliser une performance magnifique et courte, pourtant si profonde et prometteuse. Nous nous sommes battus pour nos droits les plus évidents pendant des années, et la violence et la répression ne peuvent pas nous arrêter, car aujourd'hui nous sommes tous Mahsa (Amini), Kian et Nika”, avait-elle écrit, en évoquant les victimes de la contestation.

Selon le magazine américain **Time**, la révolte en cours puise ses sources dans l'action menée par Vida Movahed. Cinq ans plus tard, son action inspire toujours les Iraniennes. Comme en témoignent ces deux jeunes filles sur **Twitter** : “Nous sommes devant le Café France, où Vida Movahed a fait le premier pas pour la liberté des femmes. Nous y avons consommé un café et pris des photos sans le hidjab obligatoire.”

— **Courrier international**



PHOTO: AN-COLLECTION/SIPA

Portraits et histoires de ceux qui portent la contestation en Iran.

dossier

Vers un monde



Dry
January, Sober
October... Emmenée par
une génération Z plus informée
sur les dangers des addictions et plus
soucieuse de son image, la sobriété
gagne du terrain dans les pays
occidentaux. Les lieux sans alcool
se multiplient, les défis également.
Au point, peut-être, d'ébranler
"ce totem de la culture occidentale",
comme l'avance *The Observer*.
Mais aussi de transformer
l'industrie des boissons,
qui doit s'adapter.

sans alcool

—The Observer (extraits) Londres

Félicitations! Nous sommes mi-janvier, et vous êtes debout. Certes, votre corps comme le mien a subi un pilonnage en règle pendant les festivités de fin d'année, mais il semble qu'à cette atroce gueule de bois répétée, sans savoir trop comment, nous ayons survécu. Les poubelles de verre ont été collectées, vidées, toutes ces bouteilles de champagne sont digérées, oubliées. Les bonnes résolutions de la nouvelle année sont derrière nous. On va se prendre une bière?

Mais attendez, auriez-vous vous aussi cette année moins envie de remettre ça? Si vous envisagez en 2023 de siffler la fin de l'apéro une fois pour toutes, vous n'êtes pas seul. Bienvenue au temps des "curieux de la sobriété" [*sober-curious* en anglais; le mouvement de "curiosité pour la sobriété" décrit le refus de l'injonction à boire, la volonté d'explorer un champ méconnu en s'abstenant de consommer ou en consommant de façon raisonnée et consciente, lire p. 3], dans les rangs sans cesse plus nombreux de ceux qui expérimentent à quoi ressemble la vie sans alcool.

Chez les jeunes Britanniques, les chiffres sont éloquentes : entre 2002 et 2019 en Angleterre, la part des 16-24 ans déclarant boire une fois par mois est passée de 67 % à 41 %. Certes, chez les plus âgés, aucun renoncement à la petite n'apparaît dans les statistiques, mais pas de doute : quelque chose a changé. Selon les promoteurs du *Dry January* ["janvier sec", sans alcool], cette année, un Britannique sur six envisageait de relever le défi. La bière sans alcool, longtemps une rareté voire une anomalie, est désormais dans tous les supermarchés. Et en boire une ne vous vaut plus forcément de questions indiscrettes ("Mais tu es enceinte ou quoi?") ni de regards perplexes.

Tout récemment encore, je pensais que ma génération, celle des milléniaux, se distinguait de ces jeunes abstèmes, et que l'abstinence était le pré carré de la génération Z. Et puis j'ai commencé à voir se multiplier, sur mes fils d'actualité, les posts d'amis, âgés d'une trentaine d'années peu ou prou, annonçant se lancer dans la grande aventure de la sobriété.

Bien souvent, cette bonne résolution ne découle pas de ce qu'on pourrait considérer comme un problème d'alcool. La plupart des nouveaux abstinents se disent simplement qu'ils vivent mieux sans. La tendance est visible jusque dans les nouvelles rencontres : selon l'appli Bumble, ses utilisateurs britanniques sont 30 % plus nombreux qu'avant la pandémie à aller volontiers à un rendez-vous sans alcool; et près des deux tiers sont convaincus qu'on



SOURCE

THE OBSERVER

Londres, Royaume-Uni
Hebdomadaire,

177 600 ex.

observer.co.uk

Le plus ancien des journaux du dimanche (1791) est aussi l'un des fleurons de la "qualité britannique".

Il appartient au même groupe que le quotidien

The Guardian, mais il est d'obédience libérale. Le journal est réputé pour ses enquêtes longues, fouillées et sérieuses.

← Dessin de **Xavier Altona**, Pays-Bas.

peut nouer des liens plus durables quand on fait connaissance sans alcool.

Quand j'étais ado, la *picole* était un objet d'adoration, l'attribut définitif de l'âge adulte. Au début de l'adolescence, mes semblables ne buvaient pas énormément, mais c'était surtout que la demande dépassait largement l'offre. À 15 ans, je chourais régulièrement une ou deux bières dans les réserves familiales. Puis très vite, les bouteilles d'alcools forts de mon père ont baissé de niveau, lentement mais sûrement. Le soir du dernier examen du GCSE [équivalent du brevet], je suis allé camper avec

Quand j'étais ado, la *picole* était un objet d'adoration, l'attribut définitif de l'âge adulte.

des copains. Le temps que nous montions les tentes, j'avais descendu une bouteille de deux litres de cidre, et je suis tombé dans les vapes jusqu'au lendemain matin.

À la fac, la consommation est montée en puissance. On était plus calés sur les dernières promos au rayon alcools que sur nos cours – deux bouteilles de blanc italien pour 5 livres, la formule idéale pour un début de soirée, qu'on sorte ou pas. Aujourd'hui à l'aube de mes 30 ans, j'ai calmé mes ardeurs – finis, les *Tequila Tuesdays* ["mardis tequila"]. Il n'empêche que l'alcool, il faut le reconnaître, est un incontournable de ma vie sociale – et mes vellétés de suivre le

Sober October 2017 n'y ont rien changé. De ma prime jeunesse à aujourd'hui, il y a souvent eu au moins un peu d'alcool dans mes moments les plus joyeux.

Si le concept de *sober curiosity* a le vent en poupe dans les pays anglo-saxons depuis 2018, les rapports à l'alcool ont commencé à évoluer il y a plus longtemps. Amy Pennay, chercheuse au Centre for Alcohol Policy à l'université La Trobe, à Melbourne, étudie la consommation de boissons alcoolisées dans le monde et confirme que "les pays riches assistent aujourd'hui à un déclin indéniable de l'alcool chez les jeunes". Et cela ne date pas de quelques années.

Depuis le tournant du millénaire, la consommation recule chez les adolescents. "C'est aux États-Unis que le pic a été atteint en premier, dès 1999, précise Amy Pennay. En Islande, en Suède et plus largement en Scandinavie, la baisse remonte à 2001. L'Europe de l'Ouest, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont suivi, puis la plupart des pays européens, au milieu des années 2000."

L'alcool est une importante source de recettes fiscales pour les États – au Japon, le gouvernement est allé jusqu'à lancer [à l'été 2022] une campagne pour promouvoir la consommation d'alcool auprès des jeunes.

"Traditionnellement, quand la consommation d'alcool subit une variation dans un pays, ce changement se retrouve dans toutes les tranches de la population, expose Amy Pennay. Or aujourd'hui, les plus âgés continuent de boire, alors que les jeunes ont mis la pédale douce." Cette jeune génération est ainsi le moteur d'une évolution qui → 30

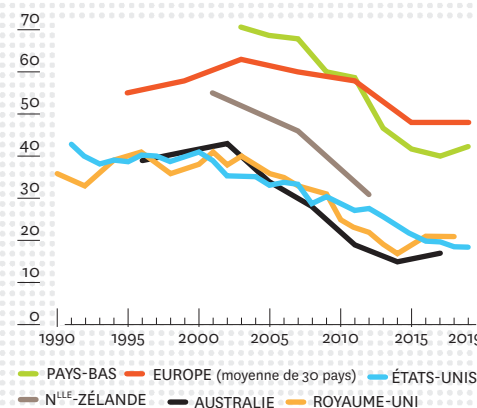
Contexte

"Génération ceinture"

●●● "Appelez-les 'génération ceinture'", écrit, un brin provocateur, le *New York Post*. "Les adolescents et lycéens d'aujourd'hui font ceinture sur la cigarette, l'alcool et le sexe", explique le tabloïd américain pour parler de l'étude publiée par la revue *Social Science & Medicine*, dont est issu ce graphique. Pression scolaire et lois plus strictes peuvent expliquer "ces comportements moins risqués" que ceux de leurs aînés. "L'obsession pour les téléphones", souligne l'étude, fait aussi que "les jeunes d'aujourd'hui sont moins enclins à passer du temps en tête-à-tête avec leurs amis".

Une tendance de fond

Prévalence de la consommation d'alcool chez les adolescents* durant le mois écoulé (en %)



* De 11 à 18 ans selon les pays.

29 ← échappe aux explications habituelles, du type modification de la législation, récession, guerre. Reste à savoir si cette baisse est durable. Mais si la tendance se confirme, et s'étend à tous les âges, l'alcool pourrait bien tomber en obsolescence.

Il est 16 heures en ce jeudi d'hiver, et il y a du monde au bar de la Liverpool University Guild of Students, le syndicat étudiant. À côté d'élèves de licence penchés sur leur ordinateur, deux étudiants plus âgés débattent avec ardeur en sirotant un cappuccino. Ils ne sont qu'une poignée à être attablés devant une pinte. Certes il est encore tôt, mais le peu d'alcool consommé étonne dans un bar étudiant. Ça tombe bien, car je suis en compagnie du président de la Sober Society de Liverpool, une "société pour la sobriété" qui il n'y a pas si longtemps aurait semblé bien incongrue dans cette ville festive.

Il y a dix ans à peine, la vie étudiante était une injonction permanente à la beuverie, mais aujourd'hui, les membres de la Sober Society n'ont pas honte de refuser un verre. On comprend assez bien les facteurs de cette évolution dans cette génération Z. Génération "numérique" plus encore que les milléniaux, ces jeunes nés à la toute fin du dernier millénaire sont mieux informés sur les dangers de l'alcool et sur les concepts de santé mentale, d'addiction et d'hygiène de vie. Quand j'étais ado, poster des photos de moi bourré sur Facebook, fraîchement lancé, était la chose la plus naturelle

Peut-être, sous l'effet d'une certaine culture de l'apéro beau et des parents qui font sauter les bouchons de champagne, l'alcool est-il devenu has been.

du monde; les ados d'aujourd'hui savent qu'il est périlleux de laisser derrière soi ce genre de trace numérique. Pour le dire simplement, ils font plus attention à eux. Parallèlement, l'université est moins considérée comme une longue teuf, et davantage comme l'antichambre du marché du travail – se soûler apparaît comme une bien mauvaise idée quand la concurrence est si rude pour se faire embaucher.

Peut-être aussi, sous l'effet d'une certaine culture de l'apéro beau et des parents qui font sauter les bouchons de champagne à répétition, l'alcool est-il devenu has been. Force est de constater une hausse significative de la consommation de stupéfiants chez les jeunes. Et puis il y a le coût de la vie – l'alcool est un luxe que beaucoup ne peuvent plus s'offrir. Et à cela s'ajoutent encore les injonctions faites à la jeunesse d'être productive en toutes choses, au travail mais aussi pour trouver des solutions à la catastrophe climatique – difficile d'être performant quand on est soûl comme un cochon.

Bien placée pour expliquer le phénomène, Millie Gooch a fondé la Sober Girl Society, vaste communauté de jeunes femmes explorant la vie sans alcool qui s'organise en ligne mais tient aussi régulièrement des rencontres "en vrai".

Aujourd'hui âgée de 31 ans, c'est une ancienne grosse buveuse. *"Arrivée à 26 ans, ma vie reposait sur un cycle perpétuel : sortir, prendre une cuite, me taper la gueule de bois, et recommencer. Un matin je me suis réveillée et j'ai compris qu'il fallait que ça cesse."*

Elle a tout de suite trouvé un accompagnement dans une flopée de nouveaux ouvrages sur le sujet et dans des ressources en ligne. *"Tapez 'sober-curious' dans Google, il y a pléthore de résultats, confirme Millie Gooch. La génération de nos parents n'avait pas tout ça à sa disposition : des podcasts, des influenceurs, des articles en ligne."* Les technologies jouent aussi un autre rôle : *"Personne n'a envie de faire un TikTok bourré qui peut instantanément devenir viral. Nos parents ne se levaient pas un lendemain de cuite en se demandant 'Merde, est-ce que j'ai appelé mon ex quinze fois hier soir?' Moi je me réveillais avec la gueule de bois, et je voyais mes amis sur Instagram en train de retaper un fauteuil, de faire des trucs sympas. Après un week-end passé à picoler ou à traîner au lit, je culpabilisais."*

Substances alternatives. Millie Gooch ne prêche pas la prohibition ni l'abstinence, et ces *sober societies* ne sont pas des alternatives aux Alcooques anonymes. *"Je veux juste que les gens comprennent qu'on peut avoir un autre rapport à l'alcool, explique-t-elle. Quand je buvais, il y avait des soirées sympas, quand je savais rester raisonnable. Le problème, c'est quand je dépassais les bornes."*

Si l'on se fie aux données médicales, l'alcool est indéniablement un fléau pour l'humanité. Une étude parue dans la revue médicale *The Lancet* en 2018 affirmait ainsi qu'il n'existe *"pas de niveau de consommation d'alcool qui soit sans risque"* et incitait les États à promouvoir la sobriété. Selon d'autres travaux publiés par *The Lancet* plus récemment, l'alcool serait à

Repères

Les recettes du sans-alcool

●●● Le processus de fermentation – le processus naturel par lequel les levures transforment les sucres en alcool – s'accompagne d'une transformation des saveurs, qui donne une partie du goût du vin ou de la bière. S'affranchir de cette étape ne suffit donc pas si l'on veut obtenir des boissons à faible teneur en alcool, voire qui en sont complètement exemptes, qui soient savoureuses. Résultat, on retire souvent l'alcool après coup, ou au cours de la fermentation, histoire de conserver ces fameuses saveurs. Pour ce faire, il existe plusieurs méthodes. Les deux plus courantes impliquent la filtration ou la distillation. *"Ces deux procédés nécessitent des technologies avancées et coûteuses, et sont généralement réservés aux plus gros producteurs"*, notent David Bean et Andrew Greenhill. Ces deux microbiologistes à la Federation University, en Australie, détaillent dans **The Conversation** les différentes techniques actuellement utilisées. Et précisent que l'on n'est pas obligé d'investir des sommes folles. En effet, d'autres levures que celles qu'on trouve habituellement sur le marché peuvent être exploitées. Mais les brasseurs ne dévoilent pas forcément leurs souches...



↑ Dessin d'Ajubel paru dans *El Mundo*, Madrid.

proscrire pour les moins de 40 ans, car il ne présente que des risques pour leur santé, et aucun bénéfice. *"Notre message est simple : les jeunes ne devraient pas boire"*, résumait Emmanuela Gakidou, l'auteur principal de l'étude.

Alors certes, l'alcool a bien des inconvénients, mais c'est aussi une source de plaisir. Il accompagne depuis des siècles toutes sortes d'aventures et de rites de passage; il aide à "se lâcher". Et dans la perspective d'une génération entière de jeunes adeptes de la sobriété, ne cédant jamais aux griseries de l'ivresse tant les pressions du 21^{ème} siècle sont grandes, il y a quelque chose de décourageant, de triste presque. Est-ce moi qui entre dans l'âge du "c'était mieux avant"? Ou y a-t-il bien, malgré tous les arguments de raison en faveur du zéro alcool, le risque qu'on y perde quelque chose?

Il faut dire que l'alcool est depuis longtemps un vrai totem de la culture occidentale. Nous avons beau savoir qu'il crée une très forte dépendance, augmente les risques de toutes sortes de maladies et qu'il a causé en 2021 près de 10 000 morts au Royaume-Uni, nous persévérons. Consommé avec modération, l'alcool ne nous entrave pas; pour beaucoup, c'est un risque qui vaut d'être couru.

Et avec un peu de chance, le dilemme pourrait bientôt disparaître. David Nutt est l'un des plus éminents spécialistes des drogues au Royaume-Uni. Depuis plusieurs années, il planche sur la mise au point d'un substitut à l'alcool. Sa boisson n'imites pas le goût du vin ou de la bière, comme certains breuvages sans alcool haut de gamme, mais elle a les effets fonctionnels. *"Si tout se passe comme nous le voulons, explique le chercheur, nous aurons bientôt un ingrédient qu'il sera possible d'ajouter à n'importe quelle boisson pour recréer les effets produits par quelques unités d'alcool, en reproduire"*



Le mot

“SOBER CURIOUS”

“C’est à la journaliste britannique Rosamund Dean que l’on doit la création de l’expression ‘mindful drinking’”, écrit

El País dans un article sur la sobriété.

Un terme recouvrant une approche plus réfléchie par rapport à la consommation d’alcool et visant à ne plus la considérer

comme une habitude ou une obligation sociale. Une année plus tard, le concept de “sober curious” est apparu dans

un livre de Ruby Warrington, en 2018. La “sobri-curiosité”, ou “curiosité pour la sobriété”, “consiste à explorer les moyens de passer un bon moment sans alcool dans le sang”,

explique le journal espagnol. Le concept fait désormais l’objet d’une catégorie à part entière sur TikTok.

On y retrouve entre autres des vidéos de défis sous les hashtags #sobriety, #soberlife, #alcoholfree ou encore #sobrietyforwomen.

les bienfaits pour la sociabilité sans les risques liés.” Il existe déjà dans le commerce Sentia, une liqueur à base d’herbes qui cible certains récepteurs nerveux pour recréer les effets qu’ont les premiers verres d’alcool. “Et nous avons aussi mis au point une nouvelle molécule, ajoute David Nutt : c’est l’Alcabelle, en phase de tests de sécurité alimentaire. L’alcool est LA grande drogue de la sociabilité, si on en consomme c’est pour une bonne raison. Mais nous voulons disposer d’une substance alternative qui en ait les effets positifs, sans faire tous ces morts.”

Pressions. Médicalement parlant, les arguments contre la consommation d’alcool ne sont pas contestables. Tout comme le recul du tabagisme chez les jeunes est une nouvelle dont il faut se réjouir, le recul de l’alcool serait une vraie conquête sanitaire. Mais il est assez évident que là n’est pas la seule motivation des jeunes explorateurs de la vie sans alcool. Face aux nombreuses pressions, qu’elles viennent des réseaux sociaux, de l’éducation, de l’économie ou du marché du travail, la jeunesse a peut-être du mal à trouver une place à une substance qui vous ralentit quand tout autour de vous vous invite à aller plus vite. Et en cela, la tendance a peut-être de quoi inquiéter.

Mon goût pour l’alcool tient à la valeur que je donne au plaisir qu’il m’apporte dans la vie, quand il est consommé avec modération. Comme bien souvent, la jeunesse d’aujourd’hui semble faire de meilleurs choix que ses aînés. On peut espérer cependant que la science apporte bientôt une solution qui lui permette de continuer à s’offrir les plaisirs de l’alcool, sans ses méfaits. En tout cas, voilà de quoi alimenter la conversation ce soir au pub.

—**Michael Segalov**
Publié le 15 janvier

Comment l’industrie s’adapte-t-elle?

Face à la baisse de la consommation de boissons alcoolisées dans les pays développés, les marques refusent de s’avouer vaincues, écrit **World Finance** dans une longue enquête. Elles amorcent une transition vers des produits sans alcool.

L’alcool, depuis des temps immémoriaux, fait partie intégrante de la vie de l’humanité en société”, écrit Rachel Richards dans une enquête intitulée “Alcool, la dernière goutte?” publiée sur le site de **World Finance**. Car, même si le secteur des boissons alcoolisées reste “l’un des plus gros et des plus puissants du monde moderne” – avec des ventes s’étant élevées en 2021 à 1170 milliards de dollars –, “les dernières évolutions dans les comportements du consommateur laissent penser que le filon tel qu’on le connaît menace de se tarir”.

Les premiers signes sont apparus au grand jour en 2018. Cette année-là, raconte **World Finance**, Berenberg Research a rendu publique une étude sur les habitudes en matière de consommation d’alcool. En ressortait que la génération Z (les personnes nées entre 1997 et 2010) buvait 20 % de moins que les milléniaux ou génération Y (nés entre le début des années 1980 et la fin des années 1990) qui, eux-mêmes, buvaient déjà moins que la génération X et les baby-boomers au même âge. “Avec une génération Z abstinente à plus de 25 %, le secteur alcoolier doit se préparer s’il veut éviter la gueule de bois”, résume Rachel Richards.

Bien que cette tendance à la sobriété soit emmenée par les plus jeunes, ils n’en ont pas l’apanage. Beaucoup, à travers le monde, quel que soit leur âge, renvoient leur rapport à l’alcool.

Les *dry January* ou *sober October* sont de plus en plus suivis. Au Japon, la tradition des *nomikai*, ces verres bus après les heures de bureau et partie intégrante de la culture du travail, “commence également à s’estomper”. Un changement qui coïncide avec une baisse de la consommation d’alcool à l’échelle du pays – de 100 litres en moyenne par personne et par an en 1995 à 75 litres en 2020. Les recettes fiscales ont

chuté en proportion, raconte Rachel Richards, poussant les pouvoirs publics à lancer une compétition, “*Sake Viva*”, pour relancer les ventes parmi les plus jeunes (*lire p. 33*).

Des tendances à la baisse similaires sont observées en Écosse, en

Italie, en Australie... Pourraient-elles continuer à s’accroître? D’aucuns objecteront que la consommation de boissons alcoolisées, si profondément ancrée dans nos modes de vie, ne sera jamais véritablement stigmatisée. Ce à quoi Rachel Richards répond en rappelant l’exemple du tabac. Pendant une grande partie du xx^e siècle, “la cigarette, non contente d’être socialement acceptable, était l’accessoire d’un idéal glamourisé par Hollywood, dont la consommation était même ouvertement vantée dans le cadre d’une bonne ‘hygiène’ de vie”. Et puis, à mesure que des études sortaient sur les dangers du tabac, “le vent a commencé à tourner”, comme il pourrait tourner pour l’alcool.

Le secteur en a conscience et a commencé à anticiper ces nouveaux comportements, explique **World Finance**. “Les alcooliers viennent répondre à la nouvelle demande de boissons sans alcool” en développant des breuvages peu ou pas alcoolisés. En 2022, les ventes cumulées de ces derniers dans dix pays ont augmenté de 7 %, dépassant 11 milliards de dollars, rapporte **Forbes**. L’Allemagne est aujourd’hui le premier marché pour ces boissons. Mais elle est talonnée par la France, “l’un des marchés mondiaux en plus forte croissance dans l’univers en pleine expansion des boissons sans alcool”, relève **The Guardian**. Là, estime le quotidien britannique, la “multiplication des *start-up* qui planchent sur des spiritueux, vins, cocktails et bières sans alcool” est le signe d’un changement.

—**Courrier international**



+10000%

C’EST L’ESSOR DE LA VENTE DE BIÈRES SANS ALCOOL

en Nouvelle-Zélande, au cours des cinq dernières années, selon **1News**, le site d’information de la télévision publique néo-zélandaise. Une tendance emmenée par les 18-34 ans et qui devrait se confirmer dans les mois et les années à venir, alors qu’une myriade de nouveaux produits sans alcool arrivent sur le marché. Autre bonne nouvelle : jamais “le niveau dangereux de consommation d’alcool” n’a été aussi bas, selon les résultats d’une enquête de santé publique dévoilés début janvier.

En France, tout part à vau-l'eau

La consommation de boissons alcoolisées, et notamment celle de vin, connaît une chute vertigineuse dans l'Hexagone, due aux nouvelles habitudes des plus jeunes. De quoi donner des sueurs froides au secteur viticole.

En mai 2021, la journaliste Claire Touzard publie un livre racontant son combat contre l'alcoolisme. À cette occasion, elle partage dans **The Times** son analyse du rapport qu'entretiennent les Français avec l'alcool : la sobriété serait quasi impossible et avouer son statut de non-buveur s'apparenterait à un coming out. "S'il est éminemment tabou d'admettre une dépendance à l'alcool en France, avouer que l'on a arrêté l'alcool de son plein gré, peut-être pour toujours, relève quasiment de l'outrage", écrit alors le quotidien. Et toute idée d'arrêt ou de réduction de la consommation d'alcool provoque des réactions épidermiques.

Pour preuve, dix-huit mois plus tôt, en décembre 2019, une ribambelle de personnalités s'insurgeaient, dans une tribune publiée par *Le Figaro*, contre l'instauration d'un "mois sans alcool" réclamé par plusieurs associations. Une menace ouverte pour le mode de vie à la française ! Face aux lobbys, Emmanuel Macron avait alors renoncé au lancement d'une opération officielle de sensibilisation. Mais tout change.

Désormais, le pays du vin et de la bonne chère serait en train de s'assagir, affirme le **Guardian**. "La France est l'un des marchés à plus forte croissance dans un contexte mondial d'expansion pour les boissons sans alcool", indiquait en décembre le quotidien britannique.

De fait, le Dry January, concept britannique qui consiste à ne pas boire d'alcool pendant tout le mois de janvier, a finalement été importé en France en 2020, et gagne doucement du terrain. Un vrai bouleversement pour un pays dont le président avait fièrement déclaré en mars 2018 : "Je bois du vin tous les jours, le midi et le soir."

Mais la nouvelle génération, elle, aspire à consommer de l'alcool différemment, et moins souvent. Résultat : "Les grands vignobles sont de

Le pourcentage d'élèves de troisième qui n'ont jamais consommé d'alcool a doublé au cours de la dernière décennie.

plus en plus nombreux à proposer des variantes sans alcool à côté de leur production habituelle, et de jeunes inventeurs français mettent au point des rhums et des Gins sans alcool."

Citant les données d'un analyste du marché mondial des boissons alcoolisées, *The Guardian* avance le chiffre de 20 % d'"abstinents" en France en 2022. Un chiffre cohérent avec les résultats d'une étude publiée en décembre par l'Organisation mondiale de la santé, et remarquée par le magazine américain **Forbes**. "La consommation de tabac, d'alcool et de cannabis

chez les adolescents français a diminué au cours de la dernière décennie, en particulier entre 2018 et 2021 et à la suite de l'épidémie de Covid-19 en 2020", indique l'étude. Certes, l'alcool reste la substance la plus consommée par les adolescents fran-

çais, avec deux élèves de troisième sur trois ayant consommé de l'alcool à un moment donné en 2021. Mais ce chiffre est le plus bas enregistré depuis 2010.

Plus intéressant encore, souligne *Forbes*, le pourcentage d'élèves de troisième qui n'ont jamais consommé d'alcool a doublé au cours de la dernière décennie. La raison principale à ce changement soudain ? La pandémie de Covid-19. "La limitation des possibilités de rencontres et de moments festifs avec les pairs s'est traduite par des occasions perdues d'initiation et de consommation de substances, d'où des consommations moindres, notamment d'alcool, qui se boit rarement seul à cet âge", commente l'un des responsables de l'étude.

L'une des principales boissons délaissées est le vin, dont la consommation en France aurait été divisée par trois en soixante ans : moins de 40 litres par habitant et par an en 2020, contre 120 litres en 1960, selon l'une des principales associations professionnelles du secteur. Le journal conservateur **Daily Telegraph** s'en gausse quelque peu et accuse "les vétérans de l'œnologie française, [qui] manquent à leur devoir patriotique en se montrant incapables de transmettre leur amour d'un bon millésime à la génération suivante".

— **Courrier international**

Témoignage

"ME SOÛLER N'EST PLUS AU PROGRAMME"

"Au cours des deux dernières années, témoignait en août Maddie Thomas, jeune journaliste au **Guardian Australia**, les fois où j'ai le plus bu ç'a été lors des soirées (confinées) avec mes amis âgés de 50 ans." Une coupe de champagne, une sangria pour accompagner une paella et un tiramisu arrosé de Bailey. "Me soûler n'est pas à mon programme et c'est une tendance que nous commençons à voir de plus en plus chez les personnes de mon âge : la génération Z, c'est-à-dire les personnes nées entre 1997 et 2010 environ, semble boire moins et passer davantage de temps sur Zoom."

➤ **Dessin de Joao Fazenda paru dans GQ, New York.**



L'essor des bars sobres

Proposer une carte entièrement sans alcool : de New York à Zurich en passant par Londres, le concept a le vent en poupe.

Un vendredi soir dans un restaurant sélectionné par le guide Gault & Millau, à Zurich." À première vue, la carte semble classique. Mais en y regardant de plus près, note le site suisse **Watson**, des subtilités ressortent. Thé pétillant au lieu du prosecco, vin sans alcool dans les sauces des plats proposés, faux gin dans les cocktails... "Le tout surmonté de la mention 'entièrement sans alcool.'" "Plutôt que de faire le plein de Doliprane, de plus en plus de jeunes préfèrent s'épargner la gueule



de bois et rester sobres”, confirme **The Daily Telegraph**. Au Royaume-Uni, 26 % des jeunes de 16 à 24 ans pratiquent la sobriété, selon une étude du cabinet spécialisé DrinkAware. Ces chiffres ont d’ailleurs poussé “*le premier bar de dégustation sans alcool à ouvrir ses portes à Londres, en décembre dernier, pour servir une génération Z de moins en moins portée sur la boisson*”.

Dans la Grosse Pomme, par exemple, “*une nouvelle tendance a vu se multiplier les bars, les soirées et autres événements sans alcool destinés aux esprits ‘tentés par la sobriété’*”, rapporte **The New York Times**. Et leur univers – oscillant entre bar clandestin de la prohibition et espace moderne de coworking – séduit de plus en plus de milléniaux et de zoomers à la recherche d’un “*autre choix que celui de la fête alcoolisée*”. Le journaliste sait de quoi il parle, lui qui, pour ce reportage, s’est accoudé au zinc de ces bars voués à la sobriété, et surtout a goûté les boissons et cocktails proposés. Du Spritz Spritz au martini au litchi, de la fausse sangria au mocktail “guérisseur”, en passant par le thé à la racine de kava ou le Passion Twist (brevages qui contiennent des extraits de plantes censés agir sur l’humeur), il dresse un panoramique de la vie nocturne et sobre de la ville qui ne dort jamais.



**REVUE
DE PRESSE**

Mais la tendance n’est pas propre aux grandes villes. Ainsi, une auberge inspirée des “*bars sobres*” américains a vu le jour “*au milieu de nulle part*” dans l’ouest de l’Allemagne, rapportent RedaktionsNetzwerk Deutschland et l’agence de presse **DPA**. Son propriétaire de 68 ans a volontairement choisi un coin reculé de Rhénanie-du-Nord-Westphalie pour s’installer car il voulait offrir aux habitants des villages alentour une “*alternative*” aux établissements traditionnels. Lui-même a arrêté de boire il y a huit ans, après des problèmes de pancréatite. À première vue, la carte des boissons semble tout à fait ordinaire : différentes bières, des vins rouges, blancs, un rosé, des spiritueux comme le whisky et le gin. Et même – nous sommes en Allemagne – deux variétés de Pilsner et une bière de blé à la pression. À ceci près que tout est sans alcool. “*Nous n’utilisons même pas d’alcool pour la cuisine*”, affirme Manfred Stell, le patron, qui, ce jour-là, a mis au menu des échalotes au vin rouge – préparées avec un vin sans alcool, évidemment. Il ne voit aucun problème avec ces boissons, notamment avec la bière sans alcool : “*Ça a le même goût, tout est dans la tête*”, affirme-t-il.

—**Courrier international**

Contrepoints

Irlande. Amères étiquettes

●●● “*Il existe un lien direct entre la consommation d’alcool et les cancers létaux.*” Sur le modèle de celui des paquets de cigarettes, cet avertissement va bientôt s’afficher en majuscules sur les étiquettes irlandaises, relate **l’Irish Independent**. “*Une mesure adoptée pour lutter contre la consommation excessive*” sur l’île d’Émeraude, où 15 % de la population avoue “*se cuiter*” à chaque prise d’alcool. Dublin devait d’abord obtenir l’aval de l’Union européenne, nécessaire pour introduire de nouvelles exigences pour la production d’une marchandise donnée. Chose faite fin 2022, malgré les protestations de 12 États membres. Grands producteurs de vins, la France, l’Italie, l’Espagne et le Portugal ont dénoncé cette décision. Ettore Prandini, le président de la Coldiretti, le syndicat de agriculteurs italiens, a ainsi déclaré : “*Les étiquettes alarmistes sur le vin sont une attaque directe contre l’Italie, principal producteur et exportateur mondial, avec plus de 14 milliards de chiffre d’affaires, dont la moitié à l’étranger*”, relate le site d’information **Open**.

Inde. Whisky, vodka et vin

●●● “*Aujourd’hui, en Inde, le secteur de l’alcool est l’un des marchés des boissons qui connaît la croissance la plus rapide du monde*”, constate **The Times of India**. En 2022, le secteur a généré 47 milliards de dollars de revenus, et la croissance annuelle attendue pour les prochaines années est de 8,86 %. L’augmentation de la population urbaine et la hausse des revenus disponibles sont les principaux facteurs qui favorisent l’essor de ce marché, précise le journal. La pandémie de Covid-19

a également eu une incidence sur les comportements, en particulier parmi les jeunes citadins aisés. “*Après avoir été isolés pendant deux ans, un nombre croissant de jeunes, surtout dans les villes, se retrouvent dans les restaurants, les clubs, les pubs et les bars*”, indique le **Times of India**. À la faveur d’une “*culture florissante de la gastronomie fine*”, beaucoup se tournent vers des boissons haut de gamme. Selon une étude de l’International Wines and Spirits Record (IWSR), situé au Royaume-Uni, l’Inde est le plus gros consommateur de whisky de la planète. Et la demande pour des boissons telles que le vin ou la vodka y augmente désormais rapidement.

Japon. L’argent d’abord!

●●● En 2020, les revenus de l’État japonais issus de la vente de boissons alcoolisées ont plongé, enregistrant une baisse de 100 milliards de yens (700 millions d’euros). Et les habitudes de sobriété prises durant la pandémie risquent d’enterrer définitivement cette source de revenus, qui rétrécit déjà depuis trente ans, rappelle **The Japan Times**. Alors qu’elles représentaient 5 % des recettes de l’État en 1980, ces taxes ne pèsent désormais plus que pour 1,7 % de cette manne. Il faut donc mobiliser d’urgence la jeunesse, en a déduit l’administration fiscale. En août dernier, elle a ainsi lancé un appel d’offres pour recueillir “*les idées de marketing du grand public*”, relate le blog **SoraNews24**. Le nom de l’initiative : “*Saké Viva !*” Une opération qui a tiré les leçons des confinements et de la pandémie. En effet, il ne s’agit pas de forcer les jeunes à sortir de chez eux, relève **SoraNews24** : “*L’Agence nationale des impôts a mis l’accent sur la consommation à domicile et sur l’utilisation du métavers pour effectuer les achats de boisson.*”

trans-
versales.

économie

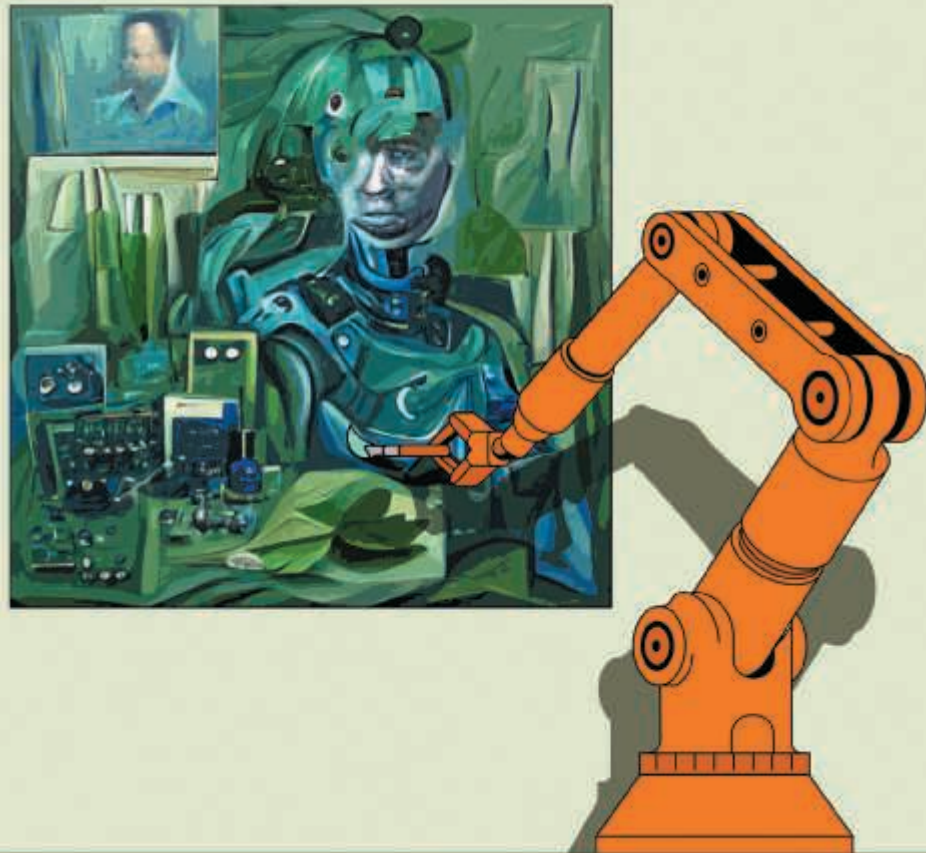
Environnement... 36

Signaux 37

Sciences..... 38

Microsoft mise gros sur ChatGPT

Informatique. Le géant américain compte investir massivement dans la société OpenAI, qui a développé la star des chatbots. De quoi prendre la tête de la course à l'intelligence artificielle.



IKON IMAGES

—The New York Times
(extraits) New York

Lorsqu'un chatbot [agent conversationnel] du nom de ChatGPT a fait son apparition sur Internet, à la fin de décembre, les dirigeants de certaines entreprises de la Silicon Valley ont craint d'être brusquement confrontés à une nouvelle technologie d'intelligence artificielle (IA) susceptible de perturber leurs activités. Mais chez Microsoft, on s'est congratulés. Cela faisait en effet des années que Satya Nadella, le PDG de la société, avançait ses pions pour en arriver là.

En 2019, Microsoft avait investi 1 milliard de dollars dans OpenAI, la toute petite entreprise de San Francisco qui a conçu ChatGPT. Au cours des années qui ont suivi, le groupe a discrètement investi 2 milliards de dollars supplémentaires, selon deux personnes bien informées qui souhaitent rester anonymes. Ces 3 milliards de dollars ont contribué à financer l'énorme puissance de calcul dont OpenAI avait besoin pour construire le chatbot. Ce qui a permis à Microsoft d'élaborer et déployer rapidement de

nouveaux produits fondés sur cette technologie.

Microsoft est maintenant prêt à défier ses concurrents de la Big Tech que sont Google, Amazon et Apple, avec un avantage technologique dont la société n'avait plus disposé depuis plus d'une vingtaine d'années. De source bien informée, elle serait en pourparlers pour placer 10 milliards de dollars [9,2 milliards d'euros] de plus

Le chatbot a répondu à des questions quiz, expliqué des idées et composé des paroles de chansons.

dans OpenAI, qui cherche à faire progresser encore sa technologie [Microsoft a confirmé le 23 janvier "un investissement pluriannuel de plusieurs milliards de dollars" dans OpenAI]. L'accord n'est pas finalisé, mais ces négociations en disent long sur la détermination du géant de la tech à rester à la pointe de ce qui apparaît désormais comme la technologie la plus prometteuse du secteur.

Satya Nadella avait déjà travaillé avec l'intelligence artificielle lorsqu'il dirigeait le moteur

de recherche Bing de Microsoft, il y a plus de dix ans, et cela fait plusieurs années qu'il organise tous les quinze jours une réunion interne avec des responsables de l'IA. "Satya espère que nous parviendrons à repousser les limites de l'IA, pour tous nos produits", explique Eric Boyd, le responsable de la plateforme d'IA chez Microsoft.

ChatGPT répond aux questions, écrit des poèmes et s'exprime avec brio sur presque tous les sujets qu'on lui soumet. Fondé sur les technologies antérieures GPT-3 et GPT-3.5, il est l'exemple le plus frappant de la technologie dite d'"intelligence artificielle générative", une expression qui désigne un système capable de créer du texte, des images, des sons et d'autres médias en réponse à de courtes invites de commande. "C'est d'ores et déjà un coup de maître, grâce notamment à Satya, qui a été assez clairvoyant pour faire un tel pari il y a trois ans, et aussi parce que toutes les applications seront génératives à l'avenir", estime Matt McIlwain, l'administrateur de [la société de capital-risque] Madrona Venture Group, à Seattle.

La nouvelle technologie d'IA générative pourrait tout

réinventer, des moteurs de recherche en ligne comme Google aux assistants numériques comme Alexa et Siri. Pour Microsoft, ces technologies sont un moyen d'étendre et d'améliorer sa gamme déjà très étendue de produits destinés aux entreprises, aux programmeurs informatiques et aux consommateurs, tout en dopant les recettes de sa plateforme d'informatique en nuage (cloud computing), Azure.

"C'est vraiment impressionnant de voir à quel point ces modèles génératifs parviennent à capter l'imagination", a déclaré Satya Nadella à des développeurs en Inde [le 4 janvier], avant d'ajouter : "Je pense que l'on vit un âge d'or."

Accord de licence. OpenAI travaille sur un système encore plus puissant, GPT-4, qui pourrait sortir dès ce trimestre, selon Matt McIlwain et quatre autres personnes bien informées. De son côté, Microsoft refuse de s'exprimer sur ses projets.

Bâti sur l'immense réseau de centres de données informatiques de Microsoft, il est possible que le nouveau chatbot ne génère que du texte, à l'instar de ChatGPT. À moins qu'il

ne se révèle tout aussi à l'aise avec les images. Des investisseurs en capital-risque et des employés de Microsoft l'ont déjà vu à l'œuvre. Mais OpenAI n'a pas encore décidé si le système qui sera lancé aura des fonctions étendues aux images.

OpenAI est dirigée par Sam Altman, 37 ans, qui s'est fait connaître dans la Silicon Valley pour avoir dirigé l'accélérateur de start-up Y Combinator. Avec des associés, il a créé OpenAI en 2015, au départ en tant qu'organisme à but non lucratif, avant de le transformer en une société à but lucratif [en mars 2019] afin de pouvoir chercher de manière plus active des financements.

Quelques mois plus tard, Microsoft investissait 1 milliard de dollars dans la société, s'engageait à construire les superordinateurs nécessaires pour les énormes modèles d'OpenAI, et devenait son "partenaire privilégié pour la commercialisation" de ses technologies. Par la suite, OpenAI a accordé une licence à Microsoft l'autorisant à ajouter directement ces technologies à ses propres produits et services.

Avec le soutien de Microsoft, OpenAI a poursuivi son chemin

← Dessin de **Harry Haysom**,
Royaume-Uni.

jusqu'à l'élaboration [en 2020] d'une technologie qui fera date, GPT-3. Un grand modèle de langage capable de produire du texte de manière autonome, y compris des tweets, des billets de blog, des articles de presse et même du code informatique.

Peu pratique à utiliser, cet outil s'adressait surtout aux entreprises et aux ingénieurs. Mais un an plus tard, OpenAI a commencé à travailler sur Dall-E, qui permet de n'importe qui de créer des images réalistes en décrivant simplement ce qu'il souhaite voir. Microsoft a intégré GPT-3, Dall-E et d'autres technologies du même genre dans ses propres produits.

Ainsi, GitHub, un site web de Microsoft très apprécié des développeurs, a proposé un outil de

«Pour élaborer ces systèmes, il faut un superordinateur et il y en a peu sur la planète.»

Aiden Gomez, FONDATEUR
DE LA START-UP COHERE

programmation baptisé Copilot, qui suggère la ligne de code suivante aux programmeurs au fur et à mesure qu'ils rentrent des lignes pour créer des applications pour smartphones ou autres logiciels. Cela fonctionne un peu comme les outils de suggestion automatique qui proposent le mot suivant

lorsqu'on tape du texte ou un courriel. D'après Eric Boyd, le champ de possibilités que cela ouvre «a laissé beaucoup de gens bouche bée».

Et puis, en décembre dernier, OpenAI a donc dévoilé ChatGPT. Plus de 1 million de personnes ont testé le chatbot durant les premiers jours qui ont suivi sa mise en ligne. L'agent conversationnel a répondu à des questions quiz, expliqué des idées et composé toutes sortes de choses, des devoirs scolaires à des paroles de chansons.

Microsoft a commencé l'année dernière à intégrer l'outil de création d'images Dall-E dans Bing, et travaille avec OpenAI sur une nouvelle version de ce moteur de recherche, qui inclura une technologie inspirée de ChatGPT, selon le site *The Information*.

Google, Meta [la maison mère de Facebook] et consorts ont passé des années à construire des modèles semblables à ChatGPT. Les systèmes d'IA développent leurs compétences en analysant d'énormes quantités de textes numériques, notamment des livres, des articles de Wikipedia, des programmes informatiques et des journaux de discussion. «Il faut vraiment un superordinateur pour élaborer de tels systèmes, et il n'y en a pas beaucoup sur la planète», souligne Aiden Gomez, ancien chercheur chez Google, qui a fondé Cohere, une start-up qui a élaboré une technologie similaire à ChatGPT. En

2019, Sam Altman expliquait au *New York Times* que l'investissement de 1 milliard de dollars par Microsoft consisterait pour l'essentiel à apporter la puissance de calcul dont OpenAI avait besoin et que Microsoft deviendrait à terme la seule source de puissance de calcul du laboratoire. Microsoft et OpenAI ont conçu un nouveau genre de superordinateur spécialement pour ChatGPT et pour d'autres technologies d'intelligence artificielle générative. Cela montre que Microsoft est tout disposé à proposer ces systèmes à ses propres clients.

«Hallucinations». Microsoft et OpenAI espèrent pouvoir faire progresser leurs systèmes en les entraînant avec de plus grandes quantités de données, ce qui, de l'avis de la plupart des experts, devrait effectivement conduire à une amélioration de leurs compétences. Pour l'heure, Microsoft admet que ces systèmes peuvent «avoir des hallucinations» et fournir des réponses mélangeant faits et fiction.

Gil Luria, qui suit Microsoft pour la banque d'investissement D.A. Davidson, explique que, lors de sa récente intervention en Inde, Satya Nadella a présenté des chiffres montrant qu'en l'espace de seulement trois ans jusqu'à 10 % de l'ensemble des données pourraient être générées par intelligence artificielle, ce qui représenterait jusqu'à 7 milliards de dollars de chiffre d'affaires pour Azure.

Cependant, ces technologies comportent encore de nombreux défauts et s'accompagnent de multiples points d'interrogation. Elles produisent souvent du contenu toxique, notamment des fausses informations, des discours haineux et des images préjudiciables pour les femmes et les personnes de couleur.

De fait, Microsoft, Google, Meta et d'autres sociétés se montrent assez réticentes à diffuser nombre de ces technologies en raison des dommages qu'elles pourraient causer à leurs marques. Ainsi, il y a cinq ans, Microsoft a rapidement fait machine arrière après avoir sorti un chatbot, Tay, qui générerait [sur les réseaux sociaux] des propos racistes, xénophobes et avait un langage ordurier.

— **Cade Metz et Karen Weise**

Publié le 12 janvier

NOTRE SÉLECTION

Pour commander,
scannez le code QR



Ou rendez-vous sur notre site :
<https://boutiquevpc.courrierinternational.com/>



8,50€*

• Format : 230 mm x 297 mm
• 76 pages

Best of 2022
Courrier international a sélectionné dans ce hors-série les articles de la presse étrangère qui ont marqué l'année 2022.



8,50€*

• Format : 230 mm x 297 mm
• 76 pages

La Bombe démographique
En 2100, il y aura 10 milliards d'humains sur Terre. Comment gérer le vieillissement de la population et les déséquilibres géographiques et économiques? Les réponses de la presse étrangère.

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu'au 30/6/2023 * Frais de port en sus en fonction du produit. Réception chez vous environ trois semaines après la prise en compte de votre commande. Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site Internet : <https://boutique.courrierinternational.com/cgv-co>

Contexte

Vague de licenciements

●●● Google et Microsoft «rejoignent d'autres entreprises de la tech, grandes et petites, qui dégraissent» pour faire face aux «turbulences économiques», constate **The Wall Street Journal**. Le 18 janvier, Microsoft annonçait 10 000 licenciements (5 % de ses effectifs). Le 20 janvier, Google révélait 12 000 suppressions de postes (6 % des effectifs). Début janvier, Amazon déclarait 18 000 licenciements, et, en novembre, Meta (ex-Facebook) en prévoyait 11 000. Après avoir racheté Twitter à l'automne, Elon Musk a réduit de moitié les effectifs. De quoi mettre un terme à la «frénésie d'embauches» des années de pandémie et «annuler la croissance des effectifs» de 2022, selon le journal américain. Sur un an, la tech aux États-Unis a supprimé plus de 200 000 postes, a recensé le **Financial Times**. Cela «touche plus de 50 000 personnes» pour les seuls Gafam (Google, Amazon, Facebook, Apple et Microsoft). Signe qu'ils ont «fait l'erreur de parier sur la poursuite d'une croissance fulgurante», juge le quotidien britannique.

ENVIRONNEMENT



Pillage, trafic et botanique

Biodiversité. La flore d'Afrique du Sud est victime d'un braconnage qui alimente un marché international. Une activité illégale et une tragédie écologique.

—Daily Maverick (extraits)
Johannesburg

En octobre 2022, trois ressortissants d'Arabie saoudite – un employé du ministère des Affaires islamiques, un analyste financier et un ancien militaire – sont arrivés en Afrique du Sud. Moins d'un mois plus tard, ils étaient condamnés par la justice de ce pays pour avoir illégalement prélevé plus de 1,63 million de graines et autres végétaux dans des régions de la côte ouest. Les trois hommes – Bedah Abdulrahman Albedah, Mohand Abdulnaser Althanaian et son père, Abdulnaser Mohammed Althanaian – ont plaidé coupables.

Ils auraient planifié l'exportation de graines vers une exploitation agricole en Arabie saoudite, mais leur projet ne s'est pas déroulé comme prévu : ils sont arrivés en Afrique du Sud, ont été poursuivis en justice, ont dû régler une amende de 2 millions de rands [environ 110 000 euros] et ont accepté de quitter le territoire.

Ils sont partis en criminels. Toutes ces péripéties se sont déroulées en octobre, le mois où le président sud-africain, Cyril Ramaphosa, et plusieurs de ses ministres se sont rendus en Arabie saoudite. Selon un communiqué de la présidence, "les discussions [ont porté] sur les perspectives d'exportation des produits frais sud-africains et les perspectives du pays en matière d'investissement". C'est ironique, dans la mesure où les trois Saoudiens sont soupçonnés d'avoir voulu exporter clandestinement vers leur pays des

graines volées en Afrique du Sud.

Cette affaire est symptomatique d'un pic de délinquance qui ravage des écosystèmes essentiels en Afrique du Sud et qui nécessite une intervention sans délai. Le ministère public a averti que les criminels qui s'en prennent à des plantes posaient un problème considérable et potentiellement irréversible. Certaines plantes volées qui sont saisies par la police ne peuvent pas tout simplement être replantées dans la nature.

Succulentes rares. Si on sait où une plante a été subtilisée et que les conditions le permettent, elle peut être replantée dans le respect de certaines techniques, si la zone concernée a été sécurisée.

À la fin d'octobre, lors d'une autre opération de lutte contre le trafic de plantes, la police a été informée qu'une Ford Fiesta avait quitté Clanwilliam [à 230 kilomètres au nord du Cap] avec des plantes endémiques. Le véhicule a été intercepté en chemin, à Citrusdal, et 3491 spécimens y ont été saisis. Quatre hommes

ont été arrêtés pour possession illégale de ces plantes.

En août, un véhicule avait été arrêté et fouillé lors d'une autre opération près de Clanwilliam : des plantes d'une valeur totale de 400 000 rands [environ 22000 euros] et cinq diamants bruts avaient été découverts dans les bagages d'un passager. Ce dernier, qui n'avait pas les autorisations nécessaires, a été arrêté.

En 2022, les trafiquants de plantes, notamment des fugitifs, des récidivistes et des malfaiteurs aux activités internationales,

ont probablement été responsables de la quasi-disparition de certaines variétés rares de plantes succulentes, dont ils ont volé plusieurs centaines de milliers d'exemplaires.

Les braconniers ciblaient l'éco-région de Karoo, qui s'étend de Lüderitz, en Namibie, jusqu'à la côte ouest de l'Afrique du Sud et la région de Little Karoo [à l'est du Cap]. C'est l'une des deux zones arides du monde où plusieurs espèces, en particulier de plantes succulentes, sont endémiques.

Nontsikelelo Mpulo, la porte-parole de l'Institut national sud-africain de la biodiversité, a déclaré au Daily Maverick en avril 2022 que, en trois ans, le nombre de

“Le commerce illégal de faune et de flore sauvages est l'un des principaux trafics mondiaux.”

Aradhana Heeramun,
PROCUREURE

végétaux saisis avait augmenté de plus de 250 %. "Il est probable que plus de 1,5 million de plantes aient été arrachées dans la nature en trois ans, indique-t-elle. Il est très probable que certaines espèces aient déjà disparu à l'état sauvage à force d'être cueillies illégalement, car le nombre de plantes confisquées qui sont stockées en sécurité en amont des procès dépasse souvent le nombre total précédemment estimé de ces plantes dans la nature."

Selon la procureure Aradhana Heeramun, qui a jugé l'affaire des Saoudiens, cette crise prend de l'ampleur. "Depuis le début de 2022, on observe un pic considérable de ces infractions, affirme-t-elle. Le commerce illégal de faune et de flore sauvages est l'un des principaux trafics mondiaux, outre les trafics de drogue, d'armes et d'êtres humains. Il est essentiel de reconnaître que le temps est compté pour les infractions environnementales, contrairement à de nombreuses autres formes de délinquance. Comme nos ressources naturelles sont limitées, l'inaction risque d'avoir des conséquences permanentes." Par le passé, Aradhana Heeramun avait déjà qualifié cette crise de "tragédie écologique" [lire aussi page ci-contre].

Prison avec sursis. Les autorités sont favorables à des sanctions judiciaires sévères. Dans l'affaire des trois Saoudiens, les trafiquants ont été condamnés moins d'un mois après leur arrivée en Afrique du Sud. Ils ont conclu un accord de peine avec la justice après avoir plaidé coupables devant un tribunal régional. Ils ont déclaré que les végétaux, dissimulés dans leurs bagages, leur appartenaient. Les accusations portées contre les quatre individus qu'ils avaient enrôlés ont alors été retirées.

[En plus de l'amende], les Saoudiens ont été condamnés chacun à sept ans d'emprisonnement ; c'est une peine avec sursis, qui ne sera pas mise à exécution s'ils ne récidivent pas pendant cinq ans. La procureure Aradhana Heeramun a déclaré à leur sujet : "Leur comportement est inexcusable. Tous trois sont des personnes instruites qui gagnent correctement leur vie et ont une famille. Abdulnaser Mohammed Althanaian (50 ans) a été dans l'armée. Son fils, Mohand Abdulnaser Althanaian (25 ans), est analyste financier. Et Bedah Abdulrahman Albedah

(40 ans) travaille au ministère des Affaires islamiques", précise-t-elle.

D'autres affaires montrent que le trafic de plantes via l'Afrique du Sud a une portée internationale. Byungsu Kim, un contrebandier sud-coréen de plantes grasses, a été condamné pour des faits comparables en Afrique du Sud et aux États-Unis. En janvier, il a été condamné aux États-Unis à deux ans d'emprisonnement. Avant cela,

“L'Afrique du Sud a l'obligation de lutter contre le trafic d'espèces sauvages.”

Nicolette Bell,
PROCUREURE

en avril 2020, un ressortissant des États-Unis, Kalman Kaminar, qui était lié à une pépinière de Los Angeles, a été condamné au Cap à deux ans de prison pour détention illégale de plantes grasses, qui restera une peine avec sursis s'il ne commet pas d'autre infraction pendant cinq ans.

Au début de novembre 2022, la procureure de la province du Cap-Occidental, Nicolette Bell, réagissant à l'affaire des Saoudiens, a assuré que son département s'employait à remédier à la crise du trafic de plantes. Elle a affirmé que la biodiversité sud-africaine devait être protégée : "L'Afrique du Sud a l'obligation, nationale et internationale, de lutter contre le trafic d'espèces sauvages. C'est le fait de plusieurs accords internationaux multilatéraux sur l'environnement, qui obligent l'Afrique du Sud à protéger ses ressources naturelles et à faire en sorte que le commerce international d'espèces sauvages protégées ne menace pas leur survie dans la nature."

—Caryn Dolley

Publié le 26 novembre 2022

SOURCE



DAILY MAVERICK

Johannesburg, Afrique du Sud
dailymaverick.co.za

Le Daily Maverick est né sur les cendres de Maverick, un magazine d'affaires lancé à la fin de 2005. Audacieux, décalé et réactif, désormais uniquement en ligne, il est devenu l'un des sites phares de la presse sud-africaine.



Le juteux commerce des espèces végétales

L'Afrique du Sud n'est pas la seule concernée. À l'échelle mondiale, le négoce de plantes représente plusieurs milliards de dollars par an.

26 000

espèces végétales font l'objet d'une utilisation bien attestée, et deux fois plus seraient utilisées à des fins médicinales.

10 %

de ces espèces font l'objet d'un **commerce international**.

11 %

des espèces évaluées sont **menacées d'extinction à l'état sauvage** selon les critères de la liste rouge de l'UICN.

De 60 à 90 %

des espèces seraient collectées dans la nature par des populations rurales et marginalisées dont les revenus et le bien-être dépendent souvent de ces prélèvements.

x 3 La valeur du commerce mondial des **plantes aromatiques et médicinales (PAM)** a presque triplé ces dernières années.

2018 **3**

1998 **1,2**

↑ Valeur des échanges mondiaux en milliards d'euros.

81 milliards d'euros

C'est le chiffre d'affaires annuel de la production mondiale de **produits forestiers non ligneux***.

* PFNL, ou produits forestiers autres que le bois.

Principaux exportateurs



Chine

Inde

Allemagne

États-Unis

Principaux importateurs



États-Unis

Hong Kong

Allemagne

Japon

26 %

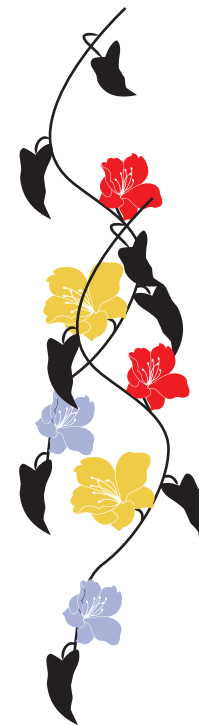
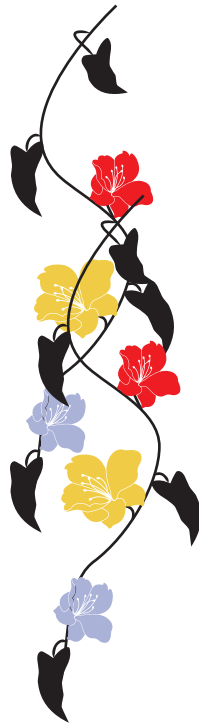
des foyers en Europe prélèvent des PFNL pour un montant annuel évalué à 23,3 milliards d'euros.

Les plantes et en particulier les PAM font l'objet d'un trafic, comme en témoignent les saisies réalisées en vertu de la Cites** par les États membres de l'Union européenne.

** Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction.

23 %

des saisies rapportées pour 2018 par les pays de l'UE portaient sur des produits médicinaux d'origine végétale ou animale et des dérivés à usage médical, dont **plus de 260 000 dérivés médicinaux** d'origine végétale.



Zoom sur une saisie, par la police, de plantes qui avaient été prélevées illégalement en Afrique du Sud en octobre 2022

↓ Nombre de végétaux saisis : répartition par famille, genre ou espèce

Astéracées

Felicia

911 446

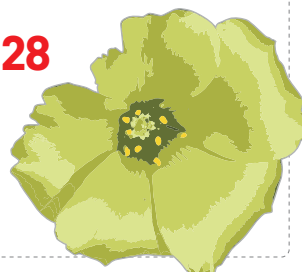


Et aussi :
Dimorphotheca | 212 259
Arctotis | 130 823
Gazania | 60 195
Ursinia | 44 624
Leysera | 2132
Oncosiphon | 401
Cotula | 296
Senecio | 55
Euryops | 4

Neuradacées

Grielim

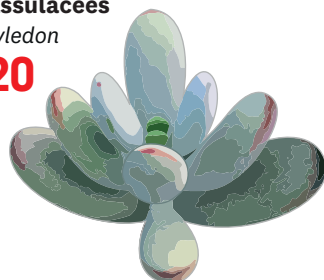
264 928



Crassulacées

Cotyledon

320



Fabacées

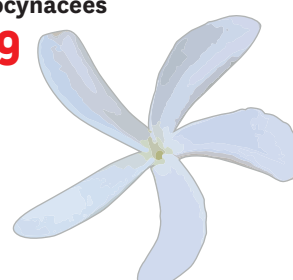
Lessertia

4 917



Apocynacées

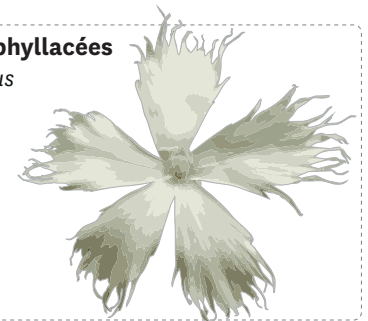
129



Caryophyllacées

Dianthus

816



Et aussi : **Dioscoréacées**

Dioscorea elephantipes | 18

Aizoacées

Conicosia | 10
Drosanthemum | 4

Scrofulariacées

Jamesbrittenia fruticosa | 9

Total | 1 633 386

La source



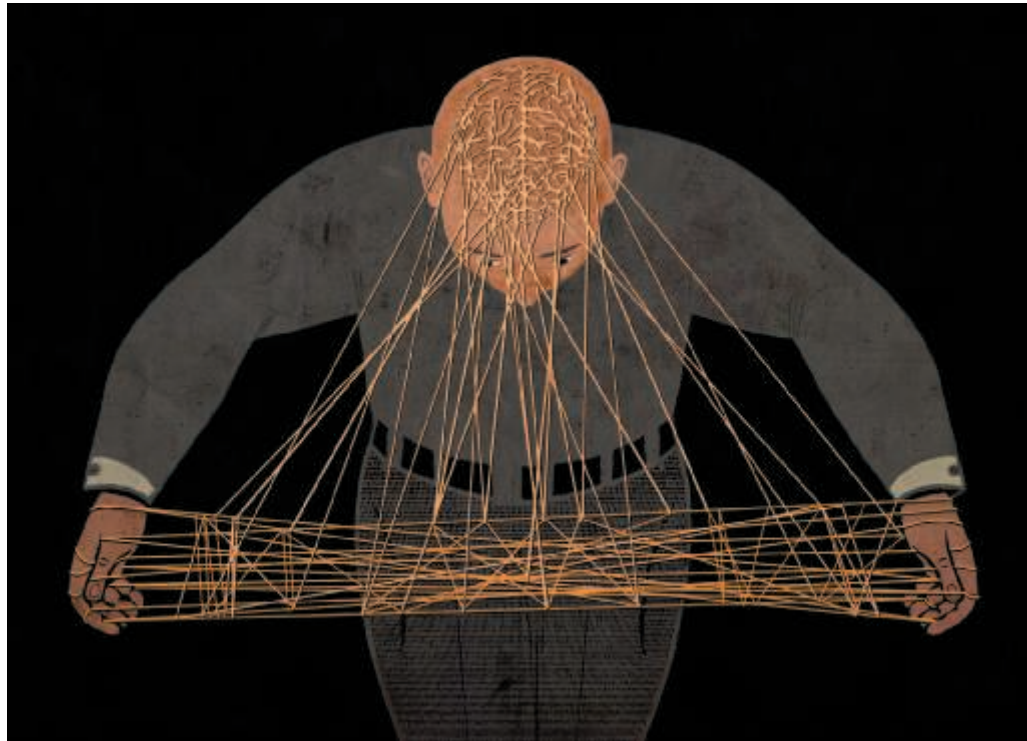
COURRIER INTERNATIONAL. Cette datavisualisation a été conçue et réalisée par notre infographiste, Catherine Doutey. Elle s'appuie sur un rapport de 2020 de l'UICN, une ONG de protection de la biodiversité, ainsi que sur des données

du Daily Maverick pour la partie concernant les plantes prélevées de façon illégale en octobre 2022 en Afrique du Sud et saisies par la justice [lire ci-contre]. Bien souvent, le trafic de plantes sauvages menace des écosystèmes déjà fragiles.



Apprendre sans oublier

Neurologie. La réorganisation des connexions entre les neurones est à la base du processus de mémorisation. Mais comment notre cerveau arrive-t-il à apprendre de nouvelles choses sans “écraser” ce qu’il sait déjà ?



—The Economist Londres

Il est difficile d’apprendre de nouvelles choses. Il est encore plus difficile de se souvenir de ce que l’on a appris. Tout système d’apprentissage efficace, que ce soit un cerveau ou un logiciel d’intelligence artificielle, doit présenter le juste équilibre entre stabilité et flexibilité : il doit être suffisamment stable pour se rappeler les informations anciennes, mais suffisamment flexible pour apprendre de nouvelles sans détruire les traces des vieux souvenirs – de préférence aussi longtemps qu’il existe.

L’apprentissage est le résultat d’une modification des connexions neuronales dans le cerveau. Les cellules nerveuses sont connectées par un tout petit espace appelé synapse, qui est situé à l’extrémité de leurs branches. Des molécules appelées neurotransmetteurs traversent ces espaces et transmettent ainsi les messages. On estime actuellement qu’un cerveau humain compte 600 000 milliards de synapses.

Comment le cerveau gère-t-il le dilemme entre stabilité et plasticité [capacité à se restructurer], en particulier au fur et à mesure qu’il vieillit et donc qu’il

stocke des informations ? D’après une étude réalisée par Dimitra Vardalaki, Kwanghun Chung et Mark Harnett, du Massachusetts Institute of Technology, qui vient d’être publiée dans *Nature*, l’un des moyens pour le cerveau de gérer ce dilemme est de conserver à l’âge adulte un type de synapse que l’on trouve chez les enfants et qui forme les souvenirs. Elles sont appelées les synapses silencieuses.

Les synapses silencieuses, qui, comme leur nom l’indique, ne transmettent pas de signaux d’une cellule nerveuse à une autre, se trouvent souvent à l’extrémité de filopodes, de

minces protubérances immatures qu’on trouve sur les cellules nerveuses. Jusqu’à présent, on pensait qu’elles disparaissaient au fur et à mesure que le cerveau mûrissait.

Dimitra Vardalaki, Kwanghun Chung et Mark Harnett ont cependant démontré que non seulement elles demeurent présentes à l’âge adulte, mais aussi qu’elles sont nombreuses, du moins chez les souris. Après avoir étudié les connexions neuronales du cortex visuel de souris adultes, les chercheurs ont constaté qu’un peu plus d’un quart d’entre elles étaient des synapses silencieuses sous forme de filopodes. Or les cerveaux humain et murin sont suffisamment semblables pour qu’on trouve presque certainement la même chose chez l’humain.

Le trio a fait appel à une technique d’imagerie à très haute résolution appelée eMap. Ils ont étudié 2 234 synapses situées entre des cellules nerveuses qui possèdent des milliers de synapses chacune. Avec un

Tout système d’apprentissage doit présenter le juste équilibre entre stabilité et flexibilité.

microscope eMap, on peut déterminer quelles protubérances sont des filopodes mais pas quelles synapses sont silencieuses. Pour cela, les chercheurs ont dû tester comment les filopodes réagissaient au glutamate, le principal neurotransmetteur excitateur du cerveau.

Pour commencer, il a fallu envoyer un flux constant de glutamate aux synapses en question. Les chercheurs ont ensuite dirigé des faisceaux laser sur la synapse, ce qui a libéré le neurotransmetteur. Ils ont mesuré l’activité électrique sur cette partie du neurone grâce à une électrode ultrafine pour voir

si la synapse réagissait. Ils ont constaté, comme ils s’y attendaient, que les protubérances des neurones matures génèrent une activité électrique quand elles étaient exposées au glutamate. En revanche ce n’était pas le cas des filopodes, ce qui confirmait que leurs synapses étaient silencieuses.

Les synapses silencieuses ne servent à rien sauf si on peut les activer au moment approprié. Et les chercheurs ont confirmé que c’était possible. Ils ont pu amener les versions silencieuses des filopodes à se transformer en synapses actives, matures, en combinant la libération de glutamate avec un courant électrique provenant du corps du neurone.

En quelques minutes, les synapses silencieuses se sont mises à présenter des molécules réceptrices caractéristiques des synapses actives. Le même procédé appliqué à des synapses matures n’a rien donné. Il est donc difficile d’amener les synapses matures à changer la nature de leur connexion (ce qui répond au côté stabilité du dilemme), mais facile d’activer les synapses silencieuses (ce qui répond au côté plasticité). [Ainsi, le cerveau adulte, en plus de conserver la stabilité des connexions neuronales existantes et les souvenirs associés à ce réseau, est capable, à travers des connexions établies mais silencieuses, de continuer d’apprendre de nouvelles choses. Stabilité et plasticité peuvent cohabiter.]

La prochaine étape consistera à déterminer comment, pourquoi et quand apparaissent de nouveaux filopodes. D’après Harnett, la découverte de ces synapses silencieuses avides d’apprendre “va nous permettre de commencer à comprendre comment se fait l’apprentissage chez l’adulte et comment éviter qu’il se dégrade au cours du vieillissement ou à la suite d’une maladie”.—

Publié le 7 décembre 2022



SIX PIEDS SUR TERRE

D’autres voix pour un monde durable

UN NOUVEAU PODCAST SIGNÉ



Courrier international

À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE



Málaga, *l'aimant espagnol*

360



MAGAZINE

Paul Mescal, un acteur nommé désir ● Cinéma 44
Maisons de poupées, scènes de crime ● Histoire 46

La ville natale de Picasso était connue pour ses plages. Aujourd'hui, la cité de 579 000 habitants connaît un nouvel essor, avec l'afflux de salariés de la tech adeptes du télétravail au soleil. Pourrait-elle y perdre son âme? — *El País Semanal* [extraits] Madrid

Cela faisait deux jours que j'étais arrivé à Málaga. J'étais venu essayer de comprendre les raisons de la popularité incontestable dont la ville jouit depuis quelques années. J'avais entendu la version de Francisco de la Torre, qui en est le maire depuis plus de vingt-deux ans et qui est considéré par plusieurs comme ayant contribué dans une large mesure au miracle. J'avais aussi pu observer le froncement de sourcils avec lequel de nombreux habitants de la ville accueillent le succès qui a rempli Málaga de touristes et fait augmenter les loyers. Et, pour la quatrième fois, on m'avait demandé : "As-tu rencontré Felipe Romera? — Pas encore, non. — Eh bien, tu devrais lui parler."

Le lendemain, donc, je suis monté à bord d'un taxi. "Vous pouvez m'emmener au parc technologique, s'il vous plaît? — Bien sûr. Vous allez voir Felipe Romera?"

Toute la ville semble convaincue que cet homme de 68 ans détient le secret du succès de Málaga. Dans une salle adjacente à son bureau, affalé sur une chaise, le directeur du parc technologique de Málaga [Málaga TechPark, Parque Tecnológico de Andalucía de son nom officiel] attend à peine que je lui pose une question pour se mettre à parler. Sans omettre un détail, un nom ni une date, il raconte la façon dont un terrain vague situé en périphérie de la ville est devenu, en l'espace de trente ans, ce qu'il est aujourd'hui, à savoir un parc technologique où se côtoient, et collaborent, 600 entreprises regroupant plus de 20 000 employés originaires du monde entier.

Son récit était plus passionnant que le résumé que j'en fais, mais il m'a fallu attendre jusqu'à la 39^e minute de notre entretien pour l'entendre évoquer ce qui, selon lui, explique la popularité croissante de Málaga auprès des entreprises et des travailleurs spécialisés : "Ce qu'on a donné aux gens ici, tant dans le parc que dans la ville, c'est de l'affection. Aux entreprises comme aux visiteurs. Et, comme tu le sais, l'affection, c'est gratuit, mais c'est ce qui est le plus difficile à donner."

Melina Frías témoigne d'une volonté obstinée d'apprendre à danser le flamenco. "Parce que ça fait mal." Cette jeune femme de 39 ans, qui passe beaucoup de temps à

l'étranger dans le cadre de son travail, a aussi mal à sa ville. Jusqu'à récemment, Melina faisait partie des rares voix discordantes à remettre en cause l'énorme succès que connaît la ville – un sifflet esseulé au milieu des acclamations. Aujourd'hui, toutefois, avec l'évolution des habitudes de travail provoquée par la pandémie, les voix qui s'élèvent sont plus nombreuses.

Car Málaga est sur toutes les lèvres. En Espagne, certes, mais aussi à l'étranger. C'est l'endroit idéal pour aller faire la fête le temps d'un week-end, à un point tel que la mairie tente de mettre un frein aux enterrements de vie de garçon les plus débridés. Mais également une destination prisée pour une escapade culturelle (on peut choisir entre le musée Picasso, le centre Pompidou et le Thyssen, entre autres).

C'est aussi une halte gastronomique : on vient manger dans ses restaurants étoilés Michelin ou déguster des brochettes sur les plages de Pedregalejo ou d'El Palo. On y vient aussi simplement pour faire une longue et agréable balade depuis le belvédère de Gibralfaro jusqu'à



← Le Centre Pompidou Málaga, inauguré en 2015 dans un édifice appelé El Cubo ("le cube"). Photo Daniel Ochoa de Olza

la promenade de la Farola en passant par des rues qui n'ont plus grand-chose à voir avec celles, décadentes, voire dangereuses, d'il y a vingt ans. Et comme si cela ne suffisait pas, la dernière mode n'est pas d'acheter un billet de TGV ou d'avion pour arriver le vendredi à Málaga et rentrer le dimanche, mais de se procurer un aller simple.

Melina Frías craint que cet afflux de touristes et de travailleurs étrangers, tous dotés d'un pouvoir d'achat hors de portée de la majorité des habitants de la ville, ne finisse par convertir Málaga en une sorte de parc à thème, comme Barcelone ou Venise. Depuis quelque temps, elle a l'impression que Málaga ressemble de plus en plus à un grand aéroport. "Je m'occupe de la logistique du tournage de certains grands films, et je passe donc beaucoup de temps dans les aéroports, fait valoir Melina. Ce sont des terres qui n'appartiennent à personne, des limbes, en quelque sorte. Les milliers de personnes que l'on côtoie dans cet espace à un moment précis seront catapultées dans d'autres régions du monde et remplacées, trois ou quatre heures plus tard, par des milliers d'autres. Les aéroports sont des lieux qui, bien que toujours bondés, n'ont ni caractère ni mémoire. Quand je retourne à Málaga après une longue absence, je sens que les références que j'y ai sont en train de disparaître." Elle poursuit : "C'est un produit conçu pour les touristes, pas pour ceux qui y vivent. La ville est jolie, c'est vrai, mais on a l'impression qu'on la fait belle pour la vendre ensuite."

Le maire ne cherche pas à nier cette inquiétude croissante, mêlée, sans aucun doute, avec la fierté de voir Málaga faire enfin partie des villes les plus attractives, plus encore que Séville même, avec laquelle elle entretient une vieille rivalité.

Mais avant de laisser Francisco de la Torre répondre, donnons un aperçu du personnage. Le maire de Málaga, presque octogénaire, possède une solide formation universitaire en sociologie et en génie agronomique, et ses dispositions progressistes vont parfois à contre-courant des positions les plus conservatrices du Parti populaire [PP, droite], dont il est membre depuis 1995.

Tous ceux avec qui je me suis entretenu, y compris ceux qui ne partagent pas ses idées, reconnaissent que le maire "est un gentleman" et se souviennent d'une attention qu'il a eue pour eux, notamment lorsqu'ils ont vécu des difficultés personnelles. On peut sans doute y voir un élément de cette "affection" qui caractérise la ville, selon le

directeur du parc technologique, mais l'attitude du maire et la connaissance consciencieuse qu'il a de chaque dossier désarment ses opposants.

Felipe Romera et Francisco de la Torre pratiquent tous deux cette vieille manière de faire de la politique selon laquelle il est indispensable, et pas seulement souhaitable, d'entretenir de bonnes relations avec ses adversaires. *“Sans une coopération constante et durable entre les institutions, ce projet n'aurait jamais pu se concrétiser”,* souligne Romera. *Mais il a reçu l'appui du PSOE [Parti socialiste ouvrier espagnol], du PP, d'Izquierda Unida [un rassemblement de partis de gauche], de Podemos [gauche radicale]... Et celui du maire, d'abord et avant tout. Ce qui importe, ce n'est pas que Google ait installé un centre de cybersécurité à Málaga, mais plutôt pourquoi il l'a fait. Et il l'a fait parce qu'avant lui était venue une start-up, puis une autre et une autre encore, et qu'on en a pris soin comme on l'aurait fait d'une grande entreprise. Ça, je peux te dire que c'est le genre de choses qui n'arrive qu'ici.”*

La ville espère maintenant que ses efforts seront récompensés et qu'elle sera choisie pour accueillir l'Exposition internationale de 2027. Le maire s'est rendu à Paris les 28 et 29 novembre pour y présenter la candidature de la ville sur le thème *“L'ère urbaine : vers la ville durable”*.

Assis dans une salle du centre Pompidou, le maire répond sereinement aux préoccupations des sceptiques. *“Málaga est une ville ouverte, hospitalière. Elle accueille depuis des siècles le talent entrepreneur. Et nous nous employons à faire connaître la ville pour que les entreprises multinationales d'autres pays viennent et, évidemment, pour que le talent local puisse s'épanouir.”*

“Tout cela a amené Google à décider d'installer ici l'un de ses sièges. Mais il ne faut pas oublier qu'il y a des années Google s'intéressait déjà à une entreprise locale de cybersécurité, Virus Total, et que ses propriétaires avaient insisté pour rester ici [quand la société a été rachetée en 2012], ce que Google avait fini par accepter. Et cette capacité d'attirer et de conserver les talents s'est révélée cruciale, car elle nous a permis d'éviter d'être pris en otage par l'Occident technologique américain. Au fil des ans, Málaga est devenue non pas uniquement une destination culturelle et touristique de choix, mais aussi une ville qui exerce un attrait indéniable auprès des entreprises de technologie et notamment auprès de leurs salariés.”

Le journaliste Nacho Sánchez, qui a quitté Antequera [une ville voisine] en 1999 pour venir étudier à l'université à Málaga, a assisté en première ligne à cette espèce d'exode inversé. Au lieu d'exporter de la main-d'œuvre à faible coût, Málaga accueille depuis quelques années des spécialistes des technologies de premier plan. Plus récemment, des opérateurs du secteur financier ont aussi commencé à y affluer. *“Il y a toujours eu des plages et un climat agréable, mais ce n'était pas suffisant pour attirer de grandes entreprises, explique-t-il. De nombreux facteurs ont fait évoluer les choses, l'un d'eux étant la pandémie. Les gens sont de plus en plus nombreux à vouloir s'installer quelque part où ils pourront mener une vie agréable sans pour autant renoncer à poursuivre une carrière professionnelle. J'ai été particulièrement étonné de constater que les employés de Citigroup [l'entreprise new-yorkaise de services financiers a ouvert à Málaga, en 2022, un centre pour ses analystes juniors], tous des jeunes dans la vingtaine, des membres de la génération Z, ne viennent pas dans l'intention de toucher plus d'argent. Ils préfèrent gagner moins, 30 à 40 % de moins que leurs collègues de Londres, et pouvoir aller au bureau à pied, se balader à vélo ou faire bronzette en plein mois de novembre.”*



Ouvert en 1992, le parc technologique de Málaga accueille plus de 600 entreprises et 20 000 salariés du monde entier.

Photo © Málaga TechPark

“Málaga allie atouts naturels et avantages d'une ville de taille moyenne, où il n'y a pas de gros bouchons de circulation et où les transports publics fonctionnent bien, enchaîne Nacho Sánchez. On ne trouve pas ça partout. Le fait que Citigroup a reçu 3 700 CV pour 27 postes à Málaga en l'espace de quelques jours en dit long sur l'attrait qu'exerce la ville... Et quand j'ai rencontré certains de ceux qui ont obtenu un emploi, tous ont souligné l'emplacement stratégique de la ville par rapport à d'autres lieux intéressants. Isadora Sunderhus, une Brésilienne de 23 ans, m'a raconté qu'en deux mois à peine elle avait visité Prague et Paris. L'aéroport Málaga-Costa del Sol, qui se trouve à un peu plus de quinze minutes en voiture ou en train du centre, est un élément clé.”

La possibilité de faire rapidement des allers-retours à Madrid ou ailleurs est, effectivement, un facteur important tant pour ceux qui viennent y vivre que pour ceux qui, il n'y a pas si longtemps, devaient choisir entre partir vivre à l'étranger ou changer de métier. Javier Calleja, un artiste de 51 ans dont l'œuvre fait fureur partout dans le monde, se remémore cette époque : *“Avant, on n'avait d'autre choix que de partir vivre à Paris, à Londres ou à Berlin... Ou, au plus près, à Madrid ou à Barcelone. Tout le monde parlait de l'exode des cerveaux, mais personne n'évoquait l'émigration culturelle. De fait, je suis parti vivre à New York jusqu'à ce que je me rende compte que, grâce à l'aéroport d'abord, puis au TGV, je pouvais très bien vivre à Málaga. C'est vrai qu'on a l'impression que Málaga est en train de devenir une ville chère, mais ça dépend de ce à quoi on la compare. Le coût de la vie est beaucoup plus faible qu'à New York ou même à Madrid. Et l'offre culturelle de Málaga a de quoi faire pâlir d'envie celle de n'importe quelle autre ville. C'est vrai qu'il faudrait mettre au point une politique pour éviter que les habitants de certains*

quartiers soient défavorisés, mais, dans l'ensemble, il y a plus d'avantages que d'inconvénients.”

Antonio Banderas fait partie de ces artistes qui ont dû quitter Málaga pour poursuivre leur carrière. Près de quarante ans après son départ, l'acteur est revenu s'installer dans sa ville natale, dont il est devenu une icône. Le soir [de 2015] où il a reçu le Goya d'honneur, il a décrit aux membres de l'industrie du cinéma réunis pour l'occasion un souvenir qui lui était toujours resté en tête : celui du quai de la gare de Málaga, le 3 août 1980, à 18 heures. Deux silhouettes, celles de ses parents, rapetissant à mesure que le train de la Costa del Sol s'éloignait vers Madrid, où le jeune Antonio comptait réaliser son rêve de devenir acteur.

Vous devez me croire quand je vous dis que chaque fois que je terminais une prise ou un film, je pensais à l'Espagne. Pas à l'Arizona, pas à Cleveland. Pour moi, le plus important, c'était de savoir comment mon travail serait accueilli dans mon pays et, plus précisément, à Málaga et dans mon quartier”, a-t-il ajouté. Antonio Banderas est aujourd'hui un producteur de théâtre à succès, mais aussi un important faire-valoir touristique. Sa maison est un arrêt obligé dans les circuits touristiques. *“Quand je suis sur la terrasse, il y a des gens qui crient mon nom à pleins poumons depuis l'Alcazaba [la forteresse] : ‘Antoniooooo’ ! Je crois que je vais devoir installer une silhouette en carton.”*

Plus sérieusement, il dit que la ville a beaucoup changé depuis son départ, mais que sa façon de la voir a aussi évolué. *“Il est indéniable que Málaga vit un grand moment. Les multiples musées de la ville, le Théâtre Soho [dont il est le propriétaire] et le Festival de cinéma, qui sert de vitrine à*



↑ Felipe Romera, 68 ans, directeur historique du Málaga TechPark. Beaucoup le tiennent pour le principal artisan du renouveau que connaît la ville. Photo Daniel Ochoa de Olza

“Ce qu’on a donné aux gens, c’est de l’affection. Et l’affection, c’est gratuit, mais c’est ce qui est le plus difficile à donner.”

Felipe Romera,
DIRECTEUR DU MÁLAGA TECHPARK

l'ensemble de la cinématographie latino-américaine, sont des exemples clairs de cette patine culturelle qu'a acquise l'ADN de la ville et qui s'est étendue à tous ses habitants.”

Cette dernière affirmation est cependant plus difficile à corroborer. Il suffit de visiter les quartiers de la périphérie, ceux qui ne donnent pas sur le front de mer, ceux d'où l'on ne voit pas passer les grands navires de croisière qui accostent chaque jour au port, pour constater que l'horizon reste barré pour une partie des habitants.

Dans le quartier de La Palmilla, une voix s'élève, celle de José Miguel Santos. Ce professeur de mathématiques a l'impression que rien ne change et qu'il crie toujours dans le désert. *“Ici, c'est l'autre ville. Or on oublie l'existence de cette autre ville. Si l'on compare les données recueillies dans ces quartiers il y a vingt ans, il y a dix ans et aujourd'hui, alors que Málaga est en plein essor, on voit que les problèmes liés à l'échec scolaire, à l'absentéisme et au décrochage et le désintérêt pour les études et pour l'avenir sont toujours bien présents. Qu'est-ce qu'on a fait pour remédier au problème? Serait-il si difficile de faire en sorte que le succès de la ville bénéficie dans une certaine mesure aux plus défavorisés, qu'il permette de les arracher à ces rues sans issue?”*

Pendant notre entretien, j'ai noté dans mon carnet trois nombres – 30, 15, 8 – et un geste. Le premier, 30, correspond au nombre de jeunes qui commencent la première année de l'éducation secondaire obligatoire dans l'établissement où il enseigne; 15 représente le nombre d'élèves qui y sont toujours quatre ans plus tard, et 8, le nombre de ceux qui intègrent le lycée ou la formation professionnelle. On ignore combien d'entre eux terminent les études qu'ils ont entreprises, mais le geste d'impuissance de José Miguel Santos ne laisse pas entrevoir beaucoup d'espoir.

Felipe Romera insiste malgré tout sur le fait qu'un jeune qui parle anglais et qui apprend à programmer pourra toujours trouver du travail à Málaga. Le maire, Francisco de la Torre, estime quant à lui qu'il faut miser sur la recherche de l'excellence pour que la popularité dont jouit actuellement Málaga dure dans le temps. *“On doit viser l'excellence dans tous les domaines, ajoute-t-il, y compris le tourisme. Je préfère un hôtel cinq étoiles à un établissement quatre étoiles, et un quatre-étoiles à un trois-étoiles... Ça génère davantage de revenus pour la ville et pour les employés de l'industrie du tourisme. Pour cette raison, il est aussi très important qu'on mette l'accent sur la formation.”*

Joaquín Cuenca incarne en quelque sorte le succès de la ville. En 2007, alors qu'il avait seulement 29 ans, ce physicien originaire de la province d'Alicante [dans le sud-est de l'Espagne] est devenu le premier Espagnol à vendre une entreprise à Google. Aujourd'hui PDG de Freepik, il est toujours membre actif d'une lignée de jeunes entrepreneurs de l'univers des technologies. Ces derniers se distinguent notamment par une capacité étonnante à changer en or tout ce qu'ils touchent, mais aussi par le fait qu'ils misent sur Málaga et sur son indépendance, y compris celle du parc technologique.

Les locaux de l'entreprise de Joaquín Cuenca occupent presque entièrement un édifice situé à côté de la cathédrale. Son message est clair : *“En ce qui concerne la technologie et l'innovation, on a réussi à faire de Málaga un exemple d'une ville où il fait bon vivre. Mais on a également assisté à un essor marqué du tourisme, ce qui peut aussi avoir des répercussions négatives. Les mesures que l'on prend pour améliorer la ville ont parfois pour effet de ruiner ce qui l'avait rendue attrayante au départ.”*

Cette dernière phrase résume bien le nœud du problème. Comment cette ville qui éblouit, cette ville dont

tout le monde parle, cette cité dans laquelle il est agréable de déambuler et à laquelle, grâce aux transports à haute vitesse, affluent chaque week-end des dizaines de milliers de personnes pourrait-elle continuer de briller sans pour autant perdre son âme? C'est un débat bien réel, un débat enrichissant dont on doit examiner les arguments, surtout lorsqu'on voit comment d'autres villes – Barcelone, par exemple – sont victimes de leur propre succès.

Málaga ne doit pas seulement son charme au marbre neuf des rues du centre, aux néons des boutiques de la rue Larios et aux fêtes qui s'y déroulent le week-end, mais aussi à ceux qui ont contribué à la rendre unique. Citons notamment Rafael Martín Delgado et Isabel Cámara, les architectes du musée Picasso [inauguré en 2003 dans un palais du XVI^e siècle rénové], qui ont aussi dirigé les travaux de restauration de la Alcazaba, et Miguel Angel Oeste, qui travaille au Festival de cinéma et a écrit un roman saisissant intitulé *Vengo de ese miedo* [“Je viens de cette peur-là”, paru en 2022 et inédit en français].

Il y a aussi Lucía Vázquez, qui a reçu un appel il y a plusieurs années déjà, alors qu'elle s'était installée à Philadelphie pour approfondir ses études en muséologie, *“à une époque où il n'y avait encore aucun musée à Málaga”*. On lui proposait de faire partie de l'équipe du musée Picasso : *“Je ne suis pas encore revenue de ma surprise.”* Ou María Jesús Bernet et José Antonio Mesa Toré, qui, grâce au Centro Generación del 27 et à d'autres initiatives culturelles, ont maintenu en vie la flamme de la poésie à une époque où Málaga ne rimait avec rien.

Ou Melina Frías, qui, par un mercredi de novembre aux températures estivales, s'éloigne des rues du centre, encore pleines de touristes, entre dans un *tablaó* discret près du centre Pompidou et commande un verre d'un vin appelé La Ola del Melillero. *“Tu sais d'où vient ce nom?”*

Tout sourire, elle me parle de la vague que provoquait le bateau qui faisait le trajet entre Melilla [une enclave espagnole au Maroc] et le port de Málaga lorsqu'il passait en face de la ville, une vague [ola, en espagnol] qui mouillait les serviettes de ceux qui n'étaient pas suffisamment prévoyants. Il suffisait de regarder où les baigneurs déposaient leur serviette à une heure précise de l'après-midi pour savoir qui était de Málaga et qui venait de l'extérieur. Il ne serait pas étonnant de voir d'ici peu un Finlandais retirer sa serviette juste à temps.

“Et pourquoi le flamenco te fait-il mal? — Ça, c'est une autre histoire.”

— Pablo Ordaz

Publie le 4 décembre 2022

SOURCE



EL PAÍS SEMANAL

Madrid, Espagne

Hebdomadaire

elpais.com/elpais/eps.html

Inclus dans la livraison dominicale

d'El País depuis la création

du quotidien en 1976, le magazine

est réputé pour ses signatures

et la diversité de ses reportages

au long cours. Ce supplément

hebdomadaire au style épuré

s'intéresse à une diversité de sujets,

traitant entre autres de mode

et publiant des interviews intimistes,

le tout illustré avec soin.

plein écran. 

↓ Paul Mescal à Londres,
le 13 octobre 2022. Photo Tom
Jamieson/The New York Times



—Financial Times (extraits) Londres

Paul Mescal part en arrière dans un éclat de rire. Un rire détendu. Nous sommes dans un restaurant du nord de Londres, il sirote un cocktail *picante* et je viens de lui poser une question sur son style vestimentaire. “Je ne me moque pas de la question, précise-t-il en cherchant à se reprendre, mais du fait que c’est une question à laquelle je dois m’attendre. Ça m’est complètement étranger. Je trouve ça marrant... Ce n’est pas que je ne me trouve pas stylé, mais je trouve que d’autres sont plus à l’aise dans ce domaine que moi.”

Deux ans et demi se sont écoulés depuis que l’acteur irlandais a crevé l’écran dans l’adaptation télévisée de *Normal People*, un roman de Sally Rooney. Depuis, il s’est plusieurs fois distingué par son style – notamment lors de la promotion de *The Lost Daughter* de Maggie Gyllenhaal [mis en ligne sur Netflix à la fin de 2021] et d’*Aftersun*, de Charlotte Wells, sorti en novembre 2022 au Royaume-Uni et en Irlande.

En observant Paul Mescal afficher une assurance décontractée ou porter nonchalamment les montres les plus convoitées de Cartier pendant la séance photo [réalisée pour un supplément du *Financial Times* dévolu à l’industrie du luxe], je suis frappée par l’écart qui semble exister

Paul Mescal, un acteur nommé désir

Il est à l’affiche du film *Aftersun*, qui sort ce 1^{er} février en France. Depuis la série à succès *Normal People* qui l’a révélé, l’acteur irlandais de 26 ans est en pleine ascension.

entre sa vie intérieure et l’image qu’il projette. Il affirme qu’il “*privilégie un tee-shirt blanc et un jean... ou un smoking chic avec un détail choc*”, mais il a aussi été vu avec des motifs audacieusement associés. De la couleur. Une veste dorée. Ça aussi le fait rire. “C’est un de ces vêtements que j’ai vus sur un portant et je me suis dit : ‘J’adore, mais je pense que c’est pour quelqu’un d’autre.’ Puis, une fois que je l’ai essayé, je me suis dit : ‘Tu sais quoi? Si je porte ça, je ne vais pas en mourir. J’y survivrai. Je dirais même plus, je m’y sens bien.’”

Le jour de notre rendez-vous, il est en pleine répétition pour *Un tramway nommé désir*, le huis clos claustrophobe de Tennessee Williams créé en 1947 qui se déroule à La Nouvelle-Orléans [la pièce se joue jusqu’au 4 février à l’Almeida Theatre, à Londres]. Dans un appartement se déchaine une tempête faite de désir sexuel, de rivalité, de violences, de pauvreté, de classes sociales, de deuil et d’amour lorsque la sœur de l’épouse vient y séjourner.

Mescal joue le mari grossier et magnétique, Stanley Kowalski, et il est épuisé.

Ce jour-là, ils ont fait un filage de l’épique scène 3 : un tournant paroxystique pour son personnage qui commence par une partie de poker très animée, suivie d’engueulades houleuses, et qui atteint son point culminant lors d’une réconciliation conjugale passionnée, quasi sauvage.

L’impulsion. Stanley Kowalski était pour Mescal sur la “*liste des personnages à incarner avant de mourir*”, se souvient la metteuse en scène, Rebecca Frecknall. C’est ce qu’il lui a dit lorsqu’elle l’a contacté pour le rôle. “C’est l’une des premières pièces que j’ai vraiment étudiées, souligne l’acteur, et je me suis épris de Tennessee Williams. Un tramway est ma pièce favorite de lui : elle est parfaitement représentative de ses paysages sexuels brutaux, mais elle fait aussi une place à la beauté..., à des personnages qui sont capables d’exprimer la beauté du monde.”

Avant *Normal People*, il avait joué dans deux théâtres dublinois le rôle principal du *Lieutenant of Inishmore* [de Martin McDonagh] et de *Gatsby le Magnifique*, ce dernier avant d’être diplômé de la prestigieuse école dramatique irlandaise The Lir Academy. Et si elle s’est initialement demandé s’il n’était pas trop jeune, Rebecca Frecknall m’assure que Mescal est “une bête de scène... Le rôle de Stanley est très physique, c’est un personnage à la physicalité impulsive. Et c’est ce qui me plaisait chez Paul : il aime travailler le mouvement et l’impulsion. Il n’hésite pas. Je ne pense pas qu’il s’autocensure par crainte de se tromper.”

Le rôle de Stanley, joué pour la première fois à Broadway (puis au cinéma) par Marlon Brando, nécessite de bomber le torse, et pas qu’un peu. “Le principal défi pour incarner Stanley est, dit simplement, d’exprimer cette bestialité de Brando d’une façon intéressante. Et ce n’est pas donné à tout le monde”, estime le critique de théâtre Michael Coveney.

Pour Mescal, qui voit *Un tramway* en tant que membre de la Gen Z, “Stanley est sans aucun doute un archétype qui existe; il reste une figure fascinante. Un homme brut de décoffrage très physique, un homme intelligent qui s’est battu pour arriver où il en est, un homme très sexualisé, et quelqu’un qui existe en ce monde et ne se soucie de rien à part son appartement, sa voiture, sa femme, son foyer.”

Les explorations nuancées de la masculinité que mène Mescal ont défini son parcours jusqu’à présent. Très récemment, il y a *Aftersun*, récit poignant d’un jeune père perdu et esseulé, Calum, et de sa fille de 11 ans lors de vacances en Turquie dans les années 1990. Les sanglots qui convulsent le corps de Mescal, qui affiche l’expression muette du désespoir, d’un côté du lit, sont sans aucun doute l’un des grands triomphes cinématographiques de l’année.

“Les deux extrêmes m’intéressent, affirme Mescal au sujet du contraste entre Calum et Stanley. Les extrêmes de la vitalité, de la

↓ Une scène du *Piège de Huda*. À gauche, Manal Awad, dans le rôle-titre. Photo Destiny Films

brutalité, de la physicalité de l'homme. Je me passionne pour ces façons d'être et ce qui pousse les hommes à faire ces choix." Et de résumer : "Finalement, aucun de ces hommes n'arrive à faire son chemin dans le monde."

Mescal a grandi à Maynooth, ville universitaire à l'ouest de Dublin, et il parle avec affection de sa famille. Sa mère, policière, et son père, enseignant, vivent encore là-bas, tandis que son frère cadet, Donnacha, vit à New York, et sa sœur, Nell, à Londres. Mescal vient d'acheter un bien en Irlande. "Après la sortie [de *Normal People*], j'ai activement cherché à partir [d'Irlande]. Et depuis deux ou trois ans, j'ai eu plus envie de penser

"Paul est quelqu'un qui, je crois, a besoin d'être convaincu par ce qu'il fait. Le talent n'est pas tout, il a besoin que le projet en vaille la peine... Je suis très admiratif des choix qu'il a faits."

Mescal a pour modèle les parcours d'Adam Driver et de Joaquin Phoenix ("Ils font des choix intéressants. Et, même s'ils jouent dans quelque chose qui n'est pas nécessairement excellent, eux sont toujours bons"). Au lieu de s'engager dans un rôle principal après le succès de *Normal People*, son premier choix s'est porté sur un second rôle dans *The Lost Daughter*. Après *Aftersun* viendra une réinterprétation de *Carmen* par Benjamin Millepied et, bien plus tard, *The History of Sound*, une histoire d'amour qui se déroule pendant la Première Guerre mondiale [aucun de ces deux films n'a pour l'instant de date de sortie en France]. Chacun de ces choix, souligne Mescal, est alimenté par un désir de "travailler un muscle différent".

"Pour moi, le succès est une chance de s'améliorer si on fait les bons choix. Le succès de *Normal People* m'a permis d'être vu par Maggie [Gyllenhaal] et de jouer face à Olivia [Colman, dans *The Lost Daughter*]", c'est-à-dire de "pouvoir apprendre en côtoyant Olivia pendant quelques jours de tournage".

Il a un mode opératoire : "Absorber, absorber." Le résultat ? "Je suis un meilleur acteur aujourd'hui que quand j'ai commencé *Normal People*, grâce aux personnes avec qui je travaille." Ce n'est pas une révélation qui a l'arrogance d'un Brando, mais elle a l'humilité, l'intensité et la concentration d'un Mescal.

— **Beatrice Hodgkin**
Publié le 16 décembre 2022

CINÉMA

au long terme, à un endroit où je passerais du temps entre deux rôles." L'île d'Émeraude s'est révélée irrésistible : "C'est une région sublime. C'est paisible. Et les gens sont gentils." Cette discussion sur l'achat d'une maison est le seul moment de l'interview où Mescal semble anxieux. "Ce sont toutes ces choses de l'âge adulte, confie-t-il dans un rire nerveux. C'est... un peu stressant, mais motivant. Il faut bien grandir."

Il faut dire que la courbe d'apprentissage a été exponentielle. La médiatisation de *Normal People* à la sortie de la série a souvent été exaspérante, et les réactions à son nouveau statut de coqueluche ont parfois viré au licencieux, voire à l'obscène. Mescal ne se laisse pas impressionner. "Honnêtement, je choisis de ne pas me stresser avec ça, résume-t-il. J'ai bien conscience que c'était, disons, un peu merdique. Mais faut quand même se rappeler que c'est ce qui arrive aux femmes depuis la nuit des temps dans les médias – cette objectification. C'est peut-être un rééquilibrage. Espérons que ça passe." Et de conclure : "Et je l'espère vraiment, car c'est pas marrant."

La tête froide. Il est peut-être plus difficile de naviguer entre la célébrité naissante et les relations familiales. Il ne cache pas qu'il consulte un psychologue pour l'y aider : "C'est pour rester sain d'esprit. Ce que je trouve difficile, c'est que la vie est parfois merdique, mais le travail est génial, et on se sent un peu coupable de ça – Je m'amuse au boulot, mais ça sera moins marrant en rentrant à la maison." Il marque une pause. "Je pense que les psychologues sont des personnes très, très utiles dans ce monde."

Sa méthode semble fonctionner. "Il se donne pleinement, mais ne se prend pas trop au sérieux", témoigne Saoirse Ronan, qui joue avec Mescal dans *Foe*, thriller dystopique de science-fiction [dont les droits de distribution ont été achetés par Amazon Prime Video]. "D'après moi, c'est le meilleur moyen d'avoir une vie professionnelle saine et de garder la tête (relativement) froide!"

"Intelligent, ouvert et prêt à travailler en groupe, décrit Lenny Abrahamson, qui l'a dirigé dans *Normal People*. C'est une joie de l'avoir sur un tournage." Il poursuit :



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com



Aftersun, subtil et poignant. Une jeune femme se souvient de vacances passées, vingt ans plus tôt, avec son père en Turquie. Le premier long-métrage de l'Écossaise Charlotte Wells a été applaudi par la critique. Il sort le 1^{er} février en France. Ce jour-là, découvrez sur notre site une revue de presse des analyses que la presse anglo-saxonne lui a consacrées.



Le Piège de Huda, thriller à Bethléem

Ce film palestinien, qui sort le 1^{er} février, dénonce l'oppression des femmes dans les Territoires occupés.

Un documentaire aurait été impossible. Je ne pense pas que les victimes auraient accepté de me parler", explique à **Arab News** le réalisateur palestinien Hany Abu-Assad. "L'une des rares victimes à avoir osé s'exprimer, il y a quinze ou vingt ans, a écrit une lettre et s'est suicidée. La fiction était la seule solution."

Pour son nouveau film, Hany Abu-Assad (*Paradise Now*, *Omar*) s'est inspiré de faits réels. L'histoire, rapportée par la presse, d'un "salon de coiffure qui recrutait de jeunes Palestiniennes pour les services secrets israéliens en les mettant dans des situations compromettantes et en les faisant chanter", résume-t-il. Les victimes étaient forcées de collaborer, par peur du déshonneur familial et social.

Le Piège de Huda a pour décor Bethléem, en Cisjordanie occupée. Il compte deux héroïnes : Huda (Manal Awad), la propriétaire d'un salon de coiffure, contrainte par le Mossad à devenir agent recruteur, et Reem (Maisa Abd Elhadi), une jeune mère de famille qui est l'une de ses clientes et victimes. Quand la première est démasquée par la résistance palestinienne, c'est leur destin à toutes les deux qui bascule.

Ces deux dernières années, *Le Piège de Huda* a été présenté dans de nombreux

festivals. "Le message du film est simple et percutant : prises entre des ennemis politiques unis dans leur misogynie, les femmes palestiniennes n'ont pas d'issue", a décrypté **The New York Times**. Lors de son interrogatoire, Huda "dénonce un patriarcat palestinien aussi détestable et oppressif à ses yeux que l'ennemi qu'elle a décidé d'aider", acquiesce le **Los Angeles Times**.

Dans les pays arabes, cette originalité du propos a toutefois été occultée par certaines "scènes osées", comme les qualifie **Al-Monitor**, un site d'information sur le Moyen-Orient. Pour forcer ses clientes à collaborer avec le Mossad, Huda les drogue et, tandis qu'elles sont endormies, les photographie dénudées sur un lit, dans les bras d'un homme. Elle utilise ensuite les images pour les faire chanter. C'est ce qui arrive à Reem, et l'actrice palestinienne Maisa Abd Elhadi, qui joue son rôle, a accepté de se livrer sans retenue à la caméra.

Dans le magazine américain **Variety**, Hany Abu-Assad clame son admiration : "Dans notre société, un acteur doit être très courageux pour oser se montrer nu. Je crois que Maisa Abd Elhadi est la première actrice palestinienne à l'avoir fait."

Sur les réseaux sociaux, la polémique a été vive. Certains ont parlé de "pornographie". "Êtes-vous en colère parce qu'elle [Reem] est nue à l'écran, ou parce que vous la désirez ?" a répliqué l'écrivain palestinien Mohammad Tayssir sur le site panarabe **Raseef22**, évoquant le rapport compliqué des hommes arabes avec le corps féminin. Hany Abu-Assad a annoncé que les scènes dénudées seraient coupées dans la version du *Piège de Huda* qui serait diffusée dans les pays arabes. Mais cela n'a pas suffi à relancer la carrière de son film au Moyen-Orient.

— **Courrier international**

Courrier international est partenaire de ce film.



REVUE DE PRESSE

histoire. 

Comment des maisons de poupées ont bouleversé les enquêtes criminelles

xx^e siècle — États-Unis

Dans les années 1940, Frances Glessner Lee révolutionne les enquêtes criminelles en reproduisant des scènes de crime en miniature. Et change radicalement de destin.



— **La Libre Belgique** (extraits) *Bruxelles*

C'est dans le Chicago de la fin du XIX^e siècle que Frances Glessner Lee voit le jour. Ses parents font partie de l'élite sociale d'alors. Ce sont de riches industriels dont l'esprit est marqué par les coutumes de l'époque. Frances reçoit dès lors une éducation très stricte, son père estimant que les filles n'ont pas leur place sur les bancs de l'école. Son avenir semble tout tracé : elle sera femme au foyer.

Les journées de la jeune fille sont rythmées par l'apprentissage des arts ménagers. Mais elle, ce qui la passionne, ce n'est pas la couture ou la cuisine, c'est la médecine et particulièrement la médecine légale. Si son frère part étudier cette matière à Harvard, elle est contrainte de rester chez elle et de se marier. À 20 ans, elle épousera un avocat et donnera naissance à trois reprises.

Si elle ne peut étudier la médecine, Frances est tout de même en contact avec le domaine médical puisque son frère l'étudie. Ce dernier lui présente George Burgess Magrath, un médecin légiste et ami d'université. De cette rencontre naît une forte amitié. George et Frances passent de longues heures à discuter de médecine et d'enquêtes criminelles. Ils constatent des problèmes dans l'investigation des meurtres.

À l'époque, les policiers et les officiers judiciaires, que l'on nomme *coroners*, sont très peu formés. Lorsqu'ils arrivent à un endroit où un meurtre a été commis, ils ne prêtent pas beaucoup d'attention aux indices. Ils transportent les corps, marchent sur les lieux et y laissent des traces. Il est donc très difficile de récolter des preuves scientifiques et de résoudre les enquêtes par la suite. Face à cette réalité, les deux amis décident de s'associer afin de mettre en place une méthodologie de l'enquête criminelle. Ils défendent notamment l'idée que les corps meurtris doivent être analysés par des médecins légistes.

Pour mettre en place leur nouvelle approche, Frances et George ont besoin de fonds. À 52 ans, Frances Glessner Lee a divorcé et a hérité du patrimoine familial après le décès de ses parents et de son frère. Elle décide alors de faire différents dons afin de contribuer à l'évolution de la médecine légale. Elle octroie tout d'abord de l'argent à l'université Harvard pour créer un département de médecine légale, le premier des États-Unis. Trois années s'écoulent avant qu'elle ne fasse son deuxième don à l'université. Cette fois-ci, elle crée la Magrath Library of Legal Medicine, une bibliothèque spécialisée en médecine légale et en jurisprudence médicale. Enfin, elle fonde une association nationale pour promouvoir et améliorer la médecine légale, qui influencera la manière dont les analyses des crimes sont effectuées aux États-Unis.

Les étudiants ont quatre-vingt-dix minutes pour analyser la scène représentée dans la boîte avant d'essayer de deviner ce qui a pu se passer.

Frances et Georges l'ont constaté : les personnes qui se rendent sur les lieux de crimes ont des lacunes. Alors, dans les années 1930-1940, Frances décide de mettre en place un outil éducatif particulier : les Nutshell Studies of Unexplained Death. En français, on nomme cela des "dioramas". Il s'agit de boîtes dans lesquelles elle reconstitue des meurtres à l'aide de bouts de bois et de tissu. Frances représente toute la scène du crime dans les moindres détails. Elle utilise les mêmes tissus que ceux de la réalité pour créer les vêtements, les tentures... Les objets sont disposés comme ils l'étaient lorsque le crime a été découvert. Si la porte était entrouverte, elle le sera dans la version miniature. Si de la vaisselle sale a été retrouvée dans la cuisine,

elle sera aussi disposée sur la table en "modèle réduit". C'est le souci du détail qui anime cette passionnée de médecine légale.

Frances Glessner Lee a dépensé plusieurs milliers de dollars pour concevoir vingt dioramas et former les étudiants en médecine légale et les enquêteurs. La formation se déroule comme suit : les étudiants reçoivent une loupe et une lampe de poche et ont quatre-vingt-dix minutes pour analyser la scène représentée dans la boîte. Une fois le temps écoulé, leur tâche est de deviner ce qui a pu se passer. Frances forme ainsi les étudiants à la "fouille géométrique", qui consiste à analyser un lieu dans le sens des aiguilles d'une montre. Cela permet un meilleur examen du lieu que les méthodes arbitraires du passé.

En 1943, Frances Lee Glessner reçoit le titre de "capitaine honoraire de la police de l'État du New Hampshire". Cette promotion lui est attribuée en reconnaissance de son apport à l'analyse criminelle. C'est la première femme des États-Unis à obtenir un tel grade dans la police. En 1945, Frances fait don de ses dioramas à Harvard. Ils seront utilisés pendant vingt ans, jusqu'à la clôture du département de médecine légale. Ils seront ensuite transférés à l'Office de médecine légale du Maryland, où ils continuent, encore aujourd'hui, à être employés par les travailleurs du domaine médico-légal lors de séminaires. Si elles étaient initialement réservées aux formations scientifiques, beaucoup voient désormais ces "boîtes à crimes" comme des œuvres d'art. Elles ont d'ailleurs été exposées dans une galerie à Washington D.C. en 2017.

Frances Glessner Lee a inspiré le petit écran. La conception du personnage Jessica Fletcher de la série *Arabesque* se fonderait sur sa vie. Les séries télévisées *Les Experts* et *The Wire* font aussi des clin d'œil aux maisons miniatures créées par la "mère de la criminologie".

— **Clémence Dascotte**

Publié le 25 septembre 2022

➤ Des visiteurs examinent un diorama créé par Frances Glessner Lee exposé au Smithsonian American Art Museum à Washington, en janvier 2018.

Photo Justin T. Gellerson/
The New York Times

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE

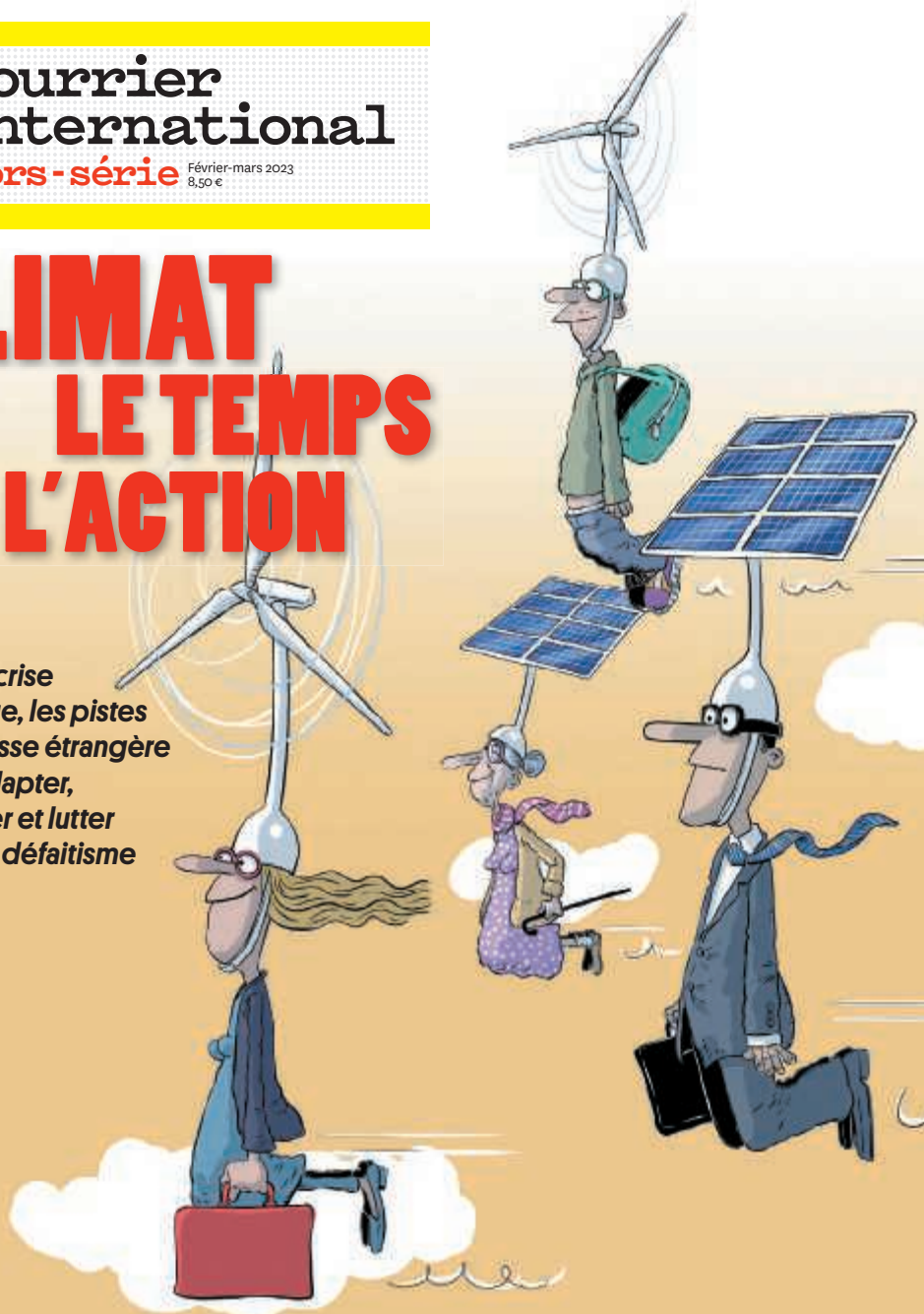


**Courrier
international**

Hors-série Février-mars 2023
8,50 €

CLIMAT LE TEMPS DE L'ACTION

*Face à la crise
climatique, les pistes
de la presse étrangère
pour s'adapter,
s'engager et lutter
contre le défaitisme
ambiant.*



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

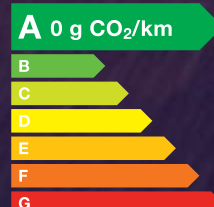


**Courrier
international**



Découvrez l'ID.4 Le SUV 100 % électrique.

Autonomie jusqu'à 526 km*



* Autonomie maximale WLTP de l'ID.4 avec une batterie de 77 kWh.

Cycles mixtes gamme ID.4 (kWh/100km) WLTP: 16,3-18,9. Rejets de CO₂ (g/km) WLTP: 0 (en phase de roulage). Valeurs au 01/12/2021, susceptibles d'évolution. Plus d'informations auprès de votre Partenaire.

Volkswagen Group France – SAS au capital de 198 502 510 € – 11, av. de Boursonne, Villers-Cotterêts – RCS Soissons 832 277 370.

Pensez à covoiturer #SeDéplacerMoinsPolluer